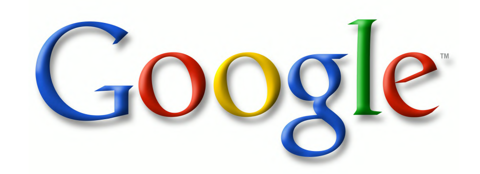


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

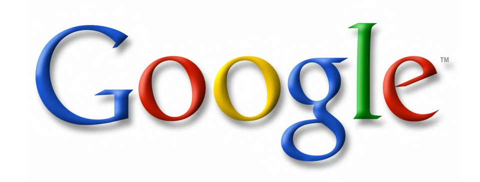
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`





HARVARD
COLLEGE
LIBRARY

HISTOIRE

DE LA SAVOIE ET DU PIÉMONT

Bibliothèque de la jeunesse chrétienne

2e SÉRIE IN-8e

HISTOIRE

DE LA SAVOIE ET DU PIÉMONT

Bibliothèque de la jeunesse chrétienne

2e SÉRIE IN-8e

PROPRIÉTÉ DES ÉDITEURS



Dix jours après avoir franchi le Grand-Saint-Bernard, Bonaparte remportait la victoire de Marengo.

HISTOIRE

DE

LA SAVOIE

ET

DU PIÉMONT

PAR M. LE GALLAIS

NOUVELLE ÉDITION



TOURS

ALFRED MAME ET FILS, ÉDITEURS

M DCCC LXXXIII

Ital 2553.20

~~Ital 2553.18~~

HARVARD COLLEGE
OCT 11 1906
LIBRARY.

Gift of
Francis Skinner

INTRODUCTION

La maison de Savoie est une des plus anciennes maisons souveraines de l'Europe. Ses commencements ont été faibles. Son origine est incertaine. Du degré de simple *comte* ou *gouverneur,* sans doute révocable d'abord, puis inamovible, du royaume d'Arles, elle s'est élevée jusqu'à la dignité royale.

A l'époque où ses annales commencent à prendre un caractère de certitude, ce n'était encore qu'une des nombreuses maisons seigneuriales qui possédaient, entre la France et l'Italie, quelques lieues de terrain, et gouvernaient une petite ville dans une vallée des Alpes. Les chefs de cette famille résidaient à Saint-Jean-de-Maurienne, au pied du mont Cenis, à peu de distance de Grenoble. Ils portaient le modeste titre de *comtes de Maurienne.* Mais, dès la quatrième génération, ils commandent le passage du mont Cenis, du côté de l'Italie comme du côté de la

France; ils ont acquis quelques grandes villes, et se nomment les *comtes de Savoie*. Au XIV[e] siècle, ayant agrandi leurs possessions sur les deux versants des Alpes, dominant le cours du Pô, de la Doria-Baltea et du Tanaro, ils transportent au sein des plaines de l'Italie le siège de leur gouvernement et deviennent *ducs de Savoie et de Piémont*. Au commencement du XVIII[e] siècle, à la fin de la guerre de Trente ans, ils ont ajouté à leurs possessions continentales une des trois grandes îles de la Méditerranée; les ducs deviennent *rois de Sardaigne;* et les descendants du petit seigneur suzerain de Saint-Jean-de-Maurienne prennent place dans la grande famille des Majestés souveraines.

Telle est, en résumé, sans parler des faits qui s'accomplissent au moment où nous prenons la plume [1] et sans vouloir essayer de soulever les voiles de l'avenir, l'histoire dont nous allons retracer les phases principales dans les pages qui vont suivre. Si elle n'a trait, en définitive, qu'à une puissance du second ordre, cette histoire n'en est pas moins une des plus inté-

[1] En 1859.

ressantes qu'il puisse être donné à l'homme de suivre dans son cours.

Comment la maison de Savoie s'est-elle progressivement élevée? A-t-elle toujours bien compris la mission que lui a assignée la Providence, et s'est-elle montrée fidèle à cette mission dans toutes les circonstances importantes de son histoire? Nous aurons à examiner toutes ces questions, en reproduisant le récit des faits accomplis depuis près de neuf siècles par les princes de Savoie; et nous essayerons de les résoudre sans passion, sans arrière-pensée, sans autre préoccupation que celle de la morale (qui est la même pour les peuples que pour les individus), de la justice et de la vérité.

Avant de commencer ce récit, nous regardons comme un devoir impérieux de rendre hommage aux auteurs qui nous ont guidé dans nos recherches et qui ont facilité notre travail. Pour les temps anciens, l'*Histoire généalogique de la maison de Savoie,* par Guichemon, l'*Abrégé chronologique de l'histoire d'Italie*, par de Saint-Marc, et le grand *Dictionnaire historique* de Moreri, ont éclairé la voie dans laquelle nous avons marché en toute confiance à la suite de ces

excellents guides. Pour les temps nouveaux, les histoires de Botta et de M. César Cantu nous ont été d'un grand secours. Mais nous avons dû surtout consulter les publications quotidiennes ou périodiques, où se trouvent relatées jour par jour les annales de la vie des peuples.

La collection du *Moniteur* nous a fourni la date précise et l'exposé des faits; celle de l'*Ami de la religion* nous a permis de ne pas juger sans une parfaite connaissance de cause les hommes et les choses.

Sans doute, en dépit de tous nos efforts, et malgré tant de secours précieux, bien des erreurs et bien des imperfections se seront glissées à notre insu dans ce travail. Nous mettrons, par la suite, tous nos soins à les faire disparaître, à mesure qu'elles nous seront signalées. Dès à présent nous prions le lecteur de n'y voir qu'une preuve de notre faiblesse et de notre insuffisance, et de n'en pas moins demeurer bien convaincu de notre désir d'être fidèle à la cause du bien, du juste et du vrai.

HISTOIRE

DE

LA SAVOIE ET DU PIÉMONT

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LES ORIGINES

Les Allobroges, les Nantuates, les Vérages, les Ligures, les Tauriniens, les Salasses. — Gaule cisalpine. — Empire romain. — Royaume des Lombards. — Empire de Charlemagne. — République de Gênes. — L'île de Sardaigne.

Le territoire actuellement soumis, sous le nom de *royaume de Sardaigne* ou d'*États Sardes*, à la domination de la maison de Savoie, comprend plusieurs États qui ont été longtemps distincts, et dont la réunion sous un même sceptre a été l'œuvre lente et progressive des siècles. Des unions matrimoniales, des guerres, des transactions diplomatiques, des révolutions et des événements de toute nature ont contribué à faire une seule nation, compacte et homogène, de principautés qui, pendant de longues périodes de leur existence, n'ont eu ni la même langue, ni les mêmes lois, ni les

PROPRIÉTÉ DES ÉDITEURS

porta longtemps l'île Asinara, située près du cap Falcone, au N.-O. de la Sardaigne, et par celui de *port d'Hercule,* qui est l'ancien nom de Monaco. L'une des plus anciennes villes de l'île est Cagliari (Caralis). Ses premiers habitants étaient-ils de même origine que ceux de l'île de Corse? On serait tenté de le croire en voyant que la partie septentrionale (celle qui forme aujourd'hui la province de Sassari) s'appelait autrefois les *Corses*.

Quoi qu'il en soit, la Sardaigne ne conserva pas longtemps sa nationalité. Les Carthaginois s'en étaient emparés avant leurs guerres contre les Romains. Ceux-ci, à leur tour, en devinrent les maîtres lors des guerres puniques; ils y établirent leur domination d'une manière durable et y fondèrent des villes : le *forum de Trajan* (Busachi), le *port Sulpicius* (Monte Santo), la *Tour de Lybisson* (Castel Sardo), etc. Placée en face du Latium et de la Campanie, sans cesse visitée par les galères romaines, la Sardaigne demeura fidèle aux maîtres du monde. L'histoire ne mentionne, en ce qui la concerne, aucune de ces insurrections qui éclataient si souvent sur d'autres points, et qui tenaient sans cesse en éveil les légions impériales. Lorsque l'empereur Adrien confia le soin des provinces les plus étendues de l'empire à quatre *consulaires,* et remit l'administration des autres à des *correcteurs* ou à des *présidents,* la Corse et la Sardaigne furent au nombre des sept provinces

qui échurent en partage à des présidents. Ces magistrats étaient, à ce qu'il paraît, investis d'un pouvoir de surveillance et de police sur les administrations municipales; ils étaient chargés de réformer leurs actes, et de terminer les différends qui pouvaient s'élever de ville à ville. Le gouvernement impérial leur avait délégué un pouvoir immense, mais nécessaire peut-être pour maintenir l'union dans ce grand empire romain qui commençait à se dissoudre, et centraliser l'autorité, fût-ce même à l'excès, pour l'empêcher de s'affaiblir en s'éparpillant.

Après Constantin, lorsque le monde fut partagé entre deux césars, la Sardaigne fit partie de l'empire d'Occident; et ce fut seulement lorsque cet empire, envahi de tous les côtés par les barbares, tomba en décadence, qu'elle songea à reprendre la libre direction de ses affaires et à se créer un gouvernement indépendant, mais en s'assurant la protection de puissances assez fortes pour la défendre. Depuis plusieurs siècles déjà, le christianisme avait pénétré dans son sein, et, fécondé, comme sur tous les points du monde, par le sang des martyrs, y avait fait accepter ses divines croyances. Les peuples tournaient de nouveau leurs regards vers Rome, et, s'ils n'y voyaient plus les héritiers de la toute-puissance impériale, ils y trouvaient le vicaire du Christ, dont l'autorité morale allait sans cesse grandissant. La Sar-

daigne se créa un gouvernement composé de juges des quatre provinces de l'île, sous la souveraineté des pontifes de Rome et des républiques maritimes de Gênes et de Pise.

Après avoir ainsi traversé une longue période de paix et de prospérité, elle fut, au IXe siècle, conquise par les rois d'Aragon, qui lui conservèrent ses juges. Plus tard, elle passa sous la domination de l'Autriche qui la céda au duc de Savoie, ainsi que nous le verrons plus loin en racontant le règne de Victor-Amédée.

II

LE DUCHÉ DE GÊNES

Le nom de Gênes est depuis longtemps célèbre : les palais de marbre qui lui ont fait donner le nom de *Gênes la superbe,* l'audace et l'heureuse fortune de ses hardis navigateurs, l'étendue de ses possessions au moyen âge, et aussi, il faut le dire, ses discordes civiles, ont fait de la cité qui donne son nom au golfe situé près de la France, au nord de la Corse, une des plus justes renommées dont l'histoire fasse mention.

Gênes est une ville fort ancienne. Fondée, l'an 707 avant Jésus-Christ, par les Liguriens, elle subit, après diverses vicissitudes, le sort de toutes les villes du nord de l'Italie. Elle fut incor-

porée à la Gaule cisalpine, et appartint longtemps aux Romains; puis elle passa aux Lombards, et, après la destruction de leur monarchie, reconnut la domination de Charlemagne.

De bonne heure elle reçut le bienfait du christianisme, et même, à l'époque où des rois ariens occupaient le trône d'Italie, elle conserva intacte la pureté de la foi catholique. De bonne heure aussi, sa magnifique position au fond d'un golfe attira l'attention des souverains. Sous le grand roi des Goths, Théodoric, qui donna à l'Italie, au commencement du VIe siècle, trente-huit ans de bonheur et de prospérité, elle reçut, ainsi que Pise, Florence et Bologne, des accroissements considérables.

Au Xe siècle, lorsque la tentative formée par un grand homme pour reconstituer l'empire romain eut définitivement échoué en présence de difficultés insurmontables, et que l'empire de Charlemagne, sous les mains de ses débiles successeurs, s'en alla en poussière, de toutes parts il se forma de petits États féodaux plus ou moins indépendants, et dont l'existence fut d'assez courte durée. Puis, au milieu de ces États, quatre villes libres cherchèrent dans le commerce et les expéditions maritimes la source de richesses qui devaient leur rendre plus facile la conservation de leur liberté: c'était Amalfi, située à l'extrémité de l'Italie orientale, et relevant indirectement des empereurs

grecs; Pise, qui a fourni d'innombrables matériaux à l'histoire des guerres civiles, et dont la tour penchée, aujourd'hui simple objet de curiosité pour le voyageur, évoque dans la pensée de si longs souvenirs; puis surtout, dominant d'un côté la mer Tyrrhénienne, de l'autre la mer Adriatique, Gênes et Venise, qui, durant tout le moyen âge, se sont disputé la suprématie des mers.

Gouvernée originairement par des consuls électifs assistés d'une municipalité toute-puissante, Gênes relevait nominalement des rois d'Italie, des marquis de Ligurie et de Toscane; mais, en réalité, elle équipait des flottes, faisait des expéditions importantes dans les contrées les plus lointaines, traitait de la paix et de la guerre, sans en rendre compte à personne, et par la seule autorité de ses magistrats. Au temps des croisades, elle transporta en Orient ces glorieuses phalanges qui allaient, dans les lieux où fut le berceau de l'humanité, conquérir le tombeau du Christ et défendre la sainte cause de la civilisation. Pour la plupart des chefs qui menaient les croisés au combat, la navigation était chose encore inconnue : les galères génoises furent un précieux auxiliaire; et, pour Gênes, ces immenses transports de troupes devinrent une source incalculable de fortune.

Le territoire de la cité ligure s'accrut dans de grandes proportions, et surtout, suivant la ten-

dance de toutes les puissances maritimes, elle songea à avoir des colonies. Au XIIe siècle, les Génois et les Pisans se disputèrent la possession de l'île de Corse, qui finit par demeurer à la république de Gênes. Dans toutes les mers, les Génois avaient des points de relâche pour leurs vaisseaux; sur tous les rivages du monde alors connu ils établissaient des comptoirs. Mais pendant qu'ils faisaient ainsi des conquêtes et étendaient au loin leurs possessions, la guerre civile désolait leur cité, et la fortune de la république s'écroulait au milieu de révolutions incessantes et de perpétuelles discordes.

Après avoir eu des *consuls,* Gênes eut des *comtes,* puis des *podestats,* puis des *capitani,* puis des *doges.* Chacun de ces changements de gouvernement fut non pas le produit de la volonté populaire librement manifestée, mais le résultat d'un coup de main, d'une émeute, le triomphe d'une intrigue fomentée par l'aristocratie, et que la populace servait en aveugle. D'illustres familles dont les aïeux avaient conquis un nom célèbre en mettant leur courage et leurs talents au service de la chose publique se disputèrent avec acharnement le pouvoir suprême. Nous ne redirons pas toutes ces luttes, pas plus que nous ne pouvons redire les grandes actions des guerriers, des diplomates et des marins dont les noms sont inscrits dans les glorieuses annales de la cité. Nous ne retracerons

pas les tristes phases de la guerre des Guelfes et des Gibelins, qui passionna toute l'Italie, et causa dans l'intérieur de Gênes de tristes désastres. Enfin nous ne nous arrêterons pas aux divers épisodes de la longue et sanglante lutte entre Gênes et Venise. Les deux cités rivales épuisèrent de part et d'autre des forces qui, réunies dans un but commun, eussent pu produire de grands résultats. Tous ces faits, qui occupent le premier rang dans les annales du moyen âge, demanderaient des développements qui nous entraîneraient trop loin de notre sujet. Qu'il nous suffise, dans ce rapide sommaire, de nommer les Fiesque, les Grimaldi, les Spinola, les Doria. Ces noms, aujourd'hui encore populaires, portent avec eux leur signification historique.

A la fin du XIVe siècle, Gênes, fatiguée de révolutions, se donna au roi de France Charles VI. En 1409, elle massacre les Français, et se donne au marquis de Montferrat, puis au duc de Milan. Plus tard elle revient à la France, et se soumet à Charles VII. Sans se rebuter de la réponse, demeurée célèbre, de Louis XI : *Les Génois se donnent à moi, je les donne au diable*, elle se soumet également à Charles VIII et à Louis XII. Sous François Ier, en 1553, un des plus célèbres hommes de mer et des plus grands citoyens qui aient existé dans aucun pays, André Doria lui rend, avec son indépendance, une partie de son ancienne splen-

deur. Une nouvelle série de doges commence, dont quelques-uns furent de grands hommes. On sait que l'un d'eux essaya de lutter contre la France. Il avait fourni des armes, vendu de la poudre et des bombes aux pirates, à l'époque où Louis XIV, faisant pour la première fois apparaître victorieux le drapeau de la France sur les plages inhospitalières que la bravoure de nos soldats a transformées depuis trente ans en une magnifique colonie, bombardait deux fois Tunis et Alger, délivrait des fers des pirates tous les esclaves chrétiens, et contraignait les corsaires à lui payer un tribut. Quand cette satisfaction fut obtenue, ce fut le tour de Gênes, qui construisait alors quatre galères pour l'Espagne. Louis XIV lui défendit de les mettre à la mer, et, ayant essuyé un refus, envoya devant la superbe ville aux palais de marbre l'amiral Duquesne et le duc de Mortemart. Il fallut céder, et, au mois de mars 1685, le doge de Gênes, Imperiale Lescaro, vint à Versailles implorer la clémence du roi.

Ce n'était plus le temps des cités dominatrices. Les grands États de l'Europe moderne disposaient dès lors de flottes puissantes et de formidables armées; il n'y avait aucune honte pour Gênes à céder devant la fortune de la France; et son doge conservait encore la dignité du malheur, lorsqu'il répondait aux courtisans de Versailles : « Ce qui m'étonne le plus ici, c'est de m'y voir. » A partir

de ce moment, la fortune des Génois allait décroître. En 1768, après treize années d'une guerre longue et ruineuse contre les troupes indigènes du général Paoli, le sénat de Gênes, désespérant de rétablir son autorité, abandonna à la couronne de France tous ses droits sur l'île de Corse.

En 1796, les Génois cédèrent, comme tous les peuples voisins, à la fièvre révolutionnaire : leur territoire devint la *république ligurienne*. En 1800, il fut incorporé à l'empire français, et forma les *départements de Gênes, des Apennins et de Montenotte*. Enfin, en 1814, il fut donné au roi de Sardaigne, qui l'a toujours conservé depuis.

Telle est, en résumé, l'histoire de Gênes. Elle occupe une grande place dans les annales du moyen âge. Obligé de nous restreindre à quelques lignes, nous avons dû nous borner à indiquer sommairement ce qui aurait mérité d'être raconté avec détails. Mais, on le voit, Gênes n'est une ville sarde que depuis 1814. Dès ce moment seulement nous devrons dire, sans rien omettre, tout ce qui la concerne. En parlant de son passé, nous n'avons pu que noter en courant ses principales phases historiques.

III

LE PIÉMONT ET LE MONTFERRAT

Le nom de *Piémont* (*Piemonte*, pays situé au pied des monts) est aujourd'hui la dénomination unique d'une contrée qui s'est successivement accrue par la réunion au territoire primitif des marquisats de Suze, d'Ivrée, de Saluces et du duché d'Aoste, auxquels est venu se joindre, au XVII[e] siècle, le *Montferrat* (*mons ferax*, en italien *monte ferace*, mont fertile), ainsi nommé à cause de la fécondité de ses campagnes et surtout de la richesse de ses vignobles.

Le Piémont est borné au nord par les Alpes, depuis le mont Blanc jusqu'au mont Saint-Gothard; à l'est par le lac Majeur et le Tessin, qui le séparent de la Lombardie, puis par le duché de Parme; au midi par le golfe de Gênes; à l'ouest par le Var, qui le sépare de la France, et par les Alpes, du mont Viso au mont Blanc et au Grand-Saint-Bernard. Il est divisé en cinq intendances, qui ont pour chefs-lieux Turin, Coni, Alexandrie, Novare et Aoste. Sa population totale est de 2,600,000 habitants.

Entouré de deux côtés par les Alpes, d'un autre par les Apennins, qui longent le golfe de Gênes; arrosé par de nombreux cours d'eau qui le traversent

en tous sens, le Piémont a de riches et magnifiques plaines, de fertiles campagnes et de pauvres et solitaires vallées. Quand on le parcourt de l'ouest à l'est, ou du nord au sud, on trouve successivement tous les climats, depuis celui des régions hyperboréennes jusqu'à celui des contrées les plus favorisées du Ciel. Dans le sens de sa plus grande dimension, du nord-est au sud-ouest, à l'une de ses extrémités est le mont Saint-Gothard, où souffle continuellement une froide bise, où l'existence la plus robuste est usée en moins de dix ans. A l'autre extrémité est la ville où les poètes ont placé le séjour du printemps perpétuel, où les malades du monde entier viennent chercher la santé, Nice, placée à la limite du Piémont, sur la frontière de France[1].

Quels furent les premiers peuples qui habitèrent ces contrées? Quelle était leur langue? Quelles étaient leurs lois? L'histoire ne peut répondre à ces questions que par des hypothèses. Nous ne connaissons d'une manière certaine, relativement au passé de l'Europe, que ce que nous ont appris les Grecs et les Romains. Or, à l'époque où il commence à être question pour la première fois, dans leurs historiens, de pays situés entre les Alpes, le Tessin et les Apennins, ces pays étaient habités par les *Salasses,* les *Tauriniens,* les *Ségusiens,* les

[1] Le comté de Nice a été cédé à la France le 24 mars 1860, depuis la publication de cet ouvrage.

Statielles, les *Libices*, et d'autres petits peuples de moindre importance. D'où venaient-ils? Étaient-ils originaires du pays, ou le flot de quelque invasion teutone les avait-ils apportés là? Lorsque les Gaulois, dans leurs migrations perpétuelles en Illyrie, en Pannonie et en Campanie, passèrent les Alpes, une première fois vers l'an 1200, une seconde fois en 580, une troisième fois en 521 avant J.-C., il est certain qu'ils établirent leur domination dans toute la haute Italie. De là vient qu'avant l'ère chrétienne les Alpes n'étaient pas, comme de nos jours, une limite naturelle séparant deux nations. La Gaule s'étendait jusqu'aux Apennins, nous pourrions dire jusqu'au Tibre; et le nord de l'Italie, c'était la *Gaule cisalpine*. Mais cette domination des Gaulois ne consista-t-elle qu'à prélever un tribut, ou fut-elle suivie d'un établissement durable? Y eut-il anéantissement du peuple originaire, ou fusion des deux races? Ce sont encore là des questions qu'il ne nous appartient pas de résoudre.

Constatons seulement l'origine de quelques-unes des principales cités piémontaises; et d'abord, tout au nord, la ville où se fait la première halte en Italie lorsqu'on vient de traverser le Valais et de franchir le mont Saint-Bernard, Aoste, située au fond d'une ravissante vallée. Son origine se perd dans la nuit des temps. Il en est question dans Pline, Strabon et Ptolémée. C'était la capitale du pays des Salasses. Les Romains en firent

Augusta Salassorum ou *Augusta Prœtoria*. Le catholicisme y éleva une de ses premières cathédrales, qui eut l'honneur d'avoir pour archidiacre, au xe siècle, saint Bernard de Menthon, le fondateur de ces institutions charitables dont le monde entier connaît les bienfaits.

En continuant vers le midi, à l'extrémité des Alpes Grecques, au sein des Alpes Cottiennes, étaient les Ségusiens. Leur capitale, *Ségusie*, dont les modernes ont fait *Susa* ou *Suse*, est également une des plus anciennes villes dont l'histoire fasse mention. Située à la réunion des deux grandes routes du mont Cenis et du mont Genèvre, Suse est une des clefs de l'Italie. Le pas de Suse est célèbre dans les annales de la guerre.

A l'ouest de Suse et à la même latitude existait, dès les temps les plus reculés, *Taurasia*, capitale du pays des Tauriniens, dont les Romains ont fait *Augusta Taurinorum* ou *Colonia Julia*, et les modernes *Torino* ou *Turin*. L'accroissement considérable qu'a pris cette ville date surtout de sa réunion aux domaines de la maison de Savoie. Mais, dès le IIIe siècle avant J.-C., elle avait l'importance d'une ville de guerre. Ses habitants ayant refusé de prendre parti pour Annibal lors des guerres puniques, le général carthaginois saccagea la ville. C'est sans doute pour la récompenser que les Romains en firent une colonie et qu'Auguste l'embellit.

A l'est des Tauriniens vivaient les Libices, dans le pays desquels nous retrouvons *Vercelles* (*Vercelli*, Verceil); au midi les Statielles, dont *Asta* (*Asti*) paraît avoir été la capitale; puis venaient les peuplades des Vagiennes, des Ingaunes, des Intéméliens, etc. Comme nous l'avons dit plus haut, tous ces peuples, ainsi que ce qui fut plus tard la Lombardie, faisaient partie de la Gaule cisalpine. Quand la puissance des Gaulois commença à décroître, et que l'Italie recula ses limites du côté du nord, le Pô (l'Éridan) fut une première barrière. Le nom de *Gaule cisalpine* ou *transpadane* demeura aux pays situés entre les Alpes Grecques et Pennines et le Pô. Au midi de ce fleuve, ce fut l'Italie *subalpine* ou *cispadane*. Et d'une manière plus spéciale, la province de la Cispadane, qui a formé le Piémont et le Montferrat, portait le nom de *Ligurie des montagnes*.

Quoi qu'il en soit de ces dénominations, que le changement de maître modifia plus d'une fois dans le cours des âges, les premiers souvenirs que l'histoire des Cisalpins nous ait transmis avec certitude sont des souvenirs de guerre. Les rives du Pô, de la Doria, du Tessin, les vallées des Alpes et des Apennins sont, depuis vingt-deux siècles, un éternel champ de bataille. Nous dirons plus tard les péripéties de la lutte, quand les adversaires s'appelleront les Français et les Allemands, les Italiens et les Suisses. Trois siècles avant Jésus-

Christ elle commence entre les Gaulois et les Romains : c'étaient alors les deux seules puissances de l'Occident. Quand les Gaulois se mettaient en marche, les consuls de Rome déclaraient la patrie en danger. Mais, à mesure que les légions latines se formaient à la rude école de la discipline, les tribus gauloises s'affaiblissaient par leurs divisions.

En 264, Rome, reculant ses limites, veut s'agrandir au nord. Les Gaulois sont là, qui occupent tout le territoire. La lutte commence; elle est terrible, elle dure quarante ans; et des historiens sérieux disent que des armées de 700,000 hommes furent en présence de part et d'autre. Enfin la victoire reste aux Romains; la Cisalpine se remplit de leurs colonies; et l'Italie semblait fermée aux étrangers, lorsque surviennent les Carthaginois sous la conduite d'Annibal. Nous l'avons vu saccageant Turin. Soit crainte d'un pareil traitement, soit espérance de ressaisir leur ancienne supériorité, les autres villes de la Cisalpine envoient, au contraire, leurs soldats combattre les légions romaines à Trasimène et à Cannes. Encore une fois les Gaulois viennent camper sur les bords du Tibre; mais Rome avait compté sur les délices de Capoue. En 201 elle ressaisit la victoire, et dès lors ses généraux ont l'ordre formel d'exterminer tous les Gaulois qui habitent l'Italie. Les Ligures résistent les derniers; ils sont massacrés dans les gorges des Apennins (188); et la Cisalpine est

pacifiée, disent les Romains. Tous ses défenseurs sont tombés dans cette lutte, qui a duré près d'un siècle.

De nouveaux venus les remplacent. Les Kimris, c'est-à-dire encore des Gaulois, les mêmes dont les ancêtres étaient venus s'établir aux portes de Rome, traversent la Gaule, chassés, dit-on, du Danemark par un tremblement de terre, et entraînent avec eux les Teutons. Marius bat ces derniers dans la vallée du Var, et en laisse deux cent mille sur le champ de bataille à Pourrières (*Campi putridi*); puis il rejoint les Kimris dans les plaines de Verceil (*les Champs raudiens*), l'an 101. Bataille sanglante, désespérée. Les Kimris ne demandaient que des terres pour nourrir leurs femmes et leurs enfants; on leur en donna pour l'éternité, suivant l'expression du vainqueur.

C'est le dernier effort de la puissance gauloise. Désormais tout est dit. La Cisalpine se tait devant Rome; elle voit peu à peu autour d'elle l'univers devenir romain; puis elle assiste à ce grand spectacle de la chute d'une société minée par la débauche, qui s'en va en poussière, tandis qu'à côté d'elle grandit la société nouvelle qui doit renouveler la face du monde, racheté par le sang du Christ et guidé par ses disciples vers d'immortelles destinées. Le Piémont, qui avait reçu un des premiers la bonne nouvelle, eut le privilège d'être, au IVe siècle, gouverné par un homme qui devait

être un des plus grands docteurs de l'Église. Avant d'être élu archevêque de Milan, saint Ambroise fut gouverneur de l'Émilie et de la Ligurie, c'est-à-dire du Piémont, du Milanais, de Gênes, de Parme et de Bologne. Ces beaux pays connurent donc encore quelques heureux jours.

Mais voici que des rives du Borysthène arrive le *fléau de Dieu*. Battu par Aétius dans les plaines de Châlons, l'an 451 de l'ère chrétienne, Attila retourne en Hongrie chercher une nouvelle armée. Les Huns, les Ostrogoths, les Gépides, traversent l'Europe à sa suite et fondent sur l'Italie. Ivrée, Verceil, Turin, Pavie, Milan, Vérone et Mantoue sont saccagées par une soldatesque effrénée. Après Attila, c'est le tour du roi des Vandales Genséric, dont les soldats mettent Rome au pillage pendant quinze jours. Puis enfin les troupes d'Odoacre chassent du trône Romulus Augustule, le dernier héritier des Césars; l'empire romain n'est plus (476).

Odoacre est à son tour détrôné et assassiné par le roi des Goths, Théodoric. A la prière de saint Épiphane, évêque de Pavie, de saint Victor, évêque de Turin, et de saint Laurent, archevêque de Milan, il met en liberté les prisonniers italiens, rend à beaucoup d'entre eux leurs propriétés, établit en Piémont et dans le Milanais des greniers d'abondance. Il meurt en 526, après avoir régné trente-huit ans.

Après lui recommencent les malheurs de l'Italie.

Son petit-fils la laisse reconquérir par les empereurs de Constantinople. Bélisaire et Narsès la soumettent aux lois de Justinien (566). Mais Rome n'est plus la capitale de l'Italie, c'est l'*exarchat de Ravenne*, subdivisé en duchés dont les noms survécurent longtemps à la ruine de ce nouveau gouvernement (les duchés de Rome, de Naples, de Gaëte, d'Amalfi, de Spolette, de Frioul, de Turin, etc.).

La domination de l'empire grec est de peu de durée. Narsès, tombé en disgrâce, appelle les Lombards dans l'exarchat de Ravenne pour se venger de son successeur. Alboin s'empare d'abord des contrées situées entre le Pô, le Tessin, les Alpes et l'Adriatique; et alors prend naissance ce nom de LOMBARDIE qui, traversant de longs siècles, est arrivé jusqu'à nous. Les successeurs d'Alboin étendent leur domination dans tout le nord de l'Italie. L'un d'eux fut Agilulphe, duc de Turin (590). Son prédécesseur avait laissé une jeune veuve, Théodelinde, fille du roi de Bavière, à qui le peuple lombard, qui l'adorait, avait confié la régence. Mais on lui avait imposé la condition de se choisir un nouveau mari. Elle jeta les yeux sur Agilulphe. Au lieu de lui mettre une pique à la main, elle lui posa sur la tête une couronne qui était presque toute d'or. Mais, pour ménager la susceptibilité de ses sujets, elle leur dit : « C'est toujours du fer. » Cette couronne a été conservée

jusqu'à nous : c'est la célèbre *couronne de fer* des Lombards.

Une pieuse tradition, généralement admise en Italie, veut qu'on y ait mis un des saints clous. De là même viendrait, selon quelques écrivains, le nom de couronne de fer, que d'autres expliquent comme il vient d'être dit.

Le royaume lombard dura deux siècles. En 775, tout le nord de l'Italie fut incorporé à l'empire de Charlemagne; et, après la dissolution de cet empire, le Piémont fit partie du royaume d'Italie. Nous dirons tout à l'heure, en parlant de la Savoie, quelles furent ensuite ses destinées.

IV

LA SAVOIE

La Savoie est le domaine originaire des princes qui président aujourd'hui aux destinées de la monarchie sarde. C'est là que furent leurs premières possessions. Pays pauvre, peu habité proportionnellement à son étendue, la Savoie offre aux regards du voyageur les grands spectacles de la nature dans toute leur magnificence et dans leur incomparable splendeur. Le mont Blanc avec ses aiguilles de glace, plus immobiles que le plus dur granit, et que la science humaine, en dépit de

toutes ses conquêtes, ne peut explorer qu'à de longs intervalles, à travers mille dangers; le mont Cenis et le Petit-Saint-Bernard, dont les sentiers ont vu passer tant de générations, et auxquels se rattachent tant de souvenirs historiques; le mont Iseran, le Géant, tous les plus hauts sommets des Alpes, en un mot, avec leurs neiges éternelles, leurs mers de glace, leurs vallées, où grondent sans cesse d'impétueux torrents; quelques villes bâties au pied des monts, et de nombreux villages dont les enfants partent chaque année pour la France, où sont venus leurs pères, où iront leurs descendants; de grands lacs, des fleuves qui vont alimenter et enrichir d'autres contrées : voilà la Savoie. Au point de vue géographique, c'est le cœur de l'Europe. C'est de là que rayonnent toutes les grandes chaînes de montagnes qui forment la charpente de la carte européenne, et vont, aux quatre coins de l'horizon, établir entre les peuples des barrières que l'industrie moderne tend chaque jour à rendre impuissantes.

La population de la Savoie est d'environ 600,000 habitants. Ce n'est donc aujourd'hui qu'un septième à peu près de la population totale des États sardes[1]. Les revenus que cette province procure à la couronne sont de minime importance. Mais c'est la partie la plus ancienne, et de tout temps la plus

[1] Voir la note de la page 10.

fidèle de la monarchie. Dans les jours de danger, c'est là que les rois cherchent leurs plus zélés défenseurs. Les Savoyards sont pauvres; mais leur dévouement et leur bravoure sont au-dessus de tout éloge. Quand ils ont gagné à l'étranger un petit pécule, ils reviennent au sein de leurs montagnes, tout prêts à donner leur sang pour la dynastie de Savoie. Dans la guerre de 1848, on les a vus toujours au premier rang, toujours serrés autour de Charles-Albert; et sans vouloir diminuer en rien le mérite des autres troupes piémontaises, aucune n'a assurément montré plus de courage.

Il en était ainsi dès les temps les plus reculés. Les *Allobroges*, qui furent les premiers habitants de ce pays, étaient célèbres entre tous les peuples guerriers. Tous les conquérants faisaient appel à leur valeur. Les Carthaginois sollicitèrent souvent leur concours, alors qu'ils disputaient aux Romains la possession de la Sicile et l'empire des mers. Deux de leurs rois entrèrent en Italie, et firent trembler la puissance qui plus tard devait tout envahir. Quand vint l'instant de ces luttes solennelles entre Rome et la Gaule dont nous venons de retracer les principaux épisodes, les Allobroges se retrouvèrent à leur poste et prirent à cette grande guerre une part glorieuse. Fidèles jusqu'à la fin, ils se joignirent à l'armée d'Annibal. Puis vint pour eux, comme pour toute l'Eu-

rope, l'heure de la conquête. L'an 632 de Rome (122 ans avant J.-C.), le consul Cneius Domitius Ænobarbus pénétra au sein de leurs montagnes. Après lui, Fabius Maximus acheva de soumettre le pays, et crut avoir assez fait pour mériter la gloire, car il prit le nom d'*Allobrogique*. Les Alpes Grecques (*Alpes Graiæ,* c'était alors le nom de la Savoie) furent, avec une partie de la Gaule, incorporées dans la *Narbonnaise* ou Provence (la première *province romaine*).

Vers l'extrémité nord-est, sur les bords du lac Léman, dans la région qu'avaient habitée des peuplades que César nomme d'une manière spéciale les *Andates* ou *Nandates*, les Romains établirent des haras. Cette région prit alors le nom de *provincia equestris* ou *Caballica;* d'où, par corruption, le *Chablais,* qui a pour capitale Thonon. Plus à l'est, longeant le cours de la Saône, étaient les *Véragres,* dont la capitale, *Agaunum,* avait été construite dans une forte position près du fleuve. C'est là que saint Sigismond fit bâtir, au VIe siècle de l'ère chrétienne, ainsi que nous l'allons voir, l'abbaye de Saint-Maurice.

Tant que dure l'empire romain, la Savoie n'a pas d'histoire. Lors de la division de la Gaule en provinces, elle fait partie de la *Viennoise*. Quand l'empire lui-même est partagé entre les Césars, elle est incorporée dans la *préfecture des Gaules*. Puis viennent les barbares, avec lesquels les géné-

raux romains, ne pouvant arrêter leur marche, prennent le parti de capituler. Les uns s'avancent jusqu'aux Pyrénées et fondent le royaume des Visigoths. D'autres, plus industrieux et de mœurs plus sédentaires, se fixent dans le pays qui s'étend depuis le Rhin jusqu'aux Alpes (410 ans après J.-C.). Ce sont les *Burgundes* ou Bourguignons, dont Guntarius (*Gondicaire*) est le premier roi. C'est à ce moment que paraît pour la première fois dans l'histoire le nom de la Savoie (*Sapaudia*). Prosper d'Aquitaine dit que le patrice Aétius, le futur vainqueur d'Attila, le dernier soutien de l'empire, la donna aux Bourguignons en 436.

Le royaume de Bourgogne comprit ainsi tout le bassin du Rhône, moins la portion comprise entre la Durance et la mer. Mais bientôt il n'en devait plus rester que le nom. La postérité de Gondicaire s'éteignit dans le sang dès la troisième génération. Son fils et successeur Gundioc, mort en 463, avait détruit l'unité de la monarchie en partageant ses États entre ses quatre fils : Chilpéric, roi de Lyon; Gondemar, de Vienne; Gondebaud, de Genève, et Godegisile, de Besançon. Un triple fratricide réunit de nouveau ces quatre royaumes en un seul, sous la domination du roi de Genève, Gondebaud (500-516). Mais ce fut là précisément ce qui, par un effet de la justice divine, causa la ruine de la dynastie bourguignonne.

En 493, un nouveau venu, Clovis, roi des Francs Saliens, épousa la nièce de Gondebaud, sainte Clotilde, fille de Chilpéric; et Clotilde, après avoir converti au christianisme sa nouvelle famille, arma son mari et ses fils contre le spoliateur et l'assassin de son père. Après une première campagne, Gondebaud parvient à détourner l'orage; mais ses fils sont moins heureux. Saint Sigismond, qui venait de fonder l'abbaye de Saint-Maurice, est battu par Clodomir, roi d'Orléans, qui le fait jeter dans un puits (523). Son frère Gondemar II essaye encore de lutter: vains efforts. En 534 la Bourgogne est réunie au royaume des Francs. C'est dans l'histoire de France qu'il faut chercher la clef de ses destinées et de celles de la Savoie jusqu'à la fin du règne de Charlemagne (815). A cette époque seulement les nations modernes commencent à avoir une histoire spéciale.

LIVRE PREMIER

LES COMTES DE MAURIENNE, DE SAVOIE ET DE PIÉMONT

CHAPITRE I

ROYAUME D'ARLES — BÉROLD — HUMBERT AUX BLANCHES MAINS — AMÉDÉE Ier

(888-1060)

Au commencement du IXe siècle de l'ère chrétienne, Karl *le Grand*, roi des Francs, vainqueur des Saxons et des Lombards, possesseur incontesté de la Gaule, de l'Allemagne, de la Suisse, du Piémont et de la Lombardie, place sur sa tête la couronne des Césars, et recommence la série des empereurs d'Occident, interrompue depuis trois siècles. Le pape Léon III, interprète du sentiment populaire, lui donne l'onction sacrée au sein de la ville éternelle : le *saint empire romain*, dont le nom doit se perpétuer pendant dix siècles, est fondé le jour de Noël de l'an 800. Malheureusement il fallait un bras vigoureux pour maintenir l'unité dans une si vaste monarchie. Quand le fondateur ne fut plus là, ce corps gigantesque tomba en dissolution. Les partages perpétuels entre des princes ambitieux, l'absence d'une volonté éner-

gique dans le chef de la famille carlovingienne, les nationalités qui tendent à se former, le régime féodal qui s'établit, tout contribue à produire en Europe pendant deux siècles un état de confusion et de chaos qui rend presque totalement dénuée d'intérêt l'histoire de ces temps.

En 881, Charles *le Gros* a l'honneur inespéré de réunir une dernière fois sous son sceptre tous les États de Charlemagne; mais ce sceptre, qu'avait porté le grand empereur, écrase sa faiblesse. Au lieu de tourner contre les Normands et les Sarrasins la noble épée des Francs, il ne sait que leur donner de l'or, et ses vassaux indignés le déposent à Tribur (887). C'est alors qu'a lieu le démembrement définitif. Sept royaumes se forment, qui devaient plus tard, sous l'influence de mille causes diverses, se subdiviser encore. Deux de ces royaumes portent les noms de *Bourgogne cisjurane* et de *Bourgogne transjurane*. Le premier, situé entre les Alpes, les Cévennes et la Méditerranée, comprenait ce qui a formé depuis la Provence, le Dauphiné, le Languedoc. Le second, situé entre le Jura, les Alpes et le cours supérieur du Rhin, comprenait la Savoie et une grande partie de la Suisse.

Ce second royaume eut pour fondateur Rodolphe ou Raoul Ier, fils de Conrad II, comte de Paris, qui fut élu dans une diète à Saint-Maurice en Valais, en 888. Quarante ans après, son fils

Rodolphe II réunit les deux Bourgognes pour en former *le royaume d'Arles* (923). Cette nouvelle monarchie dure un siècle. Rodolphe III, le *Fainéant*, se sentant mourir sans enfant, fait donation de ses États à l'empereur Conrad *le Salique*. Il lui envoie son sceptre, sa couronne et la lance de Saint-Maurice, en signe d'investiture; puis il descend dans la tombe le 6 septembre 1032. Depuis longtemps il n'avait plus de la royauté que le nom. De grands désordres avaient éclaté dans la monarchie des Deux-Bourgognes pendant les trente-huit années de son règne. De toutes parts, sous le vain masque de la hiérarchie féodale, l'anarchie la plus complète; sur tous les points du Dauphiné, de la Provence, de la Suisse et de la Savoie, des seigneuries dont il se disait le souverain, mais qui jouissaient en réalité d'une indépendance absolue: tel était l'état de ce royaume de création si récente. Le comte de Genève, le seigneur du Chablais, le sire de Faucigny, l'abbé de Moustiers, le marquis de Suse, étaient en mesure de résister énergiquement à quiconque eût voulu prendre trop au sérieux un droit de suzeraineté devenu à peu près nominal. Rodolphe III le sentait; peu courageux et d'un caractère indolent, il n'essaya pas de lutter contre une situation plus forte que lui. Peut-être crut-il que les empereurs seraient plus hardis ou plus puissants; mais, si telle était sa pensée lorsqu'il légua ses possessions à Conrad, l'événement

prouva qu'il s'était trompé. Devenus feudataires de l'Empire, les vassaux du roi d'Arles n'en furent pas plus soumis.

C'était pourtant au milieu de ces contrées que devait grandir une famille dont personne assurément, quand sonna la dernière heure du royaume des Deux-Bourgognes, ne prévoyait les glorieuses destinées. Nous l'avons dit au début, l'origine de la maison de Savoie est obscure et incertaine. On s'accorde généralement à lui donner pour fondateur le comte Humbert *aux blanches mains*, qui mourut vers 1050. Mais d'où venait-il, et quels étaient ses ancêtres? On l'a fait descendre des comtes de Mâcon, des ducs de Milan, des marquis d'Ivrée. Quelques historiens l'ont regardé comme le petit-fils de l'empereur Louis II, fils de Boson. Enfin une opinion plus récente le fait naître d'un premier mariage d'Hermengarde, qu'épousa en secondes noces le dernier roi d'Arles

Nous ne voulons pas discuter ici ces diverses généalogies, qui peut-être, au fond, ne diffèrent pas autant les unes des autres qu'elles en ont l'air. Au début de toutes les histoires, d'ailleurs, ne trouve-t-on pas ainsi des mystères? Nos annalistes français sont-ils bien d'accord sur l'origine de la dynastie mérovingienne? Qui sait d'une manière bien positive quels furent les aïeux de Clovis? Quand une famille royale est encore à son berceau, que sa grandeur future est le secret de Dieu,

personne sur la terre ne songe à tenir note de ses commencements et à recueillir les matériaux de son histoire. Ce n'est que plus tard, quand elle a grandi, quand elle occupe une place considérable dans le monde, que les érudits se mettent à l'œuvre, et essayent par des rapprochements de faits et de dates, par des similitudes de noms et de lieux, par de laborieuses inductions, de renouer la trame interrompue et de reconstruire l'édifice historique dont les bases ont été posées trop peu solidement. Pour nous, qui n'avons pas la prétention de réussir là où tant de savants, et parmi eux Duchêne, Moreri, Louis Chiesa, ont échoué avant nous, laissons franchement dans l'incertitude ce qui est douteux, et enregistrons seulement ce qui est acquis à l'histoire.

Ce qui est certain, c'est qu'à la cour de Rodolphe III vivait Bérold ou Berchtold, allemand d'origine, habile guerrier et serviteur fidèle. Vers l'an 1000, le roi récompensa ses services par la donation de quelques terres, et depuis lors il prit le titre de *comte*. La date de sa mort est incertaine. Les annalistes lui ont construit une légende enrichie de merveilleux épisodes. Pour n'avoir pas le regret de la déclarer fabuleuse, nous ne la redirons pas.

C'est ce Bérold que Guichenon et les historiens les plus estimés donnent pour père à Humbert *aux blanches mains*. Celui-ci, fidèle aux dernières

volontés du roi d'Arles, servit avec zèle et dévouement sa veuve Hermengarde, puis s'attacha à l'empereur Conrad *le Salique.* En récompense il reçut le bas Chablais, une partie du Faucigny et Saint-Maurice. Pour tout autre il n'y aurait eu là qu'un de ces dons qui n'engagent pas l'avenir, et que les circonstances font passer tôt ou tard en d'autres mains. Il en était souvent ainsi au moyen âge. Mais les ancêtres de la maison de Savoie semblaient avoir l'intuition des événements. Ce qu'ils recevaient des souverains, ils faisaient en sorte que ce fût quelque chose de définitif. Humbert s'établit dans le Chablais et dans le Faucigny de manière à faire voir qu'il entendait n'en plus sortir. Quelques terres autour de Saint-Jean de Maurienne (soit qu'il les tînt de son père Bérold, soit qu'il les eût acquises lui-même) complétèrent son domaine, et furent le point de départ des États sardes. Humbert est connu par diverses chartes dans lesquelles il se qualifie simplement de *comte*, sans aucune désignation de ses États. L'une de ces chartes porte la date de 1041 ; elle contient donation de quelques revenus aux chanoines de Saint-Jean-de-Maurienne. Une autre est de 1030. A elles deux, par les indications qu'elles contiennent, elles permettent de reconstituer la famille d'Humbert. Il avait pour femme Ancilie, dont il eut quatre fils, Amédée, Burchard, Aimon et Odon, puis une fille, qui épousa le comte de

Zahringen. Deux de ses fils moururent avant lui. Les deux autres, Amédée et Odon, possédèrent ses États.

Entre tous ses voisins, un surtout était puissant par la richesse et par l'étendue de son territoire. Mainfroid, marquis de Suse, qui jouissait à cette époque d'une grande réputation, possédait une grande partie de ce qu'on nomme aujourd'hui le Piémont. Il s'étendait depuis les Alpes Cottiénnes jusqu'à la rivière de Gênes, et depuis le mont Viso jusqu'à Asti. Son frère était évêque et seigneur d'Asti. L'évêque de Verceil était aussi le suzerain de cette ville. Tout le reste était au marquis de Suse, sauf le val d'Aoste, qui était indépendant. Tels étaient à l'est et au midi les voisins dont le comte de Maurienne était séparé par la partie de la chaîne des Alpes qui porte spécialement le nom d'Alpes Grecques, et qui comprend le mont Cenis, le mont Iseran, le mont Blanc et la vallée de Chamounix. Les possessions d'Humbert, suivant cette ligne de hautes montagnes qui serpente du sud-ouest au nord-est, étaient limitées d'autre part par celles du comte et de l'évêque de Genève, de l'abbé de Moustiers et des seigneurs de Chambéry. Nous précisons avec soin la position et l'étendue de ce domaine originaire, dont l'accroissement va être si rapide, et qui n'était au début, comme on voit, qu'une étroite bande de terre adossée aux Alpes.

Le premier possesseur de ce domaine, Humbert, mourut, comme nous l'avons dit, vers 1058. On peut voir son tombeau devant le grand portail de la cathédrale de Saint-Jean-de-Maurienne. Nous l'avons dit, ses deux fils, Amédée et Odon, lui succédèrent. Il y a des auteurs cependant qui font mourir Amédée avant son père, en 1047; mais il figure dans la généalogie la plus universellement adoptée, sous le nom d'Amée ou Amédée Ier. Du reste, quoiqu'il se qualifie, dans quelques chartes de donation à des couvents, de *comte de Maurienne*, on ne sait rien de lui, et il n'a laissé de trace dans l'histoire que par un surnom bizarre auquel on s'est ingénié à trouver des explications encore plus bizarres. On raconte qu'il accompagnait l'empereur Henri, dans un voyage à Rome, avec une si grande suite de gentilshommes qu'à Vérone l'Empereur lui déclara qu'il le recevrait volontiers, mais qu'il ne voulait pas que sa suite pénétrât dans la ville. Amédée aurait répondu *qu'il n'entrerait pas sans queue*. De là, disent les écrivains qui veulent tout expliquer, le surnom, parvenu jusqu'à nous, d'Amédée *la Queue*. Avons-nous besoin de dire que l'héritier d'un prince dont nous venons de décrire les faibles domaines ne pouvait être devenu subitement un grand seigneur et avoir une suite capable de porter ombrage au chef du saint empire romain? Il nous est impossible de voir dans cette tradition autre chose

qu'une fable imaginée par des légendaires qui ne veulent pas rester à court en présence d'un surnom inexpliqué. S'ils l'ont fait par flatterie pour la maison de Savoie, nous devons ajouter que la vérité nous semble plus flatteuse. Avoir été faibles au début, et être devenus puissants à force d'habileté, de prudence et de courage, nous ne sachions rien qui soit plus honorable. La fortune fut sans doute pour quelque chose dans cette élévation rapide, ainsi que nous allons voir; mais ils l'aidèrent grandement par leur mérite, et se montrèrent dignes qu'elle leur continuât ses faveurs. Nous arrivons au règne d'Odon; et maintenant la filiation va prendre un caractère irrécusable de certitude.

CHAPITRE II

ODON — AMÉDÉE II — LA COMTESSE ADÉLAÏDE — HUMBERT II LE RENFORCÉ

(1060-1103)

Avec Odon commence pour la Savoie l'ère de prospérité. Successeur de son frère Amédée Ier, il possédait Saint-Jean-de-Maurienne et Saint-Maurice : en d'autres termes, il commandait, du côté de la France et de la Suisse, les deux passages des Alpes les plus fréquentés à cette époque, ceux du mont Cenis et du mont Saint-Bernard. Cette seconde route, que protégeaient depuis un siècle de pieux cénobites établis au sommet par saint Bernard de Menthon, aboutissait à la riante cité d'Aoste, alors indépendante et fière d'étaler aux regards ses magnifiques vallées, poétique et charmant prélude de la riche Italie. De ce côté, nulle contestation n'était à craindre. C'était d'ailleurs la route des pèlerins qui se rendaient à Rome pour présenter leurs hommages au successeur des apôtres. Depuis que les Sarrasins avaient quitté

les monts, personne ne songeait à troubler ces paisibles voyageurs. Trois siècles devaient s'écouler avant que ce passage redevînt ce qu'il avait été jadis, une route stratégique.

Mais, de l'autre côté du mont Cenis, en face de Saint-Jean-de-Maurienne, les princes de Suse commandaient l'extrémité du défilé, du côté de l'Italie, tandis qu'Odon commandait l'autre extrémité. Il fallait donc la réunion de deux volontés pour que le passage fût libre; un caprice, une discussion d'intérêt, pouvait fermer les monts. L'alliance des deux familles était, dans l'intérêt de l'un et de l'autre, un acte de haute politique. On le comprit des deux côtés, et la solution qui s'offrait d'elle-même, par un heureux concours de circonstances, fut saisie avec empressement. Adélaïde, déjà veuve en premières noces d'Oriman ou Hermann, duc de Souabe, et en secondes noces de Henri, marquis de Montferrat, était alors la seule héritière du marquisat de Suse. Suivant l'usage féodal, elle ne pouvait guère administrer son domaine et conduire ses vassaux à la guerre qu'en se donnant un mari qui fût agréable aux empereurs d'Allemagne, ses suzerains naturels. Elle fixa son choix sur le troisième comte de Maurienne, Odon. Un mariage fut conclu entre eux; et ainsi fut constituée et rendue puissante une famille qui devint la gardienne naturelle des Alpes. Par la réunion de leurs possessions, Odon et Adélaïde donnèrent les deux

versants des montagnes; les vallées de la Doria et de l'Orca, en Italie, comme celles de l'Arve et de l'Isère en Savoie, furent comprises dans leurs États. Dès lors des princes intelligents pouvaient se dire sûrs de l'avenir.

Fidèles à l'esprit du temps, et suivant d'ailleurs les inspirations d'une piété sincère, Odon et Adélaïde firent à différentes églises de nombreuses libéralités. Les actes qui constatent leurs donations sont aujourd'hui les documents les plus précieux qui subsistent relativement à leur histoire. Leurs deux filles, Berthe et Adélaïde, furent l'une et l'autre impératrices. L'aînée, Berthe, épousa Henri de Souabe, quatrième du nom, fils et successeur d'Henri *le Vieil*. Adélaïde, sa sœur, fut la femme de Rodolphe, d'abord comte de Rinsfeld, puis duc de Souabe, puis antiempereur. Un des fils d'Odon, frère des deux princesses que nous venons de nommer, fut évêque et seigneur d'Asti. L'autre, Amé ou Amédée II, fut comte, et succéda à son père en 1060.

C'est le premier qui ait pris le titre de *comte de Savoie*. Ses possessions formaient déjà un État avec lequel il eût fallu compter sérieusement. Dirigé par les sages conseils de sa mère, il parvint à les augmenter encore. C'était une femme remarquable que cette comtesse Adélaïde, qui assista à de si grands événements et à laquelle il fut donné d'avoir une si puissante influence sur l'avenir de

l'Italie. Elle vit la fameuse *querelle des investitures*. Il n'entre pas dans notre sujet d'en retracer les phases. Les empereurs, et en particulier Henri IV, s'arrogeaient le droit de nommer seuls les abbés, évêques et archevêques, et leur donnaient en même temps l'investiture du titre ecclésiastique et celle des domaines qui étaient attachés à ce titre. Il y avait là un abus; à la longue des prélats indignes se seraient introduits, par la faveur impériale, au sein de la milice sacrée, et Grégoire VII fit son devoir en s'y opposant avec énergie.

Les convictions religieuses d'Adélaïde étaient défavorables à l'Empereur. Mais d'autre part, Henri IV était son gendre; elle avait reçu de lui l'investiture de ses États; elle en espérait beaucoup pour l'avenir de la maison de Savoie. Avec cette adresse dont une femme seule peut-être était susceptible, elle trouva moyen de tout concilier. Lorsqu'au mois de janvier 1077 le chef de l'Empire, forcé de courber la tête devant une sentence d'excommunication, vit les princes d'Allemagne se liguer contre son pouvoir, Adélaïde, sans protester contre l'acte de justice du pontife, offrit à Henri ses services. Celui-ci, comprenant que la lutte, au point où elle était arrivée, ne pouvait plus être continuée sans danger, s'humilia devant Grégoire VII, et prit le chemin de l'Italie pour lui demander l'absolution. Le duc de Souabe et les seigneurs de la Forêt-Noire s'étaient déclarés

contre lui ; des troupes armées cherchaient à lui fermer tous les chemins. Il passa en Bourgogne et vint traverser la Savoie. Adélaïde, Amédée et tous les chefs militaires de leur cour se rendirent, accompagnés d'une suite nombreuse, au sommet du mont Cenis, reçurent le prince déchu avec les mêmes honneurs que s'il eût été dans l'éclat de sa toute-puissance, et l'escortèrent jusqu'au terme de son voyage. Cette démonstration envers un excommunié pouvait avoir ses dangers. Grégoire VII pouvait la regarder comme une insulte; la comtesse Mathilde, qui soutenait sa cause, pouvait aussi se croire attaquée dans ses sentiments hautement déclarés. Toutefois ce qui semblait devoir amener l'orage fut, au contraire, ce qui le détourna.

Bien qu'adversaire implacable de l'Empereur, et jalouse de se rendre indépendante de son pouvoir, Mathilde se joignit à Adélaïde, et toutes deux allèrent de concert se présenter humblement au pape à Canosse, lui demandant grâce et réconciliation de la part de l'Empereur. Ce ne fut que le troisième jour que le souverain pontife consentit à l'admettre de nouveau au sein de l'Église et à se réconcilier avec lui. La participation de la maison de Savoie dans ce grand épisode de l'histoire du moyen âge a été consignée dans un document authentique. Grégoire VII lui-même écrivit aux souverains de l'Europe qu'il avait absous l'Empereur sur les instances et d'après l'intercession de l'abbé

de Cluny et des comtesses Mathilde et Adélaïde.

Pour la famille de cette dernière, la récompense ne se fit pas longtemps attendre. Henri IV fit don à Amédée II d'une partie du Bugey, petite province située entre le Rhône et l'Ain, et dans laquelle se trouvaient Belley, Nantua, Seyssel, Poncin et Cerdon. L'évêque de Belley et les seigneurs de Thoire en possédaient une bonne part. Le comte de Savoie reçut l'investiture de tout ce qui longeait le Rhône, depuis Châtillon, Michaille et Seyssel jusqu'à Grolles. Là ne devait pas se borner l'effet des faveurs impériales; mais il fallait attendre qu'Henri eût repris tout son pouvoir. Sa belle-mère Adélaïde mourut au moment où il redevenait le maître, en 1091. Elle pouvait s'endormir en paix, confiante dans les destinées de la maison qu'elle avait si grandement contribué à sortir de pair. L'œuvre était en bonne voie, elle ne devait pas péricliter.

Son fils lui survécut peu. Les dernières années du règne de ce prince furent paisibles. Avant le pontificat de Grégoire VII, il avait pu croire qu'il aurait affaire aux Normands. A l'exemple de plusieurs de ses voisins, il s'était engagé envers le pape Alexandre II à prendre les armes contre Richard et Robert Guiscard, ducs de Pouille et de Capoue, dans le cas où ils viendraient à rompre le traité de paix et à envahir les États de l'Église, comme ils l'avaient fait sous le pontificat de Nicolas II. Mais il n'eut pas occasion de tenir sa pro-

messe, la trêve ayant été fidèlement observée. Amédée II mourut en 1095. Il avait épousé Jeanne, fille de Gérold, comte de Genève, dont il eut deux filles, Constance, épouse de Boniface II, marquis de Montferrat, et Lucrèce, mariée à André Visconti, comte d'Anglerie, seigneur de Milan; puis un fils, qui fut le comte Humbert II.

Celui-ci a été surnommé *le Renforcé*. Il régna peu (1095-1103); son règne est cependant un de ceux qui font époque dans l'histoire de la dynastie de Savoie. La reconnaissance que l'Empereur avait témoignée à son père devint, vis-à-vis de lui, une protection bienveillante et affectueuse. En 1098, Henri l'investit des marches de Suse et de Turin, en lui conférant le titre de *marquis d'Italie*. Dans des chartes qui sont parvenues jusqu'à nous, Humbert se qualifie de comte de Savoie, de Maurienne et de Piémont; seigneur du Chablais, d'Aoste, de Tarantaise, du Valais et du Bugey; marquis de Suse et d'Italie. Cette nomenclature nous avertit que nous avons à signaler la soumission volontaire à son pouvoir du duché d'Aoste et de la Tarantaise. Aoste, dont nous avons décrit la position, était la capitale d'un petit pays qui jouissait alors d'un gouvernement indépendant, après avoir fait successivement partie du royaume des Lombards et du royaume d'Arles. En se donnant à la Savoie, cet État conserva son conseil souverain, composé des membres de la noblesse, du clergé et du tiers

état, et qui s'assemblait tous les six ans pour renouveler le don volontaire. L'État d'Aoste comprend six grandes vallées au pied des Alpes; son annexion à la Savoie donnait donc à Humbert II les clefs des monts à la descente du Saint-Bernard, comme il les avait à la descente du mont Cenis. La Tarantaise, pays montagneux, qui compte aujourd'hui environ quarante mille habitants, avait pour capitale Moustier. Les conditions de sa soumission à la Savoie ne nous sont pas connues.

Humbert II prit part à la première croisade; mais il ne paraît pas être resté longtemps en terre sainte. A son retour il fonda diverses maisons religieuses, et mourut en 1103. De son mariage avec Gille, fille de Guillaume II *Tête-Hardie*, comte de Bourgogne, il laissait plusieurs enfants. Une de ses filles, Adélaïde ou Alix, épousa Louis VI *le Gros*, roi de France; et, après la mort de ce roi, elle se maria en secondes noces avec Matthieu de Montmorency, connétable de France. Sa dépouille mortelle fut déposée, en 1154, dans l'abbaye de Montmartre, qu'elle avait fondée. Sa sœur cadette, Agnès, contracta une alliance avec la maison qui devait un jour donner à la France Henri IV et Louis XIV; elle épousa Archambault IV, seigneur de Bourbon. Outre ces deux filles, Humbert eut cinq fils, dont un fut évêque de Liège, trois autres abbés ou prieurs; l'aîné, Amédée, lui succéda.

CHAPITRE III

AMÉDÉE III — HUMBERT III LE SAINT — THOMAS Ier — AMÉDÉE IV

(1103-1244)

Amédée III prit, le premier de sa maison, le titre de *comte de Piémont et de Lombardie.* Il n'en faudrait pas conclure qu'il possédait ce qui compose de nos jours le royaume lombard-vénitien. Tout au plus était-ce une proie indiquée à son ambition. Les circonstances à la suite desquelles il prit ce titre nous expliquent suffisamment ce qu'il faut en penser. C'était en 1110; Amédée avait accompagné à Rome l'empereur Henri V, qui allait se faire sacrer par le pape Pascal II. Henri, qui sentait la Lombardie frémissante au contact des libertés que Gênes, Pise, Venise et Amalfi avaient conquises par leur industrie, et voyait avec effroi poindre de toutes parts des idées d'indépendance nationale, tenait d'autant plus à s'assurer dans le comté de Savoie un allié fidèle qui fournît à ses armées un libre passage. Il le fit comte de l'Empire et sei-

gneur de la Lombardie, comme l'empereur Henri IV avait fait Humbert II marquis d'Italie. Mais il ne lui donna aucune possession nouvelle; et en réalité Amédée III n'eut pas d'autres États que ceux que nous avons indiqués dans les deux chapitres précédents, à savoir le comté de Maurienne, le marquisat de Suse, le val d'Aoste, la Tarantaise et une partie du Bugey.

Son long règne (1103-1148) est, à vrai dire, peu rempli. Les historiens le résument en quelques lignes, et, à en juger par les résultats, il est difficile de leur en faire un reproche. Amédée ne manqua ni d'intelligence ni de courage; mais ce sont presque toujours les circonstances qui font les hommes, et les circonstances lui manquèrent. Deux faits seulement sont à noter dans le cours de sa carrière; et, s'ils ne suffisent pas à remplir quarante-cinq ans de règne, ils n'en sont pas moins glorieux pour le prince, car ils éveillent dans l'âme de grands souvenirs. Amédée refoula des voisins trop remuants qui voulaient empiéter sur son territoire, et conquit la sécurité de ses frontières; puis, comme son père, il courut en terre sainte, sous la bannière du Christ, défendre contre les Sarrasins les lieux où fut le berceau de notre divine religion. Disons un mot de chacun de ces deux événements, qui résument son règne dans l'histoire générale.

A côté de la Savoie, au midi du Bugey, s'était

formée depuis un siècle une principauté dont les chefs, ardents et ambitieux, tendaient sans cesse à reculer leurs limites. On sait que le Dauphiné, qui a formé depuis les départements de l'Isère et des Hautes-Alpes, se divisait en haut Dauphiné (Grenoble, Briançon, Embrum) et bas Dauphiné (Vienne, la Tour-du-Pin). Tous ces pays avaient été compris dans la monarchie des Burgondes, puis dans le royaume d'Arles. Lors de la dissolution de ce dernier royaume il se forma des fiefs nombreux : le Grésivaudan (chef-lieu Grenoble), le Briançonnais, l'Embrunais, le Gapençais, le Champsaur, le Royanen, etc. Puis la plupart de ces fiefs vinrent peu à peu se réunir au comté de Vienne ou d'Albon, dans le diocèse de Vienne, comté dont les titulaires se qualifièrent de *dauphins* à partir de l'an 1120. C'est Guigues IV, arrière-petit-fils de Guigues Ier *le Vieux,* qui prit le premier ce titre, que ses descendants ont continué de porter, et qui a fait donner le nom de *Dauphiné* à leur principauté. Ce Guigues IV, se trouvant trop à l'étroit dans son domaine, resserré qu'il était par le Rhône, voulut franchir les Alpes et empiéter sur les terres des comtes de Savoie. Mal lui en prit. Après diverses escarmouches, Amédée III le battit à Montmélian de façon à lui ôter l'envie d'y revenir (1131). Une alliance matrimoniale rétablit d'ailleurs entre eux la bonne intelligence. Le comte de Savoie épousa Mathilde ou Mahaud, fille du

dauphin. Il en eut plusieurs enfants, entre autres Humbert III, qui fut comte après lui; Alise, qui fut la femme du sire de Beaujeu; Agnès, qui épousa le comte de Genève; et Mathilde, qui devint reine de Portugal en épousant Alphonse Ier, après la mort duquel elle se fit chanoinesse de l'abbaye de Sainte-Croix de Coimbre.

Quinze ans s'étaient écoulés depuis la bataille de Montmélian, lorsque la chrétienté s'émut au récit des tristes nouvelles arrivées d'Orient, et se leva tout entière à la voix de saint Bernard. Le royaume de Godefroy de Bouillon était battu en brèche par les Sarrasins, revenus de la première stupeur que leur avait causée l'apparition des bandes féodales venues sous la conduite de Pierre l'Ermite. Les successeurs des princes croisés, isolés au milieu des tribus ennemies, ayant peu de soldats à opposer à ces masses innombrables, sentaient la Palestine leur échapper, malgré l'héroïsme de leurs défenseurs. Noureddin avait saccagé la ville d'Édesse, et il s'avançait au cœur des possessions chrétiennes. C'est alors que le saint abbé de Clairvaux se mit à parcourir, la croix à la main, les villes et les campagnes, jetant à tous les échos son éloquente parole, entraînant la foule sur ses pas, et indiquant des conciles où les reines elles-mêmes juraient de partir pour la terre sainte. L'empereur d'Allemagne Conrad III avait pris les devants. Le roi de France Louis VII *le Jeune* et le

comte Amédée de Savoie le suivirent en 1147. Ils traversèrent l'Allemagne et la Hongrie, franchirent l'Hellespont sur des vaisseaux grecs, rallièrent les débris de l'armée de Conrad, qui s'était fait battre en arrivant, et marchèrent avec lui sur Damas. Malheureusement tous ces princes féodaux, en prenant les armes pour une noble et sainte cause, ne savaient pas dépouiller complètement le vieil homme. L'enthousiasme du départ faisait trop souvent place à des discussions qui entravaient le succès de ces magnifiques entreprises. Ce fut encore ce qui arriva; après de glorieux combats, chacun s'en revint de son côté. Amédée III ne devait pas revoir ses États; il mourut à Nicosie, dans l'île de Chypre, le 1er avril 1149.

Son fils Humbert, âgé de douze ans, devenait comte par ce décès. Il avait pour tuteur un parent de sa mère, Amédée, descendant d'une branche collatérale des dauphins de Viennois, et qui, après avoir été abbé de Hautecombe, était devenu évêque de Lausanne. C'était un homme instruit, remarquable, qui a laissé des homélies fort estimées en l'honneur de la sainte Vierge. Quelques auteurs croient qu'il fut chancelier de l'Empereur. Pendant plusieurs années il dirigea les affaires du comté de Savoie au nom de son pupille, Humbert III, et le lui remit paisible et prospère à l'époque où le jeune comte fut déclaré majeur. Un des premiers exploits de celui-ci fut de battre

les troupes du dauphin de Viennois. La rivalité des deux maisons subsistait toujours en dépit des alliances de famille; il n'était pas encore convenu que les Alpes devaient être une commune frontière : une série de victoires devait seule trancher la question; comme son père, Humbert III battit le dauphin à Montmélian, et le contraignit à rentrer dans ses États (1153).

Mais le plus grand événement de son règne fut la lutte fameuse de Frédéric *Barberousse* contre les cités lombardes, lutte dans laquelle il fut contraint d'intervenir, et qui le mit immédiatement en possession de Turin. Nous n'avons pas à retracer ici les préliminaires de cette guerre mémorable, qui assura pour un temps l'indépendance de l'Italie. Nous l'avons dit au début de ce chapitre, sous le règne des empereurs Conrad *le Salique,* Henri IV et Henri V, les villes du nord de l'Italie nominalement soumises à la suzeraineté des césars d'Allemagne, avaient conquis des libertés et obtenu des franchises telles, qu'en réalité elles avaient chacune leur gouvernement indépendant. L'empereur Conrad III, qu'un parti puissant avait fait roi de Lombardie avant son avènement au trône impérial, n'avait pas osé faire de sérieux efforts pour réduire à l'obéissance Milan, Pavie, Mantoue, Lodi, Côme, où les municipalités devenaient toutes-puissantes. Mais son neveu, Frédéric Ier Barberousse, avait juré de faire rentrer la Lombardie

sous sa domination. Autant par l'habileté politique que par la fortune des armes, il avait d'abord remporté de grands succès ; mais sa violence vint tout gâter. Après un siège de plusieurs mois, Milan, réduite enfin à se rendre, avait été rasée de fond en comble par ses soldats. Les habitants avaient été chassés rudement, et toute la Lombardie soumise à un joug de fer (1162). Alors, sous l'impulsion du patriotisme indigné, s'était formée *la ligue lombarde*. La cité qui est aujourd'hui la plus forte place de guerre du Piémont et peut-être de l'Italie entière, Alexandrie, avait été construite et fortifiée par les ouvriers de toutes les cités lombardes aux frais de la confédération. Une souscription patriotique avait également ramené les Milanais sur l'emplacement de leur ville, et leur avait fourni les moyens d'en relever les murs. Barberousse, surpris, avait été obligé de fuir. Le comte Humbert lui avait permis de traverser ses États, mais il n'avait pu empêcher les habitants de Suse d'insulter l'Empereur au passage; il avait eu assez à faire de lui sauver la vie.

Frédéric ne tint pas compte du bienfait, il ne se souvint que de l'injure; et, lorsqu'il revint d'Allemagne avec une armée, il dévasta les campagnes de Suse et mit le feu à la ville. Les archives de la maison de Savoie périrent dans cet incendie; c'est ce qui explique, indépendamment des autres raisons que nous avons développées ailleurs, l'obscu-

rité dans laquelle restent plongés certains faits du début de son histoire. L'honneur de la maison de Savoie était désormais engagé. D'ailleurs la ligue était hautement soutenue par le pape Alexandre III, et, à ce titre, Humbert était porté par ses sentiments religieux à lui prêter main-forte. Sa résolution fut bientôt prise, et les effets ne s'en firent pas attendre. Les passages du mont Cenis et du mont Saint-Bernard furent fermés aux troupes impériales; et pendant que Frédéric se consumait en vains efforts sous les remparts d'Alexandrie, y perdant, dit un historien, sa réputation et sa puissance, pendant que ses généraux échouaient devant Ancône, les renforts autrichiens ne purent arriver en Italie que par les difficiles défilés des montagnes qui environnent le lac de Côme. On sait qu'ils furent impuissants à ramener la victoire sous les drapeaux de Frédéric, et que la liberté italienne triompha, le 29 mai 1176, sur les bords du Tessin. L'année précédente, Humbert était entré à Turin. Cette ville, dont l'investiture avait été donnée à son aïeul par l'empereur Henri IV, avait accueilli Barberousse par de grandes démonstrations de joie. Humbert la châtia sévèrement et la fit rentrer sous sa domination exclusive.

Ces choses faites, il consacra les dernières années de sa vie à des œuvres pieuses, et surtout à la pratique d'une ardente charité. Il avait pris

l'habit de Cîteaux, et se serait peut-être retiré dans un cloître, si ses sujets ne l'eussent supplié de n'en rien faire. L'Église l'a mis au nombre de ses saints. Lorsqu'il mourut, en 1188, il laissait une fille, mariée à Gui de Vintimille, fils de Boniface III, marquis de Montferrat, et un fils, Thomas Ier, qui hérita de son pouvoir.

« Thomas, dit un vieil auteur, était généreux et bien fait; il gouverna avec prudence. » Comme il n'avait que onze ans à la mort de son père, il eut pour tuteur le marquis de Montferrat. Devenu majeur, il s'occupa de fixer de toutes parts ses frontières, et eut à guerroyer dans ce but contre ses nombreux voisins. Passant à son tour les Alpes, que les dauphins de Viennois avaient tant de fois essayé de franchir, il consolida sa domination dans le Bugey, l'étendit même au delà des limites que la donation impériale avait assignées à Humbert II; puis, remontant le cours du Rhône vers sa source, il voulut que le lac de Genève fût de toutes parts entouré par ses États. A cet effet, il pénétra dans les riches plaines et les fertiles vallées du pays de Vaud. L'empereur Philippe de Souabe l'avait encouragé dans cette entreprise en lui conférant la possession de Moudon, sur la Braye, au midi du lac de Neufchâtel. Dans les idées du moyen âge, c'était dès lors la propriété légitime du comte Thomas. Mais le duc de Berchtold de Zahringen, qui dominait le haut pays, ne trouva

pas la raison suffisante, et voulut s'opposer par la force des armes aux envahissements de la maison de Savoie. Les Valaisans, que la possession du château de Chillon et des riches domaines de l'abbaye de Saint-Maurice avait rangés sous les lois des aïeux de Thomas, s'arment pour défendre leur suzerain. La lutte se généralise; l'évêque de Sion, Warès, lève des troupes; plusieurs combats ont lieu dans les défilés des Alpes, et une dernière bataille s'engage sur le Grimsel. En fin de compte, le pays de Vaud et le bas Valais (Martigny, Collonge, Trient, Saint-Maurice, le Grand-Saint-Bernard) demeurèrent à la Savoie. Le haut Valais (Sion, Brigg, Viège, Baron) fut organisé librement sous la suzeraineté de l'évêque et comte de Sion.

En 1230, Thomas avait fait une autre acquisition d'une grande importance. Chambéry, qui jusqu'alors avait été le chef-lieu d'une seigneurie particulière, lui avait été cédé par ses derniers possesseurs. Il en fit immédiatement la capitale de la Savoie. Puis, en reconnaissance de ce que les empereurs avaient fait pour lui, il adopta franchement le parti de Frédéric II, quand celui-ci recommença la lutte contre la seconde ligue lombarde. Il n'eut pas à s'en louer; au début de la guerre, les Milanais, victorieux, envahirent ses États. C'est dans cette expédition qu'ils fondèrent Coni, qui plus tard devint un boulevard de la Savoie. Mais,

quand il mourut, en 1233, il avait délivré ses possessions. Son fils, Amédée IV, continuant sa politique, maintint l'alliance de la Savoie avec l'Empire et conquit tout le Piémont (1235). Mais il commit la faute de le séparer du comté de Savoie en le cédant à son frère Thomas (1244). Il est vrai qu'il n'entrait pas dans ses intentions de lui en donner la pleine souveraineté; toutefois il en devait résulter les plus grands inconvénients, ainsi qu'on va le voir; et la prospérité de la maison de Savoie ne fut définitivement assurée que quand cette lignée collatérale de princes de Piémont fut éteinte.

CHAPITRE IV

LA POSTÉRITÉ DE THOMAS Ier

Jusqu'ici nous n'avons pu suivre régulièrement l'ordre chronologique. Les comtes de Savoie se sont succédé dans l'ordre naturel de la filiation. Mais à partir de l'époque où nous sommes arrivés, il devient impossible de comprendre les événements dont nous avons à reproduire le récit, à moins d'avoir une idée bien nette de la généalogie des deux maisons régnantes (celle de Savoie et celle de Piémont). Le tableau qui suit a pour but de suppléer, sous ce point de vue, à de longues explications.

THOMAS Ier, 8e comte de Savoie (1188-1233), épouse Marguerite de Faucigny, héritière de Guillaume, seigneur de ce nom.

- AMÉDÉE IV, né en 1197, *comte de Savoie*, de 1233 à 1253.
  - BONIFACE, né en 1244, *comte de Savoie*, de 1253 à 1263. Mort sans enfants.
- HUMBERT, tué en Hongrie dans un combat.
- THOMAS II, né en 1199, *comte de Piémont* (1244-1259).
  - THOMAS III, *comte de Maurienne et de Piémont* (1259-1282).
    - PHILIPPE, *comte de Piémont, prince d'Achaïe et de Morée* (1282-1334).
      - JACQUES, *comte de Piémont, prince d'Achaïe* (1334-1366).
        - PHILIPPE, fils rebelle, mort en prison (1369)
        - AMÉDÉE, *prince de Piémont et d'Achaïe.* (1366-1402) Mort sans enfants mâles.
        - LOUIS, *prince de Piémont.* (1402-1418) Sans enfants.
  - AMÉDÉE V LE GRAND, *comte de Savoie* (1285-1323).
    - ÉDOUARD LE LIBÉRAL, *comte de Savoie.* (1323-1329) Sans enfants mâles.
    - AIMON LE PACIFIQUE, *comte de Savoie.* (1329-1343)
      - AMÉDÉE VI, *le comte Vert.* (1343-1383)
        - AMÉDÉE VII, *le comte Rouge.* (1383-1391)
          - AMÉDÉE VIII, né le 4 sept. 1383, *comte de Savoie* le 1er nov. 1391, *duc* le 19 févr. 1416, réunit la Savoie et le Piémont le 11 décemb. 1418, laisse le gouvernement à son fils en 1434, est antipape sous le nom de Félix V le 5 nov. 1439, se soumet au pape légitime en 1449, meurt à Genève le 7 janvier 1451.
            - LOUIS Ier, duc de Savoie, continue la dynastie.
- PIERRE, *comte de Savoie.* (1263-1268)
- PHILIPPE, *comte de Savoie.* (1268-1285)
- BÉATRIX, épouse Raymond Bérenger IV comte de Provence (1220-1266).
  - MARGUERITE, reine de France, épouse de saint Louis.
  - BÉATRIX, épouse Charles d'Anjou, roi de Sicile, frère de saint Louis. (1245-1285)
    - CHARLES II, roi de Naples. (1289-1309)
  - CONSTANCE épouse Conrad IV, empereur et roi des Deux-Siciles. (1250-1254)
    - CONRADIN, décapité à 16 ans, en 1268.

Outre les six enfants que nous avons indiqués dans ce tableau, Thomas eut encore quatre fils, dont un, Boniface, devint archevêque de Cantorbéry, primat d'Angleterre; et trois filles, dont la dernière, Avoye, devint la femme de Baudouin de Rivière, comte de Devonshire et de l'île de Wight. Nous voyons que leur sœur Béatrix fut la mère d'une impératrice, d'une reine de Sicile et de la noble compagne de saint Louis. Mais, pour ne nous occuper, entre ces quatorze enfants, que de ceux qui comptent dans la série des princes de Savoie et de Piémont, trois d'entre eux, Amédée IV, Pierre dit *le petit Charlemagne,* et Philippe, possédèrent le comté suzerain, domaine originaire de la famille. Nous reviendrons tout à l'heure sur ce qui les concerne. Leur frère, Thomas II, troisième fils de Thomas Ier, fut *comte de Piémont*. Il eut à son tour deux enfants, qui furent les chefs des deux lignées collatérales. Par suite d'un arrangement de famille que nous aurons à indiquer, ce fut la branche cadette qui entra en possession de la Savoie, et continua la série dynastique en donnant à la patrie Amédée V, le *comte Vert,* le *comte Rouge,* Amédée VIII. Pour éviter toute confusion, suivons l'ordre de la nature; occupons-nous d'abord de la branche aînée des comtes de Piémont et de son auteur Thomas II; quelques lignes suffiront à retracer rapidement le cours de ses destinées.

Thomas II, dont les nièces étaient assises sur les

plus beaux trônes du monde, était le troisième fils du comte Thomas Ier de Savoie et de Marguerite de Faucigny. Son frère aîné, Amédée IV, qui gouvernait la Savoie, le fit, en 1235, lieutenant général de ses États; mais il n'en exerça pas longtemps les fonctions. En 1236, il était venu à la cour de France rendre visite à la reine Marguerite; celle-ci lui fit épouser Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut, fille et héritière de Baudouin, comte de Flandre et empereur de Constantinople. Thomas alla demeurer à Gand pour gouverner ses nouveaux États. Il y demeura sept années, pendant lesquelles il eut à soutenir des luttes sérieuses contre le duc de Brabant. Puis, étant devenu veuf en 1243, et n'ayant pas d'enfants de ce premier lit, il céda ses droits sur la Flandre à son neveu Guillaume de Dampierre, et revint en Savoie. C'est alors que son frère lui céda le gouvernement des terres situées en Piémont. L'empereur Frédéric II lui donna d'autres possessions et lui accorda de grands privilèges. Le pape Innocent IV, dont il avait épousé en secondes noces la nièce, Béatrix de Fiesque, lui confia la régence du patrimoine de l'Église et le nomma grand gonfalonier. C'était donc un haut et puissant personnage que Thomas II, comte de Piémont, grand gonfalonier du saint-siège, vicaire impérial en Lombardie et neveu du pape. Les souverains le prenaient pour arbitre; le roi d'Angleterre et le roi de Navarre le

consultèrent sur plusieurs différends, et se soumirent à ses décisions. Mais pourtant la fortune ne lui sourit pas toujours. En 1256, étant en guerre avec le marquis de Montferrat et les Astesans, il fut défait à Montbruno et fait prisonnier. Sa liberté ne lui fut rendue que moyennant un traité humiliant, qui fut, à la vérité, cassé par Richard III de Cornouailles, roi d'Angleterre et empereur; mais il n'eut pas le temps de rétablir ses affaires, car il mourut en 1259, à Chambéry. Vingt-six ans plus tard, son second fils devait être comte de Savoie, et mériter le titre de *grand*. Son fils aîné, Thomas III, lui succéda.

Celui-ci batailla toute sa vie, avec des chances diverses, contre les Astesans et contre le marquis de Montferrat. Il eut même à réprimer à Turin une émeute qui fut quelque temps triomphante. Plusieurs fois fait prisonnier, mais revenant toujours opposer de nouvelles attaques à ses ennemis, il mourut, en 1282, sans avoir rien fait de remarquable. Il aurait dû, quand la descendance légitime d'Amédée IV s'éteignit, en 1263, devenir comte de Savoie, si la loi de la primogéniture eût été régulièrement observée. Tout au moins son fils Philippe aurait dû hériter de ce titre. Mais le quatrième et le cinquième fils de Thomas Ier s'emparèrent de la couronne de Savoie; et, après eux, ce fut le frère cadet de Thomas III qui devint comte. Quant à Philippe, fils de ce dernier, il succéda à

son père en Piémont, et ne le posséda même pas en entier, car les comtes de Savoie lui prirent le marquisat de Suse. C'est ce Philippe qui le premier prit le titre de *prince d'Achaïe*. Il avait, en 1301, épousé Isabelle de Villehardouin, fille unique et légitime héritière de Guillaume, prince d'Achaïe et de Morée, qui lui avait apporté en dot cette principauté. Cependant Baudouin II, empereur de Constantinople, se croyait en droit d'en disposer, et la donnait au roi de Naples, Charles d'Anjou. Un accord survint entre les deux prétendants. Philippe de Savoie céda, en 1307, ses droits à Charles d'Anjou en échange du comté d'Albe, qui était bien à sa convenance. Cependant les comtes de Piémont continuèrent longtemps à porter le titre de princes d'Achaïe et de Morée. C'est, du reste, le seul fait saillant que nous ayons à signaler dans les cinquante-deux années du règne de Philippe. On n'attend pas de nous, en effet, que nous énumérions les petits combats qu'il eut à soutenir contre tous ses voisins. C'est la destinée des petits États d'avoir ainsi à lutter obscurément, pendant de longues années, pour fixer les limites de leur territoire. Nous n'ajouterons donc rien en ce qui concerne Philippe.

Son fils Jacques, qui lui succéda en 1344, eut affaire à des ennemis plus redoutables; et cependant il remporta d'abord de grands succès. Il batailla contre les comtes de Milan, contre la reine

de Navarre, aida le roi de Hongrie à conquérir son royaume, et fit prisonnier le marquis de Saluces. Mais il eut le tort d'oublier que le Piémont n'était, après tout, qu'une province de la Savoie, et que le *comte Vert* n'était pas homme à lui permettre d'en faire une souveraineté indépendante. Il expia par quelques mois de prison, à Rivoli, en 1359, la révolte qu'il avait voulu tenter. Rétabli dans ses États trois ans après, il ne vécut pas longtemps. Avant sa mort, il eut le déplaisir de voir son fils aîné, Philippe, lever l'étendard contre lui; il le punit en le déshéritant. Ce fut son second fils, Amédée, qui devint comte, en 1366. Celui-ci consuma sa vie en vains efforts pour recouvrer la principauté d'Achaïe et de Morée, que la maison d'Anjou n'était pas disposée à lui rendre. En dehors de là, sa vie, terminée le 7 mai 1402, n'offre rien de remarquable. Il n'avait pas d'enfants. Son frère Lucien fut le dernier des *comtes de Piémont.* Quoiqu'il ait peu vécu, nous ne pouvons nous dispenser de lui accorder une mention spéciale.

Ce n'est pas qu'il ait conquis plus de villes ni remporté plus de victoires que ses prédécesseurs. La maison de Savoie est assez riche en héros pour qu'on ne cherche pas inutilement à en augmenter le nombre. La gloire du dernier comte de Piémont est d'une autre nature. Arrivant à la fin du XIVe siècle, que les Italiens ont proclamé le *siècle d'or* de leur littérature, Louis de Savoie fut jaloux

pour son pays de l'illustration du Dante, de Pétrarque et de Boccace; il voulut que des noms piémontais vinssent un jour s'inscrire, à la suite de ces noms glorieux, sur le grand livre de l'avenir. Les deux seuls hommes dont le Piémont pût alors s'honorer en ce genre étaient allés porter en d'autres lieux le tribut de leurs talents. Saint Anselme, né dans la ville d'Aoste, était devenu archevêque de Cantorbéry (1033-1109). Henri de Suse, auteur de la *Somme dorée*, qui mérita d'être nommé par ses contemporains *la source et la splendeur du droit*, avait été archevêque d'Embrun, puis cardinal d'Ostie (1210-1271). Voulant donner un centre au mouvement littéraire dans le sein même du Piémont, le comte Louis rechercha dans toute l'Europe les plus célèbres professeurs, et fonda, en 1405, l'université de Turin sur le modèle de celles de Paris, de Rome et de Florence. Nous ne voulons rien en dire de plus : ce grand fait suffit à marquer sa place dans l'histoire. Il mourut à Pignerol, le 11 décembre 1448, sans laisser d'enfants. Amédée VIII, comte de Savoie, dont il avait épousé la sœur, réunit alors le Piémont à ses États, dont il ne devait plus être séparé.

Ainsi finit la ligne collatérale des comtes de Piémont. Amédée VIII, qui recueillit son héritage, était le neuvième des princes qui avaient, depuis la séparation de 1244, représenté la branche dominante et perpétué la maison souveraine de

Savoie. Revenons maintenant sur nos pas pour retracer les destinées de ces neuf princes. D'importants événements se sont accomplis autour d'eux; ils y ont pris part. Amédée IV, notamment, pendant les neuf dernières années de sa vie, est intervenu dans la lutte de Frédéric II contre les cités lombardes. Il mourut le 24 juin 1253. Son fils Boniface n'avait alors que neuf ans, et il ne vécut que jusqu'à dix-neuf. On ne doit donc pas s'étonner si son règne fut peu rempli. Cependant il fut surnommé *le Roland* à cause de ses goûts chevaleresques. Il avait, malgré son jeune âge, aidé la comtesse Marguerite de Flandre à reconquérir ses États sur des seigneurs ambitieux qui voulaient la déposséder; et le roi saint Louis l'avait accueilli avec d'affectueux égards lors de son passage à Compiègne. Mais, malgré son courage, il eut une fin malheureuse. Les destins de la maison de Savoie étaient, en 1260, confiés à deux enfants : Boniface avait quinze ans; son cousin, Thomas III, comte de Piémont, en avait douze. Le marquis de Montferrat, leur voisin et l'éternel rival de leur famille, voulut profiter de l'occasion : il parvint à soulever Turin, et mit une armée en campagne. Les deux jeunes princes soutinrent vaillamment l'honneur de leur race. Ils montèrent à cheval et appelèrent autour d'eux leurs fidèles serviteurs. Le succès couronna d'abord leurs efforts; ils furent victorieux à Rivoli. Mais trop

d'audace les perdit ensuite. Ayant marché résolument sur Turin, ils furent faits prisonniers. Boniface mourut en prison (1263).

La couronne de Savoie aurait dû légitimement revenir à son cousin Thomas III; mais il était également dans les fers; et il fut heureux peut-être pour l'avenir de la dynastie de Savoie qu'un des frères d'Amédée IV, Pierre, quatrième fils de Thomas Ier, vînt se mettre à la tête des affaires au préjudice de son neveu. C'était un homme courageux et prudent. On l'avait surnommé *le petit Charlemagne*. Il était l'ami et le soutien du roi d'Angleterre Henri III, mari de sa nièce, qui l'avait fait comte de Richemont et d'Essex. Il avait également prêté main-forte à Richard de Cornouailles, frère d'Henri III, et l'avait aidé à se faire couronner empereur d'Allemagne (1257). C'était un rude adversaire pour les rebelles de Turin; il eut bientôt fait de les réduire. Puis, quand il eut fini avec eux, il alla guerroyer au nord. Écoutons à son sujet une vieille chronique :

« Sous le règne de Richard, les hauts barons, qui souffraient impatiemment la puissance de Pierre de Savoie, se liguèrent avec les villes et choisirent un chef qui les conduisit contre Chillon; mais Pierre eut recours à la ruse, les surprit et les soumit. Le comte de Savoie parcourut ensuite toute la contrée, s'empara de Moudon, prit Romont de vive force et y fit bâtir la tour qui porte

son nom. Il éleva de ces tours à Morat, à Yverdun et en beaucoup d'autres endroits. Puis il comparut devant le chef de l'Empire. Son armure était moitié de fer, moitié d'or, parce qu'il devait ses États en partie à sa valeur, en partie à sa richesse. Pendant son absence, les comtes de Genève, de Montfaucon et de Gruyère se révoltaient. Mais il accourut à la tête de troupes anglaises, et leur fit voir combien la résistance serait inutile. Enfin il fonda la puissance de la maison de Savoie sur le pays de Vaud et jusque sur les États allemands. Cette puissance néanmoins ne s'exerça qu'avec le concours des États. Le gouverneur siégeait à Moudon. »

Nous ne pouvons rien ajouter à cette citation. Elle montre clairement ce qu'était Pierre de Savoie et quelles étaient ses possessions. Son frère et successeur Philippe a laissé moins de traces dans l'histoire (1268-1285). On doit pourtant lui tenir grand compte d'avoir su se maintenir dans le comté de Vaud et dans une partie de la Suisse allemande en présence d'un homme comme le nouvel empereur, Rodolphe de Habsbourg. Celui-ci, possesseur d'un petit domaine en Alsace, était devenu avoué de Bâle, de Schwytz, Uri, Unterwald, puis s'était fait élire empereur en 1273. Deux ans après il avait conquis l'Autriche, la Styrie et la Carniole; et ainsi avait pris naissance cette maison de Habsbourg, qui, après la maison de Bourbon et celle de Savoie, est la plus ancienne des maisons sou-

veraines assises aujourd'hui sur les trônes de l'Europe. Dès le début, la rivalité qui se poursuit de nos jours sur les champs de bataille de la Lombardie s'était déclarée; mais alors elle avait eu pour théâtre la Suisse et l'Allemagne. Si Rodolphe n'était pas venu, nul ne peut dire jusqu'où se seraient étendus au nord les domaines des comtes de Savoie. Il y mit ordre, et limita leurs conquêtes d'autant plus facilement, il faut le dire, qu'il avait affaire à un homme de soixante-dix ans; mais il ne put l'empêcher de se maintenir dans le pays de Vaud, et de recevoir de l'archevêque de Besançon la ville et le château de Nyon, Laupen et Morat. Quant aux autres cantons suisses, que les deux familles de Habsbourg et de Savoie songeaient également à se disputer, Guillaume Tell allait bientôt faire en sorte qu'ils ne fussent ni à l'un ni à l'autre. L'indépendance de la Suisse date de 1308.

CHAPITRE V

AMÉDÉE V LE GRAND ET SES DEUX FILS

(1285-1343)

Nous arrivons à un grand règne. Pendant que l'Empire, longtemps en proie à l'anarchie, revient à un gouvernement plus régulier, que la maison de Habsbourg se consolide en Autriche, que la Suisse devient libre, et qu'en France la dynastie des Valois commence contre l'Angleterre la longue guerre de Cent ans, le comte de Savoie contemporain de tous ces grands événements est un homme intelligent, redoutable à ses ennemis par une grande valeur, aimé de ses sujets à cause de son caractère juste et bienfaisant, sage dans sa conduite et heureux dans toutes ses entreprises. Il mérita le nom de *Grand*, et la postérité n'a pas songé à lui disputer un si beau titre.

Né en 1249, Amédée était le second fils du comte de Piémont Thomas II. Son frère aîné, Thomas III, dont nous avons résumé la vie dans

le chapitre précédent, avait été comte de Piémont de 1266 à 1282, pendant que leurs deux oncles, Pierre et Philippe, avaient gouverné la Savoie. Quant à lui, il avait épousé en 1272 Sibylle de Baugé, fille unique et héritière de Guy, dernier seigneur de ce nom, et il avait acquis ainsi de riches domaines situés sur les fertiles coteaux de la Saône, près de Mâcon. Le Baugé n'était qu'une partie de la province de Bresse, qui comprenait encore les seigneuries de Coligny, Villars et Montrevel; mais pressentant qu'un jour ces trois seigneuries appartiendraient à sa famille, qui déjà, comme nous l'avons vu, possédait le Bugey, Amédée s'intitula comte de Bresse. C'était le titre qu'il portait quand son oncle Philippe vint à mourir, en 1285. Si la loi salique eût été en vigueur, la couronne de Savoie serait revenue de droit au fils aîné de Thomas III; mais, depuis plusieurs règnes, l'ordre des successions n'était pas régulièrement observé. A ce moment l'héritier des comtes de Piémont n'avait que sept ans. Le comte de Savoie, qui entrevoyait pour l'avenir de sérieuses difficultés, légua par testament sa succession au seigneur de Baugé. Amédée laissa le Piémont à son neveu Philippe, et devint comte de Savoie sous le nom d'Amédée V.

Il avait alors trente-six ans. Il était dans toute la force de l'âge et de l'intelligence. « Il avait, dit Papyre Masson, le visage royal, la taille belle et le

jugement merveilleux. On s'aperçut bientôt que la puissance de sa famille ne déchoirait pas entre ses mains. En 1289, le comte Robert II de Bourgogne, qui était devenu son voisin dans la Bresse par l'acquisition de Coligny, lui céda cette principauté en échange des châtellenies de Cuisery et de Sagy. La moitié de la Bresse se trouva réunie dans ses mains. En 1292 il s'arma contre le marquis de Montferrat, et lui fit payer rudement la captivité de son frère Thomas III, dont il avait gardé le souvenir. Ce Guillaume VI, marquis de Casale, Asti et Alexandrie, était le même, en effet, qui avait fait révolter Turin en 1260. Depuis il s'était emparé par violence de Verceil, Ivrée et plusieurs autres villes. Amédée V attendait l'heure favorable; la révolte d'Alexandrie vint la lui fournir. Il s'empressa de conduire une armée au secours de cette ville. Le marquis de Montferrat fut fait prisonnier et enfermé par les rebelles dans une cage de fer; il y mourut après dix-sept mois de captivité. Son fils lui succéda cependant, mais il régna sur des États amoindris.

Une autre branche de la même famille dominait à Saluces, plus près encore de Turin, et plusieurs fois déjà ses chefs avaient essayé de lutter contre les armées piémontaises. Amédée leur fit sentir qu'il serait imprudent de vouloir lui tenir tête, et que leur capitale n'était qu'à peu de distance de ses États. Après une sanglante défaite, ils se rési-

gnèrent à le comprendre. Mais ce n'étaient là que de petites luttes. Bientôt de plus grands théâtres allaient s'offrir à son activité et mettre en lumière son courage et ses talents.

L'année même de son avènement, en 1285, était arrivé au trône de France Philippe IV *le Bel,* petit-fils de sa cousine Marguerite de Provence, femme de saint Louis. Voulant continuer l'œuvre d'unité territoriale que la première branche de la dynastie capétienne avait si heureusement commencée, Philippe le Bel avait à cœur d'affaiblir les Anglais et de leur enlever, s'il le pouvait, leurs possessions de Guyenne. Quelque chose qu'il faille penser du futile prétexte que de vieux chroniqueurs attribuent à la guerre, et sans s'arrêter à cette anecdote de deux matelots tirant le couteau l'un contre l'autre, il est certain que dès le début on avait compris des deux côtés toute l'importance que devait avoir la lutte solennelle qui allait s'ouvrir. Philippe avait fait alliance avec les Écossais, créant ainsi à son ennemi des embarras intérieurs. Le roi d'Angleterre, Édouard Ier, avait répondu en suscitant contre la France le comte de Flandre, Gui de Dampierre. Le premier résultat fut la conquête de Gand et de Bruges par le roi de France, qui laissa dans ces contrées un gouverneur, Jacques de Châtillon. Malheureusement celui-ci ne se conduisit pas de manière à s'attirer les sympathies publiques. Les Flamands se révoltèrent en 1301

et battirent à Courtray l'élite de la chevalerie, conduite par le connétable de Nesle et le comte d'Artois. C'est alors que, voyant le danger, Philippe fit appel à de nouveaux alliés. Amédée V accourut à son aide, et prit une part glorieuse à la célèbre victoire de Mons-en-Puelle (1304), pendant que le Génois Grimaldi détruisait la flotte allemande dans le Zuyderzée. Ce n'était pas le seul service que le comte de Savoie eût rendu au roi de France; l'année précédente, il l'avait réconcilié avec Édouard d'Angleterre et avait assisté au mariage de sa fille aînée Isabelle avec le prince de Galles. Ayant ainsi conquis une grande gloire militaire et accru sa considération personnelle en se faisant médiateur de la paix entre deux puissances du premier ordre, Amédée V revint en Savoie. Il ramenait avec lui une nouvelle épouse, Marie de Brabant. Sa première femme était décédée en 1294.

Une guerre de frontière l'attendait. Sa cousine Béatrix de Savoie, fille du comte Pierre, avait épousé en 1241 Guigues XII, comte d'Albon, dauphin de Viennois. Leur fille Anne, héritière de leurs États, les avait portés en dot à Humbert de la Tour-du-Pin. Mais le duc de Bourgogne Robert II, petit-neveu de Guigues XI, prétendait que c'était un fief masculin, et à ce titre s'en fit donner l'investiture par l'empereur Rodolphe de Habsbourg. Amédée V prit parti pour le duc Robert; de leur côté, les possesseurs du Viennois se défendirent

vaillamment. Une longue guerre s'engagea, qui devait durer plusieurs années. Nous ne raconterons pas les combats, les sièges, les innombrables épisodes militaires auxquels elle donna lieu : qu'il nous suffise de dire que ce fut une guerre sérieuse, qu'Amédée notamment y déploya des talents stratégiques dignes de sa haute réputation ; mais qu'en définitive la fortune n'avait rien décidé lorsque le roi Philippe le Bel crut devoir intervenir. Un accommodement eut lieu. Anne et Humbert purent enfin demeurer paisibles possesseurs de leurs domaines. Mais, libres de toute inquiétude du côté de la Bourgogne, ils furent quelque temps encore menacés par le comte de Savoie, qui ne voulait pas reconnaître l'indépendance de la baronnie de la Tour. Il fallut un mariage pour ramener à de meilleures intentions ce redoutable voisin. Vers la fin de son règne, il convola en troisièmes noces avec la fille du comte Humbert de la Tour-du-Pin, Alix de Viennois.

De ce dernier mariage il n'eut pas d'enfants. Sa première femme lui avait donné deux fils, Édouard et Aymon, qui furent comtes l'un après l'autre, ainsi que nous le verrons bientôt, et deux filles, dont la dernière, Marguerite, épousa Jean II, marquis de Montferrat. De Marie de Brabant il avait eu trois filles, qui toutes les trois eurent de hautes destinées. L'aînée, Catherine, fut la femme de Léopold, duc d'Autriche, fils de l'empereur

Albert. La dernière, Béatrix, contracta mariage avec Henri d'Autriche, roi de Bohême et de Pologne. Quant à la seconde, Anne de Savoie, elle ceignit le diadème impérial de Constantinople en épousant Andronic III le Jeune, de la famille des Paléologues. Les chroniqueurs du temps ne tarissent pas sur la magnificence de son équipage lorsqu'elle fit son entrée à Constantinople. Pour agrandir ses États et rehausser l'éclat de sa couronne, son père voulait lui conduire une armée et faire en sa faveur une nouvelle croisade contre les infidèles. Ce furent les dernières pensées de ce prince. Mais avant d'en arriver là, arrêtons-nous un instant sur un fait de même nature qui a été le sujet de graves discussions historiques.

On attribue à Amédée V une part glorieuse dans un événement qui préoccupa toute l'Europe chrétienne. Voici comment il est raconté par un vieil auteur : « Après la perte de Jérusalem et d'Acre, les *Hospitaliers* ou *chevaliers de Saint-Jean* prirent Rhodes sur les Sarrasins, qui l'avaient enlevée aux empereurs de Constantinople. Foulques de Villaret, Français, grand maître de Rhodes, fut le chef de cette entreprise, qu'il exécuta heureusement, le jour de l'Assomption 1309. L'année suivante, en 1310, Othman, sultan des Turcs, l'assiégea avant qu'on eût le loisir de la fortifier, et fit de grands efforts pour la reprendre. Mais les chevaliers s'y maintinrent vaillamment, avec l'aide du

comte Amédée de Savoie, qui amena une flotte à leur secours et les sauva. Pour éterniser cette victoire, au lieu des aigles qui étaient les armes de ses prédécesseurs, il prit la croix d'argent en champ de gueules, de la religion de Rhodes. Quant à la devise F. E. R. T., que ses successeurs ont conservée, il paraît certain que les princes de sa maison la portaient avant lui. Mais on lui donna en son honneur une autre explication : *Fortitudo ejus Rhodum tenuit.* Voilà le fait tel qu'il est admis par un nombre infini d'écrivains; il se trouve même dans quelques-uns des historiens les plus estimés de l'ordre. Au XVIIIe siècle, l'abbé de Vertot et, après lui, le compilateur Langlet du Fresnoy ont voulu révoquer en doute un fait si honorable pour la maison de Savoie. Mais, jusqu'à ce que des autorités plus imposantes s'élèvent contre le récit des vieux historiens, tenons-le pour vrai, et laissons à Amédée V la gloire d'avoir fait fuir le croissant devant le radieux étendard de la chrétienté. C'est un de ses plus beaux titres au surnom de *Grand.*

En comptant ce siège de Rhodes, on a calculé qu'il fit, dans le cours de sa carrière, trente-deux sièges. Du reste, il fut constamment heureux dans ses entreprises, et le résultat définitif de son règne fut d'ajouter aux États de Savoie les seigneuries d'Asti et d'Ivrée, la moitié de la Bresse, le bas Faucigny et une partie de la ville de Genève. En

outre, sa race se trouvait grandie en importance par l'effet de la haute considération qui s'attachait à sa personne. Les papes Clément V et Jean XXII le tenaient en très grande estime; le roi Philippe le Bel suivait volontiers ses avis; et l'empereur Henri VII, son beau-frère, qui l'avait créé *comte de l'Empire,* recommanda très instamment à son fils Charles de Luxembourg, lorsqu'il l'envoya en Italie, de ne pas écouter d'autres conseils que ceux du comte de Savoie.

Amédée V mourut à Avignon en 1323. Il s'était rendu dans cette ville pour décider le pape Jean XXII à prêcher une nouvelle croisade contre les infidèles en faveur de sa fille Anne de Savoie, impératrice de Constantinople. Il était âgé de soixante-quatorze ans, et en avait régné trente-huit. Tous les auteurs parlent de lui d'une manière avantageuse, et les vieilles chroniques résument son éloge dans ces trois mots : « Prince très sage, de bonnes mœurs et très prudent. » Par lui, la dynastie de Savoie s'était élevée à un haut degré de splendeur. C'est encore aujourd'hui un des souverains dont le peuple aime à se rappeler la mémoire. Ses deux fils lui succédèrent l'un après l'autre.

L'aîné, Édouard, dit *le Libéral,* l'avait accompagné en Flandre, quoiqu'il fût à peine âgé de vingt ans. Il avait fait vaillamment ses preuves à Mons-en-Puelle; et le roi Philippe le Bel l'avait fait

chevalier sur le champ de bataille. Devenu comte, il eut à lutter contre les mêmes ennemis de son père, et notamment contre les dauphins de Viennois, que les princes de Savoie avaient si souvent déjà rencontrés sur leur chemin. La fortune se déclara cette fois en faveur de ses adversaires. Le dauphin Guigues gagna sur lui, en 1325, la bataille de Varey, dans le Bugey, ce qui ne l'empêcha pas toutefois de se maintenir dans le pays. Plus heureux dans le Faucigny, il y étendit les conquêtes qu'avait commencées son père. Puis il passa en France, où Philippe de Valois inaugurait son règne par la victoire de Cassel (1328). Le comte Édouard y fit admirer sa bravoure, bien qu'il eût à rivaliser avec l'élite de la chevalerie française. A son retour, la reine Clémence de Hongrie, veuve de Louis X *le Hutin*, ménagea sa réconciliation avec le dauphin. Mais il ne jouit pas longtemps du fruit de cette paix; car il mourut à Gentilly, près Paris, le 4 novembre 1330. Il n'avait régné que six ans. De son mariage avec Blanche de Bourgogne, fille du duc Robert II, il ne laissait qu'une fille, Jeanne de Savoie, devenue à son tour duchesse de Bourgogne.

Son frère Aimon lui succéda. Quoique celui-ci ait été surnommé *le Pacifique*, il n'en fit pas moins plusieurs guerres, et même avec assez de bonheur. Le dauphin Guigues, ayant voulu se mesurer contre lui, trouva la défaite et la mort

devant le château de la Perrière, et son fils Humbert dut solliciter la paix, qui lui fut accordée en 1334. Comme son frère, Aimon conduisit aussi des troupes au roi de France pour l'aider dans sa lutte contre les Flamands (1340). Mais ce qui donne à son règne un caractère spécial et justifie le nom que la postérité lui conserve, c'est qu'il s'occupa très activement de réformer l'administration de la justice. Son fils Amédée VI qui lui succéda le 24 juin 1343, devait accomplir de grandes choses dans ce même ordre d'idées.

CHAPITRE VI

LE COMTE VERT ET LE COMTE ROUGE

(1343-1391)

Avec Amédée VI, fils d'Aimon, commence une série de princes intelligents, courageux, et dont l'existence est digne d'un haut intérêt (1333-1440). Dans un intervalle d'un siècle, trois princes seulement président aux destinées de la Savoie : le *comte Vert,* le *comte Rouge,* puis le pacifique Amédée VIII, surnommé le *Salomon de son siècle.* Sous ces trois princes, la Savoie et le Piémont étendent leurs limites, réforment leurs lois, organisent leur administration intérieure, en un mot, fixent d'une manière définitive les conditions de leur existence comme nation.

Les deux premiers épousent des princesses françaises, et soutiennent les Valois dans leur longue lutte avec l'Angleterre. Amédée VI fut surnommé le *comte Vert* pour s'être présenté, dans un tournoi qu'il donnait à Chambéry, avec une armure et une

livrée entièrement vertes. Dès les premières années de son règne, une cause de querelle qui obligeait régulièrement chacun des souverains de la Savoie à mettre l'épée à la main au moins une fois dans sa vie s'éteignit sans retour. Les dauphins de Viennois, que nous avons déjà nommés tant de fois dans les précédents chapitres, disparurent de la scène du monde. Guigues XIII n'ayant pas laissé d'enfants d'Isabelle de France, fille du roi Philippe *le Long,* son frère Humbert II lui succéda. Celui-ci mérite qu'une place honorable lui soit accordée dans l'histoire, parce qu'il fut le fondateur du parlement du Dauphiné et de l'université de Grenoble. La religion fut aussi un des grands mobiles de sa vie ; car, après les événements que nous allons dire, il alla battre les Sarrasins à Smyrne, prit à son tour l'habit religieux à Beauvoir, et mourut au moment où on allait lui confier le siège épiscopal de Paris. Alors qu'il était encore dauphin de Viennois, Humbert avait un fils unique, André. Il eut la douleur de le perdre. C'était l'époque où Philippe VI, ayant conclu une trêve avec le roi d'Angleterre, cherchait à réparer par des achats et des traités les malheurs de son règne. Humbert lui céda le Dauphiné moyennant une rente viagère, et surtout à la condition que les fils aînés des rois de France porteraient le titre de *dauphins* et joindraient à leurs armes celles du Dauphiné. Cette convention eut lieu en 1349.

L'année suivante Philippe mourut. Le nouveau dauphin devint roi de France; c'était Jean II *le Bon,* brave et galant chevalier, brillant héros, mais mauvais politique. Amédée VI conclut avec lui un traité dans lequel l'avantage restait tout entier à la Savoie. On se souvient que le Dauphiné se trouvait de deux côtés entouré par les domaines d'Amédée VI, à l'est par la Savoie, au nord par une partie du Bugey, de la Bresse et des terres de la seigneurie de Baugé. De leur côté, les dauphins possédaient au milieu des terres de Savoie, entre Genève et le Valais, le Faucigny ou Foucigny (*Fussiniacensis tractus*), comprenant le territoire où se trouvent aujourd'hui Bonneville, Saint-Gervais, Sallanches. Puis, auprès du Jura, ils avaient le bailliage de Gex. Ainsi les possessions des dauphins et celles des comtes de Savoie étaient de toutes parts enchevêtrées les unes dans les autres ; et, quand on a observé attentivement sur la carte la position géographique, on comprend les discussions qui naissent perpétuellement de cet état de choses. Le roi Jean et le comte Vert, désireux de vivre en bonne intelligence, voulurent y mettre ordre et régulariser leurs limites. Mais on vit en cette occasion la différence qui existait entre ces deux hommes. Le chevaleresque roi de France gagna peu de chose, tandis que le comte de Savoie eut en Bresse (dans le département de l'Ain actuel) Gex, Montuel, Valbonne, Valromey, et en Savoie

le Faucigny. Un vieil auteur, en rapportant ce traité si avantageux pour Amédée VI, dit qu'il avait corrompu le gouverneur du Dauphiné. Sans s'arrêter à cette explication, la date du traité pourrait faire comprendre la conduite de Jean, en dehors même de son caractère connu. C'était en 1355. Le roi de France, absorbé par les préparatifs de sa guerre contre les Anglais, luttait contre les états généraux pour obtenir de l argent. Il devait aussi se préoccuper de se faire des alliés. Et, en effet, le comte de Savoie envoya des troupes à Jean; elles figurèrent à la bataille de Poitiers.

En cette même année 1355, pour cimenter l'alliance entre les deux États, Amédée VI épousa Bonne de Bourbon, fille de Pierre Ier, duc de Bourbon, arrière-petit-fils de saint Louis. La mère de cette princesse, Isabelle de Valois, était la sœur de la reine de France. Amédée devenait donc le cousin du dauphin Charles. Le mariage se fit à Paris, à l'hôtel Saint-Paul, par procuration. Guillaume de la Baume-Montrevel, héritier d'une des plus anciennes familles de la Bresse, conduisit la nouvelle comtesse jusqu'à Pont-de-Veyle, où son mari vint la recevoir. Cette princesse, intelligente et habile, fut, disent les écrivains, l'ornement de son siècle. Elle devait plus tard déployer les plus grandes qualités pendant la minorité de son petit-fils Amédée VIII, ainsi que nous le verrons.

Ayant agrandi ses États par la voie diploma-

tique et contracté alliance avec la maison de France, le comte Vert ne trouvait plus autour de lui, comme ses prédécesseurs, de petits princes envieux de la prospérité de la Savoie. Personne ne songeait plus à lutter. Ce fut dans sa famille même qu'il rencontra des obstacles. Jacques, comte de Piémont, dont nous avons raconté l'histoire, voulut essayer de faire de ce qui n'était qu'une principauté sujette un comté indépendant. Pour commencer il entreprit, en 1359, d'imposer un tribut sur les marchandises qui de Piémont passaient en Savoie. Mais le comte Vert n'était pas homme à souffrir une pareille atteinte à ses droits. Il envoya en Piémont quelques officiers pour rappeler à Jacques à quelles obligations les comtes de Piémont étaient tenus vis-à-vis de la Savoie. Celui-ci, persistant dans sa ligne de conduite, retint les envoyés prisonniers et fit mourir leur chef. La mesure était comble. Amédée VI entra en Piémont, battit le comte Jacques, lui prit ses villes et l'envoya prisonnier à Rivoli. Trois ans après il le rétablit dans ses États; et, en 1366, il fut le tuteur de son fils Amédée, au nom duquel il gouverna quelque temps.

Ce n'étaient là que de petites affaires pour le comte de Savoie. Cette même année 1366, il était allé en Bulgarie délivrer des mains du roi Jean II l'empereur de Constantinople Jean V Paléologue, fils de sa sœur Anne de Savoie. Au retour, il s'é-

tait arrêté à Viterbe pour visiter le pape Urbain V et lui présenter le patriarche de Constantinople. Puis il avait été appelé à intervenir dans les affaires du royaume de Naples, et s'était vu un instant l'arbitre de l'Italie. Mais avant d'arriver à ces faits, disons un mot de son gouvernement intérieur.

Sage administrateur en même temps qu'habile guerrier, le comte Vert a le mérite d'avoir le premier organisé en Savoie la justice et la comptabilité. C'est un des plus grands bienfaits de son règne, et son principal titre auprès de la postérité. Par lettres patentes du 7 février 1351, il institua à Chambéry la *chambre des comptes* et le conseil des finances. (La chambre des comptes était composée d'un président, trois maîtres des comptes, deux greffiers et deux clavaires.) En 1355 il établit un *conseil* pour juger souverainement tous les procès civils et criminels. Il le composa de huit clercs et seize laïques, moitié gentilshommes, moitié jurisconsultes. Avant cet établissement, les comtes de Savoie, comme tous les autres souverains, rendaient eux-mêmes la justice à leurs sujets, assistés des principaux seigneurs de leur cour. Mais la connaissance du droit romain commençait à se répandre dans toute l'Europe. Les Pandectes et le code Justinien avaient inspiré des lois et des ordonnances à quelques-uns des souverains du temps : la classe des *légistes*, sortie des

rangs du peuple et soutenue par la royauté, qui s'appuyait sur elle, était devenue puissante. En France, les parlements fonctionnaient déjà sur divers points, et cette noblesse de robe, si grande et si respectée de tous, conquérait ses grades par un travail assidu et une intégrité parfaite. Amédée VI comprit son époque; il pensa que les seigneurs de la cour ne suffisaient plus, et que le peuple se défiait de leur justice. De là le conseil judiciaire qui devait être un jour le sénat de Chambéry.

Une autre institution du comte Vert, de nature toute différente, mais qui a également popularisé son souvenir, c'est l'*ordre du Collier,* qui devait plus tard se transformer en *ordre de l'Annonciade.* C'était, au début, une association militaire de quinze chevaliers fondée par Amédée VI en 1363. Ils portaient un collier composé de lacs d'amour sur lesquels était inscrite la fameuse devise : F. E. R. T. Nous avons déjà donné une explication de ces quatre lettres au sujet du siège de Rhodes. Une autre, qui convenait à des chevaliers, est celle-ci : *Frappez, entrez, rompez tout.* Quelques années plus tard, Amédée plaça l'ordre qu'il venait de fonder sous la protection de la sainte Vierge. Par un testament fait quelques années avant sa mort, il ordonna l'érection d'une chapelle à Pierre-Chastel en Bugey, et voulut qu'elle fût desservie par quinze chartreux, afin

qu'on y dît chaque jour la messe en l'honneur des quinze allégresses de la Vierge et pour le salut des quinze chevaliers. Bonne de Bourbon, sa veuve, exécuta fidèlement cette fondation.

En 1379, Amédée VI avait fait une nouvelle acquisition. Il était devenu possesseur du Biellois (*Bugellensis præfectura*), petit pays situé entre le duché d'Aoste, Verceil, la Sesia et les Alpes, et comprenant une ville et vingt-cinq villages. En possession jusque-là d'un régime municipal libre, et craignant de tomber au pouvoir des ducs de Milan, les habitants de ce pays s'étaient donnés volontairement à lui. En 1382, le comte de Provence lui donna Coni, Quiers, Chivas et Querasco. Nous allons dire à la suite de quelles circonstances. C'est le dernier épisode de la vie si remplie du comte Vert. Après un règne malheureux et une vie agitée, la reine Jeanne de Naples avait eu le tort, en 1378, de prendre parti pour un antipape contre Urbain VI, et de fournir à Avignon un palais à son protégé. Le pontife de Rome la déposa, et le roi de Hongrie envoya une armée contre elle. N'ayant pas d'enfants, elle eut l'idée d'adopter le duc d'Anjou, Louis de France, frère de Charles V et cousin d'Amédée VI. Le duc d'Anjou ne put venir, étant retenu en France par la minorité de Charles VI. Mais, quand la reine Jeanne fut morte, il prit au sérieux une donation qui comprenait la Provence et le royaume de Naples, deux provinces

assez belles assurément pour qu'on cherchât à s'en assurer la possession. En 1382, il part avec une armée à laquelle se sont joints un grand nombre de seigneurs français. En passant, il décida Amédée VI à le suivre, et, pour prix de son alliance, lui donna les villes que nous avons citées, c'est-à-dire tout ce que les comtes de Provence avaient en Piémont. On sait que l'expédition ne fut pas heureuse. Le légataire de la reine Jeanne ne put parvenir à s'emparer de Naples, qu'un compétiteur plus heureux occupait. Quant au comte de Savoie, il fut atteint de la peste, et mourut en 1383.

Son fils aîné, Amédée VII, dit *le Rouge* ou *le Roux*, devint comte. Il avait été fiancé, le 8 mai 1372, à Valence en Dauphiné, à Bonne de Berry, fille du duc Jean, et par conséquent cousine de Charles VI. Le mariage avait été célébré à Paris au mois de décembre 1376. Allié de si près à la famille royale de France, il avait tenu à partager sa gloire et ses dangers. Quand Charles VI était allé en Flandre soumettre les villes insurgées contre leurs comtes, et combattre les Anglais qui étaient accourus au secours des révoltés, le *comte Rouge* avait eu à cœur de prendre part à l'expédition, et il avait vaillamment contribué à la prise d'Ypres (1384). De retour chez lui, il soutint avec autant de bonheur que de courage les droits de sa couronne contre les seigneurs de Beaujeu et le

marquis de Saluces, qui voulaient y porter atteinte, et maintint la paix dans ses possessions, quelques efforts qui fussent tentés contre elles.

En 1388, une bonne fortune lui échut. Le comte de Provence, Louis II, s'obstinait, en dépit des revers, à vouloir conquérir le royaume de Naples. Pendant ce temps, ses possessions de France étaient laissées aux mains de gouverneurs violents et avides qui ne songeaient qu'à y conquérir des richesses. Il en résultait de grands désordres et des révoltes continuelles de la part des peuples. Quatre des principales villes, Nice, Vintimille, Villefranche et Barcelonnette, pour échapper à cet état de malaise, se donnèrent au comte de Savoie. Les deux dernières ont été depuis réunies à la couronne de France; mais les deux premières sont demeurées à la Savoie [1]. Nice (*Nicæa* des Romains, *Nizza* des Italiens) doit sa fondation aux Massiliens, qui la nommèrent Nicée, du mot grec νίκη, victoire, en mémoire d'un succès qu'ils avaient obtenu sur les Ligures. Cédée aux Romains par ses premiers possesseurs, elle était devenue le siège d'un arsenal maritime, transporté ensuite à Fréjus. Amédée VII, comprenant toute l'importance que devaient lui donner son climat délicieux et sa position à l'embouchure du Var, se hâta d'y opérer des embellissements et d'agrandir son enceinte.

[1] Voir la note de la page 19.

Ainsi se poursuivait heureusement le règne du comte Rouge, lorsqu'un accident de chasse vint brusquement y mettre un terme. Il mourut à trente ans, d'une chute de cheval qu'il avait faite dans la forêt de l'Orme, près de Thonon (1391). C'est le dernier comte; son fils va être duc; ses successeurs seront puissants : l'époque de formation est finie pour la maison de Savoie.

LIVRE DEUXIÈME

LES DUCS DE SAVOIE

CHAPITRE VII

AMÉDÉE VIII ET LOUIS Ier

(1391-1465)

Amédée, fils aîné du comte Rouge et de Bonne de Berry, était né le 4 septembre 1383; il était donc dans sa neuvième année lorsque la mort de son père lui transmit une couronne et fit de lui le comte Amédée VIII. Sa minorité fut orageuse. Le comte Rouge, se sentant mourir à trente ans, avait pensé que sa jeune veuve pourrait tôt ou tard songer à se remarier; en conséquence, redoutant pour ses États les dangers d'une telle alliance, il avait, par son testament, légué à sa mère, Bonne de Bourbon, la tutelle du nouveau comte. Cette disposition, dictée par une haute sagesse, faillit cependant amener la guerre civile. Bonne de Berry voulut disputer la régence à sa belle-mère. Le duc de Berry, son père, que Charles VI encore jeune, mais voulant consoler la

nation de toutes les infamies accomplies depuis dix ans, venait de chasser de la cour, saisit l'occasion de fomenter ailleurs des troubles et de reprendre quelque importance. Une faction puissante se forma, et la guerre civile allait éclater dans toute son horreur, quand le roi de France intervint. Comme s'il eût pressenti l'immense malheur qui allait frapper tout le royaume en sa personne, Charles VI se hâtait d'attacher son nom à des réformes de toute nature et d'accomplir autour de lui le plus de bien possible. Les évêques de Noyon et de Châlons, les sieurs de Coucy, de Giac et de la Trémouille, envoyés par lui, mirent fin à la querelle; et Bonne de Bourbon, qui du reste avait résolument tenu tête à l'orage, put achever paisiblement sa régence. La veuve du comte Rouge rentra en France, et devint l'épouse de Bernard VII d'Armagnac, qui depuis fut connétable.

En 1399, Amédée VIII devint majeur. La régente remit à son petit-fils les rênes de l'administration. Il commença par manquer de reconnaissance envers elle. Cédant sans doute à des suggestions intéressées, peut-être même aux conseils de sa propre mère, cet homme qui, dans son âge mûr, devait faire preuve de si grandes qualités, fit difficulté de remettre son douaire à l'aïeule qui avait si sagement gouverné en son nom. La raison finit cependant par prévaloir dans

son esprit, et il donna satisfaction à la régente, qui se retira au château de Mâcon, où elle mourut en 1402, laissant une réputation incontestée de sagesse et de vertu.

Amédée, profitant de ce qu'elle avait fait, gouvernait par lui-même sans rencontrer d'obstacles. Dès les premières années, ses États prirent un nouvel accroissement. En 1401, le comte Odon de Villan, dernier héritier du Genevois, lui avait cédé, par un traité conclu à Paris, tous ses droits sur le comté. En 1402, les seigneurs de Thoire lui avaient vendu toute la partie de la Bresse et du Bugey qui était jusque-là restée indépendante. Plus tard il entra en possession de Verceil. Mais deux événements surtout font de son règne une des grandes époques de l'histoire de Savoie, de celles qui marquent dans les fastes d'une dynastie. Par lettres patentes données au château de Montluel en Bresse, et promulguées à Chambéry le 19 février 1416, l'empereur Sigismond conféra à Amédée VIII et à ses successeurs à perpétuité le titre de *duc de Savoie,* qui remplaça pour eux celui de *comte.* C'était l'époque où le saint-empire romain, quoique déjà un peu déchu de sa splendeur, avait encore quelque prestige aux yeux des peuples. La suzeraineté de l'Empereur sur l'Italie était depuis longtemps purement nominale; et certes, Amédée VIII lui-même eût pris les armes contre Sigismond, si celui-ci eût voulu faire acte d'au-

torité en Piémont. Cependant il fut heureux d'accepter de lui l'investiture ducale, et les autres souverains de l'Europe reconnurent ce fait sans soulever de discussion. Deux ans après, le dernier comte de la branche collatérale de Piémont mourut sans postérité, et les provinces qu'il avait gouvernées furent réunies à la Savoie pour n'en plus être détachées. Toutes les possessions de la dynastie furent groupées dans la même main. De ce moment commence pour la nouvelle maison ducale une ère de prospérité.

Amédée va chercher une compagne dans la cour la plus brillante de l'Europe; il épouse Marie de Bourgogne, fille de Philippe *le Hardi;* et, cherchant dans les travaux de la paix la gloire de son règne, il mérite qu'Olivier de la Marche dise de lui : « Sous ses sages lois, la Savoie devint le pays le plus riche, le plus sûr et le plus plantureux du voisinage. » Le voisinage, qu'était-ce, en effet, pendant les plus belles années du règne d'Amédée VIII? C'était, en Italie, le duché de Milan, déchiré en lambeaux sous le fils de Jean Galéas Visconti, renaissant, pour ainsi dire, de ses cendres au moment où la dynastie ducale allait s'éteindre, mais en somme agité par mille convulsions et ne jouissant que par intervalles d'une paix précaire. C'était, de l'autre côté des Alpes, la malheureuse France pillée par des ennemis avides pendant la longue folie de Charles VI, et arrivant

au penchant de l'abîme quand la Providence, qui ne voulait pas laisser périr la grande nation, la fille aînée de l'Église, suscita la sainte héroïne de Vaucouleurs. C'était la Suisse, devenue libre, mais obligée encore de lutter contre les ducs d'Autriche, et qui cependant se préparait déjà à une guerre civile de près de vingt années.

Pendant ce temps l'heureuse Savoie jouissait d'une paix profonde. Amédée, voyant ses domaines s'étendre des bords du lac de Genève aux rives de la Méditerranée, avait le bon esprit de ne pas se laisser éblouir par la prospérité. Au lieu de profiter, comme d'autres l'auraient fait peut-être, des troubles de ses voisins pour s'agrandir, il croyait que son temps était mieux employé à consolider ses possessions et à les administrer d'une manière équitable. Son règne est remarquable par l'absence des batailles ; et le surnom de *Pacifique* lui est resté comme l'expression juste de son caractère. Continuant l'œuvre de son aïeul le comte Vert, il reprenait les diverses fondations de ce prince pour les perfectionner. En 1392, sa grand'-mère, Bonne de Bourbon, avait introduit les chartreux à Pierre-Chastel ; il y tint en 1410 la première assemblée de l'ordre fondé par Amédée VI, et en régla les statuts. Les comtes de Savoie en devinrent les grands maîtres à perpétuité ; les chevaliers durent toujours porter le collier ; et il fut stipulé que les difficultés qui s'élèveraient entre

eux seraient réglées par l'ordre. Le manteau de cérémonie était cramoisi, frangé et brodé de lacs d'amour en or fin. Tel fut cet *ordre du Collier* dont le duc Charles III devait faire plus tard l'ordre de l'Annonciade, qui eut pour chancelier au commencement du XVIIe siècle saint François de Sales, et qui fut brigué par les plus hauts personnages; car, en parcourant la liste de ses membres, on y voit figurer la plupart des ambassadeurs que la cour de Savoie chargeait de la représenter en France et en Espagne.

Une autre fondation du comte Vert attira aussi la sérieuse attention d'Amédée VIII : c'est le conseil judiciaire. Il en augmenta les attributions, y introduisit un plus grand nombre de jurisconsultes, et en fit, en 1430, le *sénat de Chambéry.* Pour obliger la noblesse à respecter l'autorité de ce grand corps, il le fit présider par un personnage choisi parmi les plus anciennes familles, et qui prit le titre de *chancelier*. La même année (1430), il créa dans l'armée la charge de *maréchal* (ou commandant général des troupes), qu'il rendit inamovible. D'autres améliorations de toute nature dans l'administration de ses États occupèrent tous ses instants jusqu'en 1433. A cette époque Amédée, veuf depuis quelques années, venait de perdre son fils aîné. Ses filles étaient mariées, l'une à Philippe-Marie, le dernier des Visconti, une autre à François de Bretagne, comte

de Montfort; et la troisième à Louis III, roi de Naples, de Sicile et de Jérusalem. Fatigué d'un règne qui durait depuis déjà quarante ans, le duc de Savoie éprouvait le besoin de se reposer. Il voulait confier à son second fils Louis les soins du gouvernement.

Mais d'abord il lui fit contracter alliance avec une des plus belles princesses du temps, Anne de Chypre, fille de Janus, roi de Jérusalem et d'Arménie, et de Charlotte de Bourbon. Le mariage se fit avec une grande pompe, au mois de février 1433. Le roi de Naples, le duc de Bourgogne, le duc de Milan, le cardinal de Chypre, vinrent y assister, ainsi qu'un grand nombre de seigneurs et de prélats. La princesse Anne (ceci peut servir à nous donner une idée de la valeur des monnaies à cette époque) eut en dot cent mille ducats d'or de Venise, et le duc lui assura dix mille écus de douaire. Aussi intelligente que belle, elle eut une grande influence sur l'esprit de son mari. Celui-ci venait d'ailleurs d'accomplir sa trentième année; il avait donné dans sa jeunesse des marques de valeur et de prudence. Amédée, sans abdiquer, leur laissa le soin de veiller aux intérêts de ses peuples (1434). Quant à lui, il se retira à Ripaille, petite ville du Chablais, et y fit construire une délicieuse demeure. A côté de son palais s'éleva un monastère, où il mit des moines de Saint-Maurice. Il prit l'habit d'ermite, portant des vê-

tements de drap gris, une grosse ceinture d'or et une croix d'or sur la poitrine. Vingt-deux seigneurs de sa cour, imitant sa retraite volontaire, vinrent près de lui goûter les charmes d'une vie tranquille et prendre le costume monastique. A vrai dire, leur règle n'avait rien de sévère : des mets d'une délicatesse exquise étaient servis sur leur table ; et leurs demeures remplissaient toutes les conditions qui font l'existence douce et facile.

C'est dans cet *ermitage* que quelques membres du concile dissous à Bâle, ayant prétendu déposer le pape Eugène IV, vinrent chercher Amédée VIII pour lui offrir la tiare, le 5 novembre 1439. Il eut le tort très grave d'accepter ; il est connu comme antipape sous le nom de Félix V. La Savoie, les cantons suisses et quelques contrées de l'Allemagne reconnurent son autorité. Le reste de la chrétienté demeura fidèle à Eugène IV. Nous n'avons point à entrer ici dans le détail des événements qui avaient ainsi amené un schisme dans l'Église. Disons seulement, à la louange d'Amédée, qu'il se soumit le 25 avril 1449 au pape légitime, Nicolas V, successeur d'Eugène IV. Nicolas V lui laissa le titre de cardinal légat en Savoie, et lui accorda le droit de revêtir, aux jours de grandes solennités religieuses, les ornements pontificaux. Amédée mourut à Genève le 7 janvier 1451, laissant une réputation de sainteté. Comme duc, il avait été nommé le *Salomon de son siècle*, et les

plus grands princes de l'époque le prenaient volontiers pour arbitre.

Son fils Louis, nous l'avons dit, gouvernait depuis 1434; il avait pris, à la fin de 1439, le titre de duc. Ce prince, héritier d'une puissance agrandie et consolidée, fit entrer les destinées de sa dynastie dans une phase toute nouvelle. Sûr de la fidélité de la Savoie, il comprit que l'avenir du pays était du côté de l'Italie, et transporta à Turin le siège de son gouvernement. De ce moment date la haute importance que cette ville a toujours conservée depuis. Continuant immédiatement son œuvre, le duc Louis y créa, comme son père l'avait fait à Chambéry, un grand conseil judiciaire (*le sénat de Piémont*), puis un conseil de finances. Le sénat devait connaître en dernier ressort de toutes les affaires judiciaires des pays situés au delà des monts, comme celui de Chambéry de toutes celles de la Savoie. Il fut composé de quatre présidents, deux chevaliers d'honneur, dix-huit sénateurs. On y a joint depuis un procureur général et un avocat général. La première organisation fut l'objet de l'ordonnance du 15 mars 1449. Le conseil des finances, sous la surveillance immédiate du duc, subit diverses modifications; il est devenu une *chambre des comptes*.

Louis Ier avait eu le mérite de bien apprécier la situation tant dans le présent que pour l'avenir. Pendant qu'il organisait son gouvernement, l'oc-

casion se présenta d'étendre sa domination sur tout le nord de l'Italie. S'il avait eu plus d'audace, il pouvait se faire duc de Milan. Amédée V et le comte Vert l'auraient fait. Bon et généreux, mais faible et timide, Louis n'osa pas. Voici les faits.

En 1447, Philippe-Marie Visconti, beau-frère du duc de Savoie, mourut sans laisser de fils. Ce fut le dernier du nom. Sa succession était assez belle pour être l'objet d'ardentes compétitions. C'est en effet ce qui arriva. Louis, duc d'Orléans, aïeul de Louis XII, avait épousé Valentine de Milan, sœur de Philippe-Marie. Le roi de Naples prétendait avoir en sa faveur un testament du dernier duc. Ces deux compétiteurs étaient éloignés; ils avaient, aux yeux des Milanais, le tort d'être l'un et l'autre des étrangers. Louis de Savoie, frère de la duchesse Marie, que Visconti avait épousée le 2 décembre 1427, était plus sympathique à la partie intelligente de la population. Il était là, régnant sur des Italiens, parlant la même langue, et ayant au cœur les mêmes inspirations. On l'appelait au trône; s'il eût voulu le prendre, il eût été accueilli avec joie. Il y songea, mais pas avec assez d'énergie. Un homme auquel personne n'avait pensé d'abord osa vouloir cette couronne ducale, objet de tant de convoitises. C'était Francesco Sforza, chef de condottieri, qui avait épousé Blanche, fille naturelle de Philippe-Marie. Il attendit patiemment, laissa les Milanais s'user en dis-

cussions stériles, prépara les événements avec une habileté et une dissimulation sans exemple ; puis, quand le moment fut venu, il entra en maître à Milan, et la foule applaudit (26 février 1450). Un traité fut conclu par lequel la Sesia devint la limite commune de la Lombardie et du Piémont.

L'année suivante, le faible Louis donna sa fille au Dauphin de France, et ce mariage faillit être pour lui la source de nouveaux ennuis. Ce Dauphin était le fils de Charles VII; il devait un jour s'appeler Louis XI. En attendant, il prenait au sérieux son gouvernement du Dauphiné, levait des impôts, entretenait des négociations avec le duc de Milan, qu'il appelait le grand Sforce, et dont il se proclamait hautement l'élève et l'ami. En 1450 il demande la main de Charlotte de Savoie, dont la dot, consistant en 200,000 écus d'or, devait le mettre à même de soutenir plus dignement son rôle de prince souverain. Charles VII veut s'opposer à ce mariage, et envoie à cet effet un héraut d'armes au duc Louis. Mais le Dauphin fait en sorte qu'on amuse l'envoyé de son père en vaines formalités; et, pendant ce temps, le mariage se célèbre en toute hâte, le 13 mars 1451. Le roi de France, irrité, lève une armée pour entrer en Savoie. Mais une seconde alliance met fin à la querelle. En 1452, l'héritier présomptif du duché de Savoie, depuis Amédée IX, épouse Yolande de

France, fille de Charles VII. La paix est rétablie, et le duc Louis en observe rigoureusement les conditions en refusant désormais toute espèce de secours au Dauphin son gendre, qui se trouve obligé de chercher un refuge en Bourgogne.

Dès lors ce prince pieux, pacifique et grand justicier, ne s'occupa plus que d'œuvres religieuses et civilisatrices. Tout ce qu'il put donner de bonheur à ses sujets, il le leur procura de grand cœur; ce fut là le but de tous ses efforts. En 1459, il recouvra le saint suaire des mains de Marguerite de Charny, veuve de Humbert, marquis de Villars-Seyssel. En 1465, voyant quelques-uns de ses enfants se mutiner contre lui, il vint en France, où son gendre était devenu roi. Il tomba malade à Lyon, et y mourut.

CHAPITRE VIII

LE SEIZIÈME SIÈCLE AU PIÉMONT

(1465-1680)

Amédée IX, *le Saint* (1465-1472). — Philibert Ier, *le Chasseur* (1472-1482). — Charles Ier, *le Guerrier* (1482-1489). — Charles II (1489-1497). — Philippe II (1496-1497). — Philibert II, *le Beau* (1496-1504). — Charles III, *le Bon* (1504-1553). — Emmanuel-Philibert, *Tête-de-Fer* (1553-1586).

Il y a dans la vie des peuples des époques de sommeil où la sève semble s'arrêter; à l'activité intelligente succède une sorte d'engourdissement. Telles furent pour le Piémont les dernières années du XVe siècle et les premières années du XVIe. Depuis deux cents ans quatre grands règnes (Amédée V, le comte Vert, le comte Rouge, Amédée VIII) ont élevé la dynastie de Savoie à un haut degré de splendeur. Louis Ier, sans avoir les qualités des princes que nous venons de nommer, n'en était

pas moins, sous d'autres rapports, un homme d'une haute intelligence. D'où vient donc que subitement le progrès s'arrête, et que l'intérêt est presque totalement absent des annales que nous allons avoir à retracer? Le tableau que nous venons de mettre en tête de ce chapitre nous donne l'explication de cè temps d'arrêt. Dans un intervalle de trente ans six princes se succèdent. Le premier est toute sa vie dans un état de maladie continuelle; deux meurent à dix-huit et vingt ans; le quatrième n'arrive même pas à l'âge de puberté, et le cinquième règne dix-sept mois. Vient ensuite Philibert *le Beau*, qui allait relever la fortune de sa maison, quand une mort prématurée l'oblige à laisser le trône à son frère Charles, qui par malheur règne près de cinquante années, et meurt de chagrin.

Pendant ce temps s'étaient accomplies les grandes choses qui font du XVIe siècle une date si mémorable dans l'histoire générale de l'humanité. Christophe Colomb, sans autre guide que son génie, sans autre arme que sa confiance en Dieu, vient de conquérir un nouveau monde. Gutenberg, à l'aide des mobiles caractères de l'imprimerie, a jeté dans la société humaine une nouvelle puissance. Léon X a construit la magnifique basilique de Saint-Pierre de Rome; Raphaël et Michel-Ange ont produit leurs chefs-d'œuvre. A côté de ces prodiges, dont il faut éternellement remercier la

Providence, le mal a eu aussi sa part, et il l'a faite si large, que jamais on ne pourra l'oublier. Les Turcs sont venus camper en Europe; ils ont pris possession de ces beaux rivages du Bosphore, d'où la civilisation moderne tend à faire disparaître les mœurs et la religion du croissant. Puis, aux portes de la France, en Allemagne et en Suisse, vient d'être donné, sous prétexte de liberté, le signal des horribles guerres religieuses. L'Italie, pendant cette même période, a vu les armées de toutes les nations européennes passer et repasser sur son territoire. François Ier a lutté contre Charles-Quint. Le monde s'est agité en tous sens; jamais l'activité de l'esprit humain ne s'est déployée sur une aussi grande échelle; le Piémont seul, après être resté stationnaire, a paru toucher à sa décadence. Mais Dieu avait ses vues. Voici qu'après cette période de somnolence paraît un prince d'une volonté énergique, et tout est sauvé.

Telle est, esquissée à grands traits, l'histoire de cent quinze ans (1465-1580). Il nous sera permis à présent de passer rapidement sur les détails. Amédée IX a été mis par l'Église au rang des bienheureux. Il l'a mérité par la patience avec laquelle il supporta de longues et cruelles maladies, par son ardente charité envers les pauvres, par la magnanimité avec laquelle il pardonna à ses ennemis. Mais, comme prince temporel, il fut obligé de se déclarer lui-même dans l'impuissance de

gouverner. La régence, qu'il avait confiée à sa femme, Yolande de France, fut disputée par ses frères (dont un fut plus tard le duc Philippe II), et Amédée fut même un instant leur prisonnier. Il fallut que Louis XI envoyât une armée au secours de sa sœur. Amédée fut délivré par les Français, et vint mourir à Verceil. Il avait trente-sept ans. Ses deux fils, Philibert et Charles, occupèrent successivement le trône ducal.

Le premier avait huit ans à son avènement. Sa mère, Yolande de France, demeura régente. Louis XI, voulant faire payer trop chèrement ses services antérieurs, prétendit que c'était à lui de gouverner au nom de son neveu, et qu'Yolande devait s'effacer. Pour ne porter d'ombrage à personne, il offrait même au duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, de partager la régence avec lui. Mais la duchesse de Savoie était une femme intelligente. Les leçons de l'expérience ne furent pas perdues pour elle. Elle éveilla la susceptibilité des fils de Louis Ier, frères de son défunt mari; elle fit même en sorte que le duc de Milan, Sforce, fût inquiet; et, par la loi naturelle de l'équilibre, elle demeura en possession de son gouvernement. Quelques années plus tard éclatait la grande guerre où le plus puissant des grands vassaux, le dernier représentant de la féodalité ambitieuse et turbulente, devait trouver la défaite, la ruine et la mort. Charles *le Téméraire,* humilié d'être le

vassal du roi de France, rêvait le rétablissement des Deux-Bourgognes, et, pour y parvenir, faisait, sans en omettre une seule, toutes les fautes que lui suggérait son patient et habile rival, le bourgeois du Plessis-lez-Tours, Louis XI. Un de ses fidèles était précisément un frère du duc Amédée IX, Jacques, comte de Romont, baron de Vaud, quatrième fils de Louis Ier. Semblable en tout à son allié le duc de Bourgogne, Jacques était, comme lui, brave, courageux, intelligent, mais téméraire, emporté, hautain. Ce fut lui qui, sans avoir rien compris aux menées de Louis XI, sans s'être aperçu que depuis longtemps la bravoure suisse était aiguillonnée, mit les ligues helvétiques aux prises avec les Bourguignons. Un marchand suisse qui menait à Genève un chariot chargé de peaux de moutons est maltraité dans le pays de Vaud par les gens du comte. Les Suisses demandent justice, Jacques la refuse avec dédain, et ne s'aperçoit de la faute qu'il a commise que quand les montagnards lui ont pris Granson (1475). Il n'était plus temps de revenir en arrière. Charles de Bourgogne arrivait avec une armée ; la duchesse Yolande, qui ne voulait pas que sa famille perdît le pays de Vaud, avait promis son alliance. La grande lutte était commencée.

Les phases de cette lutte sont bien connues. Il n'y a pas encore si longtemps que l'*ossuaire* de Morat confirmait à tous les regards le triomphe

des pâtres d'Uri et d'Unterwald. A la suite de ce sanglant désastre, Charles, dont l'infortune n'avait fait qu'aigrir le caractère, crut avoir à se plaindre de la duchesse Yolande. Sans souci du droit des gens, il la fit enlever traîtreusement par ses gens et la retint prisonnière : singulier moyen de rendre plus fidèle un allié dont on a besoin. Cette brutale violence irrita la Savoie, dont les États déférèrent la tutelle à Louis XI. Celui-ci, loyal cette fois par habileté, contraignit le duc de Bourgogne à mettre sa sœur en liberté; mais Yolande ne survécut pas longtemps à son élargissement; elle mourut en 1478. Louis XI, de nouveau régent, chercha longtemps le moyen de réunir la Savoie à la couronne de France; il n'osa pourtant pas, et il allait remettre tous ses pouvoirs au jeune duc Philibert, quand celui-ci mourut, à dix-sept ans, des fatigues d'une partie de chasse.

Son frère, Charles Ier, devint duc (1482). Il n'avait que quatorze ans. Nouvelle minorité. Troisième régence de Louis XI, mais qui cette fois ne dure que quelques mois. Devenu majeur, Charles est attaqué par le marquis de Saluces; mais il lui fait payer cher sa témérité. Il s'empare de Saluces, de Carmagnoles, de tous les États du marquis; puis il meurt subitement à Pignerol. On crut au poison, c'était chose fréquente à cette époque que de se débarrasser ainsi de ses ennemis. Charles Ier

avait régné sept ans; il entrait dans sa vingt-deuxième année. Bien qu'il eût été élevé à la cour de Louis XI, il avait des instincts chevaleresques et de véritables talents dans l'art de la guerre. Le fameux Bayart avait été au nombre de ses pages. Marié le 1er avril 1485 à Blanche de Montferrat, il laissait d'elle un fils, Charles II, qui n'avait que neuf mois, et qui mourut à huit ans. Blanche de Montferrat gouverna au nom de son fils (1489-1496). Elle maintint l'intégrité de ses États; c'était beaucoup à cette époque difficile; mais elle ne put empêcher le marquis de Saluces de rentrer dans ses possessions.

Par la mort de Charles II, le titre de duc revenait à son grand-oncle Philippe, cinquième fils de Louis Ier. Celui-ci était gouverneur du Dauphiné pour le roi Charles VIII, qu'il avait suivi en Italie. Ce prince, malgré les égarements de sa jeunesse, fut un homme remarquable. Sa cour devint une des plus belles du temps; ses sujets furent heureux sous son administration intelligente; malheureusement il régna peu. En 1497 il descendit dans la tombe, âgé de cinquante-huit ans. Sa fille, Louise de Savoie, avait épousé Charles d'Orléans, duc d'Angoulême. C'est la mère de François Ier.

Le frère de cette princesse, Philibert II, devint duc à dix-sept ans. Par sa prudence il maintint ses États en paix pendant les plus grands troubles de l'Italie; les historiens le louent pour sa conduite,

sa libéralité et sa douceur autant que pour sa prudence. Le 26 septembre 1501 il avait épousé Marguerite d'Autriche, fille de l'empereur Maximilien. Cette princesse lui survécut, et lui fit élever un magnifique mausolée qu'on voit encore aujourd'hui dans l'église de Brou, près de Bourg en Bresse. Elle devint gouvernante des Pays-Bas; et, à ce titre, elle est célèbre dans l'histoire de France par le traité de Cambrai (1529).

Mort jeune à Pont-d'Ain, à la suite d'une partie de chasse, Philibert le Beau ne laissait pas d'enfants. Son frère Charles III lui succéda (1504-1553). Celui-ci a été nommé *Charles le Bon.* Il joue dans l'histoire de Savoie un rôle analogue à celui de Louis le Débonnaire dans l'histoire de France. Dans les temps calmes, on eût apprécié son intelligence, ses goûts littéraires et artistiques, son amour éclairé de l'ordre, de la justice et de la civilisation. Mais, venu à une époque difficile, où la fermeté de caractère et les mâles qualités d'un héros lui eussent à peine permis de se maintenir à la hauteur des circonstances, il parut versatile parce qu'il était faible, ne sut jamais prendre une décision énergique, et fut le jouet des événements au lieu de savoir les diriger. Oncle de François Ier comme frère de Louise de Savoie, il était devenu en 1521, par son mariage avec Béatrix, fille d'Emmanuel, roi de Portugal, beau-frère de Charles-Quint, qui avait épousé la sœur de

Béatrix. Des liens de parenté l'unissaient donc aux deux rivaux dont la querelle tint longtemps toute l'Europe attentive. Ce fut là le grand tourment de sa vie. Hésitant sans cesse entre son beau-frère et son neveu, cherchant à les réconcilier sans aboutir à autre chose qu'à les mécontenter l'un et l'autre, il fut en définitive maltraité par tous deux.

En 1535, il avait envoyé son fils aîné faire son éducation à Madrid. François Ier crut voir là une preuve de préférence envers Charles-Quint. Le duc de Milan, Sforce, venait de mourir; le roi de France et l'Empereur se disputaient sa succession, et l'armée française avait besoin des États du duc de Savoie pour passer librement. Voulant sonder les dispositions du duc Charles, François Ier s'avisa de prétendre qu'il avait des droits sur la Bresse du chef de sa mère, Louise de Savoie, et sur Nice, comme possesseur de l'héritage des comtes de Provence. Il demanda raison à son oncle; et, comme il lui semblait que la réponse tardait, il envahit la Bresse et la Savoie à la tête d'une armée pour dernier argument. La conquête fut aisée, la résistance étant à peu près nulle : le pauvre duc n'avait fait aucun préparatif. En 1536, les Français entrèrent à Turin, y laissèrent garnison, et continuèrent leur route. Charles-Quint revenait de Tunis : il n'était pas en mesure. Après avoir essayé inutilement d'envahir la France, il consentit

à une trêve qui fut signée à Nice. Le duc de Savoie fut sacrifié; l'Empereur eut le Milanais, et François I[er] le Piémont; il ne restait à Charles III que quelques places fortes.

En 1541, la guerre recommença entre les deux adversaires. Cette fois on vit un curieux spectacle. François I[er] avait fait alliance avec les Turcs. Khaïreddin Barberousse partit des Dardanelles avec cent cinquante vaisseaux hérissés d'armes et pleins de munitions de guerre. Le duc d'Enghien, gouverneur du Piémont pour le roi de France, vint le rejoindre, et tous deux forcèrent l'entrée du port de Nice (26 avril 1544). Mais la flotte française manquait de munitions. Barberousse, obligé de partager avec elle, se dégoûta de cette entreprise, et reprit la route du Levant. Avant de partir il avait permis à ses marins de piller Nice. Au mois de septembre, la ville fut mise à feu et à sang. En cette même année avait eu lieu, peu de temps auparavant, la bataille de Cérisoles. Le Piémont, traversé en tous sens par des corps d'armée, était plongé dans la désolation. La paix de Crespy était venue rendre quelque espoir; mais on sait que les conditions de ce traité ne furent pas exécutées.En 1547, la mort de François I[er], sans rien changer à la situation, fit entrevoir des destinées meilleures pour un avenir prochain; il ne devait pas être donné à Charles III d'en être le témoin. Malheureux dans toutes ses entreprises, il avait perdu

Genève et le pays de Vaud. En 1518, aux droits qu'il avait sur Genève comme héritier des ducs, il avait réuni, par suite d'un traité, les droits temporels de l'évêque; et il voulut ouvertement se rendre maître de la ville. Alors une ligue formidable se forma contre lui. Les *Eignots* (mot dérivé de *eidgenossen*, alliés, première origine du mot *huguenots*) appelèrent à leur aide l'armée de Fribourg, puis celle de Berne. Après diverses alternatives d'une lutte qui dura près de dix-huit ans, Genève demeura libre, et le canton de Vaud reconnut la domination de Berne (1535).

Vaincu de toutes parts, voyant son pays occupé par l'ennemi, Charles III n'y put tenir. Il tomba malade de chagrin, et mourut à Savillan, le 16 septembre 1535.

Son fils et successeur Emmanuel-Philibert venait de recevoir le commandement de l'armée impériale en Lorraine et en Alsace. Ses aînés étant morts en bas âge, ce jeune général de vingt-cinq ans avait à reconquérir d'abord, et à gouverner ensuite la Savoie et le Piémont. Il fallait replacer sur sa base l'édifice dont Charles III avait laissé saper les fondements. Emmanuel-Philibert entreprit résolument l'œuvre difficile qui lui était échue; et c'est en y travaillant qu'il mérita le nom de *Tête-de-Fer*. C'était en tout l'opposé de son père. Il laissa les généraux français entrer dans ses États; et, marchant droit au but, il porta, de son côté, la

grande guerre au cœur du pays ennemi. Ce prince fut longtemps l'admiration de la France avant d'épouser la fille de son roi. Mais la nation chevaleresque a toujours rendu justice à tout le monde : elle est assez riche en gloire pour que celle des autres ne lui porte pas ombrage.

Après avoir mentionné les exploits du duc de Savoie au siège de Metz et au combat de Renti, arrivons donc directement au 10 août 1557. Charles-Quint avait abdiqué; son fils, Philippe II, continuait la guerre contre le fils de François Ier. Soixante mille Espagnols, sous les ordres du duc de Savoie, étaient rangés devant Saint-Quentin. L'amiral de Coligny était dans la ville; le connétable de Montmorency venait d'accourir à son secours et tenait la campagne. Dire qu'on se battit avec courage de part et d'autre serait un soin superflu. Ce qu'il est important de constater, c'est que le duc de Savoie exécuta les plus habiles manœuvres, tandis que les chefs de l'infanterie française commirent la faute de l'engager dans un terrain bourbeux. Impossible d'avancer; il fallut se rendre. Le connétable de Montmorency, le maréchal de Saint-André, le duc de Longueville, trois cents gentilshommes et quatre mille soldats devinrent prisonniers d'Emmanuel-Philibert, qui voulait frapper un grand coup et marcher sur Paris. Heureusement pour la France, le roi d'Espagne venait d'arriver. Ses irrésolutions donnèrent au

duc de Guise le temps de revenir d'Italie et de lever une nouvelle armée. Charles-Quint, du fond de sa retraite, écrivit que son fils ne savait pas profiter de la victoire.

L'année suivante on négocia : le 3 avril 1559, la paix de Cateau-Cambrésis termina cette guerre, à laquelle toute l'Europe s'intéressait. Deux mariages devaient sceller la bonne entente rétablie entre les souverains. La fille aînée du roi de France, Élisabeth, devenait reine d'Espagne. Quant au duc de Savoie, il s'alliait à une princesse qui devait être la providence de ses peuples et les consoler de tous leurs malheurs ; il devenait l'époux de Marguerite de France, fille de François Ier. Les noces du roi d'Espagne furent célébrées les premières. On sait quel triste événement vint jeter sur elles un voile de deuil. Le roi de France, Henri II, ayant rompu des lances pendant deux jours, fut blessé mortellement, à la fin du troisième, par Montgomery, capitaine de sa garde écossaise. Emmanuel-Philibert vit que le roi n'avait que peu de temps à vivre, et, concevant des craintes pour son mariage, il alla le trouver au palais des Tournelles. Henri II comprit ; il fit venir sa sœur, et on leur donna la bénédiction nuptiale dans sa propre chambre, le 9 juillet. Le roi expira le lendemain, heureux de laisser la paix à son royaume.

Le duc de Savoie emmena sa nouvelle épouse, et put rentrer en triomphe dans ses États ; il parvint

même à y joindre quelques nouvelles possessions. A l'exemple de son père, il protégea les savants et se fit gloire désormais d'améliorer la justice et l'administration des finances. Marguerite l'aida dans cette noble tâche. Elle mit tous ses soins à attirer à l'université de Turin les jurisconsultes les plus fameux, et à prodiguer des encouragements aux jeunes gens qui donnaient des espérances pour l'avenir. Puis pour tous ceux qui avaient souffert elle fut si douce, si charitable, qu'on l'a nommée la *mère des peuples*. Elle descendit dans la tombe le 14 septembre 1574. Son mari lui survécut quelques années seulement, et mourut à cinquante-deux ans, le 30 août 1580, après avoir créé la *chambre des comptes* de Turin, sur le modèle de celle de Chambéry. Il laissait à son fils des États pacifiés et agrandis.

CHAPITRE IX

LES DERNIERS DUCS DE SAVOIE

Charles-Emmanuel Ier, *le Grand* (1588-1630). — Victor-Amédée Ier (1630-1638). — Charles-Emmanuel II (1638-1677).

Si la fermeté de son caractère, sa volonté énergique et son héroïque intrépidité ne l'eussent fait nommer *Tête-de-Fer,* Emmanuel-Philibert eût été infailliblement qualifié de *Grand.* C'est à lui que la dynastie de Savoie doit le plus ; car jamais elle ne s'était vue en si grand péril, et jamais elle n'était sortie plus glorieusement de circonstances difficiles. Le surnom qu'il aurait dû porter fut accordé à son fils Charles-Emmanuel. Nous verrons plus tard jusqu'à quel point il l'a mérité. Mais, avant de commencer le récit des événements accomplis pendant les cinquante années de son règne, il n'est pas sans intérêt d'ouvrir les chroniques du

temps pour apprendre à connaître ce prince à qui la Providence confia, au commencement du XVIIe siècle, les destinées d'une nation voisine de la France. « Charles-Emmanuel, dit un vieil historien, était savant, ami des gens de lettres; il parlait très bien le français, l'espagnol et l'italien; avait une grande mémoire, un jugement merveilleux, la repartie ingénieuse, et un talent admirable pour pénétrer dans les secrets des princes et gagner les cœurs.. Ses principales pensées étaient pour la guerre, où il acquit tant d'estime, qu'il a passé pour un des plus braves capitaines de son siècle. Il fut aussi magnifique en palais et en églises. Mais l'éclat de tant de vertus fut obscurci par des défauts considérables. On l'a blâmé d'une ambition irréfléchie, de peu de fidélité à garder sa parole, et d'une certaine tendance à la débauche. » Ce portrait est complet; il s'explique parfaitement par la généalogie. C'est le sang de Philibert-Emmanuel et de François Ier : vices et vertus, qualités et défauts, tout se trouve dans ces deux noms. Les faits vont d'ailleurs justifier de tout point les traits fondamentaux esquissés dans ces lignes. Nous reviendrons plus tard sur les encouragements donnés aux lettres et les embellissements des cités : occupons-nous d'abord de la partie politique du règne.

Ici se voit immédiatement la preuve de l'ambition du duc de Savoie. Peu scrupuleux observa-

teur de la foi jurée, il ne songe qu'à reculer les limites de ses États par tous les moyens, quels qu'ils soient. Doué d'une grande imagination, il prend ses désirs pour des possibilités et rêve toute sa vie les plus hautes destinées. Dès le début de son règne, profitant des troubles qu'occasionnaient en France les efforts de la Ligue, il s'empare du marquisat de Saluces. C'était peut-être un peu son droit, car la façon dont François Ier était entré en possession de ce pays en 1529, n'était pas complètement irréprochable. Mais il eut le tort de faire graver une médaille où d'un côté se trouvait son effigie, et de l'autre un centaure avec un arc bandé, foulant à ses pieds une couronne, celle des comtes de Provence. Il eut surtout le tort de mettre sur l'exergue : *Opportunè* (j'ai saisi l'occasion favorable). C'était montrer qu'il savait à qui il avait affaire. Henri III, en effet, ne releva pas l'injure; mais quand vint Henri IV, ce fut autre chose. Le Béarnais savait être tout à la fois brave et spirituel. Il envahit les États de Charles-Emmanuel, s'empara de la Bresse et de quelques places de Savoie, reprit Saluces, et fit la contre-partie de la médaille : Hercule terrassant le centaure, avec ce mot : *Opportuniùs*. Enfin la paix fut conclue en 1601. L'état de choses qu'elle a créé devait être définitif. La Bresse, le Bugey et le bailliage de Gex furent cédés à la France; ils font aujourd'hui partie du département de l'Ain.

Mais la Savoie n'y perdit rien : la possession du marquisat de Saluces, qui mettait à couvert les villes piémontaises, lui fut assurée. Deux grands souvenirs se rattachent à cette guerre de 1600 et au traité de paix qui la termina.

Le général à qui le roi de France avait confié le commandement de l'expédition contre la Savoie était Charles Gontaut de Biron, duc et maréchal de France, gouverneur de Bourgogne, autrefois l'ami et le compagnon d'armes de Henri IV. Comblé de tous les honneurs, Biron n'était pas satisfait. Dévoré par l'ambition, qui était la fièvre de ce temps comme la soif de l'or est celle du nôtre, il voulait une couronne; le roi d'Espagne et le duc de Savoie avaient eu l'habileté de lui en faire espérer une, et il les avait écoutés. Nous regrettons de le dire, lorsqu'il s'agit d'un homme aussi brave et qui avait rendu jadis de si grands services ; mais l'histoire lui reproche, preuves en main, d'avoir communiqué tous ses plans de campagne à Charles-Emmanuel, qu'il avait mission de combattre, et de ne s'être décidé à vaincre que lorsqu'il y fut contraint par les ordres pressants et réitérés du roi de France. Abandonné lors de la conclusion de la paix par le duc de Savoie, Biron n'en continua pas moins ses menées criminelles. On sait quelle en fut la triste conclusion. La tête qui voulait ceindre une couronne royale fut abandonnée au bourreau et roula sur l'échafaud (1602) : triste fin pour un

grand homme de guerre; mais juste punition d'un traître.

Jetons un voile sur cet épisode; nous avons à parler d'un saint évêque, d'un grand homme : c'est le second souvenir auquel nous faisions allusion. Saint François de Sales, fils de François, seigneur de Sales, et de Françoise de Sionnaz, était né le 21 avril 1567, dans le manoir héréditaire de sa famille (diocèse de Genève). Il fit ses premières études au collège d'Annecy. Entraîné de bonne heure par ses goûts vers l'état ecclésiastique, il n'osa pas cependant refuser à sa famille la satisfaction qu'elle désirait. Il fit l'expérience de la vie du monde; il habita les grandes villes, et fut quelque temps étudiant. A Paris il apprit les langues vivantes, la philosophie et la théologie; à Padoue, le célèbre Pancirole lui enseigna la jurisprudence; à Rome son esprit s'éleva, son cœur s'éprit de l'amour du beau à la vue des chefs-d'œuvre qui décoraient les temples saints et ornaient les musées de la ville éternelle. Puis il revint dans sa patrie, et fut pendant quelque temps un des plus brillants avocats au sénat de Chambéry. Mais il avait acquis par son obéissance le droit de suivre désormais sa vocation : il entra dans les ordres, et devint prévôt de l'église de Genève. C'est alors que, jeune encore, il fut chargé de prêcher des missions dans les vallées du Chablais, où se trouvaient en grand nombre des

zwingliens et des calvinistes. Son éloquence douce et persuasive, sa parole émue et attachante, le spectacle de sa vie si mortifiée et si vraiment chrétienne, en convertirent un grand nombre; et l'*apôtre du Chablais* (c'est le nom que lui donna le pape Clément VIII) devint évêque *in partibus* de Nicopolis et coadjuteur de l'évêque de Genève. Son humilité était telle, qu'il fallut un ordre formel du souverain pontife pour lui faire accepter ces hautes dignités. Il fut mandé à Rome, où le père des fidèles voulait entendre de sa propre bouche le récit de sa mission. En 1601 il vint en France, député par le duc de Savoie à la cour du roi Henri IV. Quel était l'objet de sa mission? On a cru qu'il s'agissait de traiter de la paix. Rien ne nous autorise cependant à l'affirmer. Ce qui est plus certain, c'est qu'il fut accueilli à Paris de la manière la plus flatteuse. Henri IV, qui avait su l'apprécier, voulait le retenir; mais toutes ses instances furent inutiles. Le saint prélat repassa les monts, et devint peu après évêque de Genève par la mort du précédent titulaire.

En 1618 il revint une seconde fois à Paris, ayant une mission publique et parfaitement déterminée. Mais ceci nous oblige à revenir un peu en arrière. Nous n'avons rien dit encore de la famille du duc Charles-Emmanuel. Cinq ans après son avènement, il était allé à Saragosse épouser Catherine d'Autriche, fille de Philippe II, roi d'Es-

pagne, et d'Élisabeth de France. Cette princesse mourut en 1597, à peine âgée de trente ans, laissant une nombreuse postérité. L'aîné de ses fils mourut en Espagne, à dix-neuf ans; le second fut duc sous le nom de Victor-Amédée Ier; le troisième fut grand prieur de l'ordre de Malte et vice-roi de Sicile; le quatrième entra dans les ordres, et devint cardinal. Quant au cinquième, Thomas François de Savoie, il a des titres à notre attention spéciale. D'abord ce fut un grand homme de guerre; il commanda les armées du roi Louis XIII de 1643 à 1655. Puis il fut la tige des princes de Savoie-Carignan, qui sont devenus en 1831 rois de Piémont par suite de l'extinction de la branche aînée. Outre ces cinq fils, Charles-Emmanuel eut aussi deux filles; mais, de tous ces enfants, celui dont nous avons à nous occuper c'est le second, Victor-Amédée, devenu en 1605, par la mort de son frère aîné, héritier présomptif de la couronne ducale. En 1618, son frère Maurice, cardinal de Savoie, et saint François de Sales vinrent en France demander pour lui la main de Christine, fille de Henri IV.

Le mariage fut conclu la même année. Cette union matrimoniale avait été habilement négociée par Philibert Favre, premier président du sénat de Chambéry, l'auteur du code appelé depuis le *code Fabrien*. Ce célèbre magistrat eut pour fils Claude Favre, seigneur de Vaugelas, qui depuis

quitta la Savoie pour se fixer à Paris, entra à l'Académie dès l'époque de sa fondation, et devint un des plus célèbres réformateurs de la langue française. Les relations entre la France et le Piémont étaient dès cette époque si fréquentes et si faciles, que les deux pays s'empruntaient mutuellement, si l'on peut parler ainsi, leurs littérateurs, leurs peintres, leurs artistes, en un mot, leurs hommes remarquables en tout genre. Ainsi, pendant que Vaugelas, originaire du Piémont, s'inscrivait au nombre des membres de l'Académie française, Jacques Blanchard, né à Paris, et devenu de bonne heure un des premiers coloristes de l'époque, était arrêté au passage, à Turin, par le duc de Savoie, qui lui commandait un assez grand nombre de tableaux. D'autre part, Léonard Botal, un des plus chauds partisans de la fréquente saignée, quittait Asti, sa ville natale, pour devenir le médecin du roi Henri III et du duc d'Alençon. Dans cet échange, la Savoie perdait en apparence beaucoup plus qu'elle ne gagnait, car elle aurait eu besoin de toutes les intelligences du siècle pour devenir à son tour un centre artistique et littéraire. C'était le rêve que Charles III aurait réalisé s'il lui eût été donné de vivre en paix. Emmanuel-Philibert et son fils eurent le mérite de continuer aux lettres et aux arts cette protection intelligente.

Citons rapidement quelques-uns des noms dont

le Piémont put s'enorgueillir sous ces trois règnes. Charles III s'attacha Jérôme Cagnoli, célèbre jurisconsulte de Verceil, qu'il fit conseiller d'État et chevalier de Saint-Lazare; Jacques Castalde, géographe piémontais, qui publia en 1540 plusieurs cartes très estimées des diverses contrées d'Europe, d'Asie et d'Afrique; puis surtout le poète Paul Cerratus, né à Albe-Pompéienne. Celui-ci, suivant l'usage du temps, fit des vers latins, et eut le tort d'être un peu trop emphatique; mais on ne peut lui refuser la force et la mesure. Emmanuel-Philibert choisit pour son aumônier et son conseiller ordinaire Angelo Giustiniani, qui avait apporté de Chio à Padoue et à Gênes d'excellents manuscrits grecs, et qui a laissé plusieurs volumes de poésies. Nous avons déjà dit qu'il eut en haute estime le président Favre. Quant à Charles-Emmanuel, nous venons de le montrer retenant à sa cour le peintre Blanchard. Il fit aussi les plus grands efforts pour s'attacher Gabriello Chiabrera, le *Pindare de l'Italie*. N'ayant pu y réussir, il confia du moins l'éducation de ses enfants à Giovanni Botero, historien d'un haut mérite, qui fit faire de grands progrès à la langue italienne, et dont les ouvrages sont encore aujourd'hui très estimés par les critiques. Il décida Fulvio Testi à lui dédier une édition de ses *Rime e Canzone*, et ne négligea aucune occasion d'encourager les talents qui se révélaient à lui dans tous les genres.

Voici quelle fut, pour ce prince, la grande gloire, celle que la postérité a consacrée par un titre magnifique. Pour achever de dire tout le bien et rappeler tous les grands souvenirs, ajoutons vite que, non content d'embellir la ville de Nice, il y créa un sénat, troisième cour suprême chargée de vider en dernier ressort les différends judiciaires (sénat de Chambéry, sénat de Piémont, sénat de Nice). Si maintenant de ces hauteurs sereines de l'intelligence on redescend à la partie politique du règne, tout se réduit, il faut le dire, à de grandes aspirations, à des rêves insensés; tout au plus l'histoire a-t-elle à enregistrer quelques rares succès militaires, puis pour résultat final de sérieux échecs. Nous serons très concis en ce qui concerne les faits de cette nature; quelques lignes d'ailleurs suffiront grandement pour tout dire.

Lorsqu'il prit Saluces, au début de son règne, Charles-Emmanuel se fit proclamer par les ligueurs comte de Provence. Mais un pareil titre ne pouvait suffire à son ambition : il songea sérieusement à devenir roi de France. Arrêté court par Henri IV, il tourna ses vues d'un autre côté. En 1619, l'empereur Matthias étant décédé sans postérité, trois concurrents se présentèrent aux suffrages des électeurs : Frédéric, prince du Palatinat; Ferdinand, roi de Bohême, et Charles-Emmanuel. Ferdinand fut élu; le duc de Savoie eut le bon esprit de se tenir pour battu; mais

l'électeur palatin, furieux de sa défaite, se mit à la tête du parti protestant en Allemagne. Les grandes luttes commençaient alors de toutes parts en Europe : celle-ci fut promptement étouffée; d'autres sujets de querelle allaient survenir. La France, sous l'habile direction que lui imprime le cardinal premier ministre de Louis XIII, entre dans l'arène avec une pensée fixe : affaiblir à tout prix la maison d'Autriche, dont les deux branches, dominant en Autriche et en Espagne, avaient une trop grande prépondérance dans les affaires européennes.

Subordonnant tous ses actes à cette pensée, Richelieu ne craint pas de faire la guerre au pape, et, comme il le dit lui-même, de scandaliser le monde. En 1626, les Espagnols voulaient donner au souverain pontife la Valteline, qui depuis quinze ans s'était volontairement soumise aux Grisons. Richelieu intervient, prend le parti des Grisons et leur assure la victoire. Le duc de Savoie, alors engagé avec Gênes dans une discussion de frontières, laissa Richelieu battre les Espagnols. Ceux-ci lui en gardèrent rancune, et l'abandonnèrent à leur tour aux armes de la France, en 1628. Cette fois il s'agissait de la possession du duché de Mantoue. Vincent de Gonzague, dernier duc, venait de mourir. L'héritier légitime était Louis de Gonzague, duc de Nevers, descendant du troisième fils de Frédéric II de

Mantoue. Son père avait été en France un des chefs de la Ligue, mais s'était rallié sincèrement à Henri IV. Le cardinal de Richelieu soutint hautement ses droits sur le duché; et Louis XIII, sentant le vieux sang des rois chevaliers s'échauffer dans ses veines, se mit lui-même à la tête d'une armée, faisant des rêves de gloire. Le duc de Savoie eut la malencontreuse idée de vouloir s'opposer à son passage. Les Espagnols, qui désiraient, comme lui, mettre la main sur Mantoue, s'allient avec lui, mais en lui témoignant une grande défiance. Il en résulte que l'armée piémontaise et l'armée espagnole commettent la faute de ne pas combiner leurs opérations, et se font battre isolément.

Louis XIII arrive au pied des Alpes avec vingt-cinq mille hommes, culbute les divisions de Charles-Emmanuel, force le pas de Suze, pousse jusqu'aux lignes espagnoles, et fait lever le siège de Casal. Richelieu suivait en négociant les progrès de l'armée française. La paix fut signée à Suze à la fin de l'année 1629. Le duc de Savoie se jeta alors tout entier dans un autre projet. Depuis près de deux siècles, les princes de sa maison avaient hérité du titre de *rois de Chypre et de Jérusalem,* que la fille du roi Jean III avait légué au duc Charles Ier, et qu'aujourd'hui encore Victor-Emmanuel II inscrit sur l'exergue de sa monnaie. Charles-Emmanuel voulait que ce fût autre chose

qu'un vain titre; il avait rêvé de se mettre en possession de ce royaume. Encore une fois il lui fallut subir une déception. Humilié de voir tous ses projets déçus, il tomba malade, et mourut à Savillan, le 26 juillet 1630.

Victor-Amédée I[er] devenait donc duc; c'était le beau-frère de Louis XIII; mais il trouva la guerre recommencée, il la continua. Toutefois deux traités, conclus à Ratisbonne et à Chérasque, rétablirent la paix (1631). Le duc de Nevers fut définitivement investi du duché de Mantoue, à l'exception de quelques districts cédés à Victor-Amédée. Celui-ci ne trouva cependant pas que ce fût assez; il réussit à s'agrandir encore aux dépens de son voisin, et lui prit notamment la ville d'Albe sur le Tanaro. Cette fois Richelieu le laissa faire: il méditait en ce moment de grands projets, qui contiennent peut-être en germe la meilleure solution possible de la question italienne. C'était aussi, du reste, l'idée de Sully, qui voulait, nous dit-il dans ses *Économies royales*, organiser en Italie entre tous les princes une *confédération nationale*. De cette façon, se soutenant les uns les autres, ils étaient plus forts, et veillaient même aux intérêts de la péninsule, dont l'influence autrichienne eût été bannie à tout jamais. C'est avec de semblables idées que Richelieu, voulant pousser les armées françaises contre l'Autriche, entra en relations avec les princes italiens. En 1635

avait été rédigé un projet de ligue approuvé par le pape Urbain VIII, et auquel avaient adhéré le Piémont, Mantoue, Parme et Modène. Victor-Amédée signa un traité formel d'alliance avec Louis XIII, et fut nommé généralissime des troupes françaises en Italie. Son commandement fut inauguré par des succès. En 1636, il remporta sur le marquis de Leganez un avantage à Fornavento, et, en 1637, une victoire décisive à Monbaldone. En 1638, il était à Verceil, se préparant à continuer le cours de ses succès, lorsqu'une mort subite vint l'arrêter court et déranger tous les plans. Le décès de Richelieu, qui suivit de près, ajourna pour longtemps toute entreprise en faveur de l'indépendance italienne.

Victor-Amédée laissait deux enfants en bas âge. François-Hyacinthe, qui fut proclamé le premier, ne vécut pas, et laissa la couronne ducale à Charles-Emmanuel II. Celui-ci n'avait que quatre ans. Il y eut donc une longue minorité, pendant laquelle la duchesse Christine de France, digne et courageuse fille de Henri IV, eut occasion de déployer les plus grandes qualités. Les princes de Savoie, poussés par les Espagnols, qui voulaient prendre leur revanche, excitèrent des troubles dans le duché et tendirent même à le démembrer. Mais la France soutint la fille de son roi, et la mit en mesure de gouverner paisiblement. Coni, Quiers et Turin, dont les princes rebelles s'étaient

emparés, et où les Espagnols s'étaient hâtés de mettre garnison, durent se rendre à l'armée française, que commandait Henri de Lorraine, comte d'Harcourt. Le siège de Turin fut un des plus mémorables. En 1643, le comte d'Harcourt, ayant cerné la ville, était parvenu à empêcher toute communication avec le dehors. Il voulait prendre les assiégés par la famine. Mais une armée arrive au secours de Turin, et l'affame lui-même dans ses retranchements. La position devenait dangereuse; toutefois le général français tint bon. Quand on lui parla de trêve, il répondit : « Attendez que mes chevaux aient mangé toute l'herbe qui est autour de Turin, et que nos soldats aient mangé tous les chevaux de l'armée, alors je verrai si je dois lever le siège. » Les assiégés, de leur côté, se défendirent avec un grand courage. Ils firent vingt-neuf sorties; mais enfin il fallut se rendre. Le 17 septembre 1640, l'autorité de la duchesse régente de Savoie fut rétablie à Turin. L'année suivante, Coni rentra dans l'obéissance; et dès lors les Espagnols n'essayèrent plus de continuer la lutte, ils se retirèrent du Piémont.

Devenu majeur en 1648, Charles-Emmanuel se montra toujours très reconnaissant envers les Français, qui lui avaient conservé sa couronne. A l'intérieur, il gouverna avec sagesse, mettant sa gloire à continuer aux lettres et aux arts l'intelligente protection dont quelques-uns de ses prédé-

cesseurs lui avaient donné l'exemple. Son précepteur, Aloysius Juglaris, a laissé la réputation d'un orateur distingué : il s'est surtout exercé dans le genre de l'oraison funèbre, qui devait, dans ce même siècle, donner tant de gloire à nos grands orateurs français. Juglaris laissa aussi, comme devaient le faire Bourdaloue et Massillon, un *Carême* et un *Avent*. Millet de Chales, issu d'une famille noble de Savoie, publia divers ouvrages de mathématiques, et un cours de navigation qui est regardé comme un chef-d'œuvre. Il vint professer à Paris, puis mourut à Turin en 1678. Enfin le grand ouvrage historique dans lequel ont puisé tous ceux qui se sont occupés depuis des destinées du duché de Savoie fut publié en 1660. Samuel Guichenon, né à Mâcon, avocat à Bourg en Bresse, avait commencé par publier l'histoire de la Bresse et du Bugey. Puis, entraîné par ses études, et cédant à l'attrait du sujet, il fit paraître en deux volumes in-folio l'*Histoire généalogique de la maison royale de Savoie*. C'était un véritable monument historique. Charles-Emmanuel, appréciant le mérite de l'auteur, lui adressa de vifs remerciements et le combla de biens.

Ce prince fut obligé de porter ses armes contre les Vaudois des vallées de Luzerne et Engrogne, qui abattaient les églises, insultaient les missionnaires et assassinaient même les prêtres. Tous les protestants de l'Europe prirent part à la que-

relle, qui ne fut terminée que par la médiation du roi de France. Charles-Emmanuel était demeuré aussi toujours en défiance contre les Espagnols, et il eut avec eux diverses difficultés. On les obligea de lui faire raison lors de la paix des Pyrénées (1659). Marié deux fois, il n'eut d'enfants que de sa seconde femme, Marie de Savoie, duchesse de Nemours. Il mourut le 12 juin 1675. C'était un prince intelligent et plein de bonnes intentions. Lorsqu'il mourut, le duché était prospère.

LIVRE TROISIÈME

LES ROIS DE SARDAIGNE

CHAPITRE X

VICTOR-AMÉDÉE II

(1677-1732)

Victor-Amédée II, né le 14 mai 1666, était encore mineur à la mort de son père, Charles-Emmanuel. La régence fut exercée par Marie de Nemours, sa mère, qui lui fit épouser, en 1685, Anne d'Orléans, nièce de Louis XIV, espérant ainsi lui assurer la protection de la France. Mais le nouveau duc possédait au plus haut degré cette facilité d'évolutions qu'on est convenu, depuis Machiavel, de nommer de l'habileté en politique. Suivant les promesses qui leur sont faites et les chances d'avenir qu'ils croient entrevoir, de tels hommes changent d'alliance sans souci des liens de famille ou des relations d'amitié. Inspirés dans leurs choix, ils finissent par tirer un parti sérieux de leurs manœuvres et grandissent la fortune de leur maison. C'est le résumé du règne de Victor-

Amédée. En agissant de la sorte, songea-t-il réellement au bien de ses peuples, ou fut-il préoccupé des intérêts de son ambition personnelle? Ce que nous pouvons dire, c'est qu'il est certain qu'un particulier qui agirait ainsi se rendrait méprisable; mais, lorsqu'il s'agit de la chose publique, on a dit, il y a longtemps, que le salut est la suprême loi. Même en pareil cas, les crimes doivent toujours être sévèrement blâmés, et tôt ou tard la Providence les punit. Quant aux actes purement politiques, il est souvent difficile de les juger, parce que les motifs n'en sont pas bien connus. Prince intelligent, bon général, guerrier courageux, habile diplomate, Victor-Amédée se trouva placé à la tête du duché de Savoie à une époque difficile. Il fut longtemps malheureux; mais en somme il finit par augmenter ses États et changer sa couronne ducale en une couronne royale.

Il n'avait encore que treize ans lorsque sa mère demanda pour lui en mariage l'infante de Portugal, fille du prince régent don Pedro. C'était s'attaquer à la constitution portugaise, qui défendait formellement aux filles héritières de prendre un époux en pays étranger, sous peine de privation d'hérédité. Cependant les états, consultés à ce sujet, accordèrent les dispenses nécessaires; les articles du contrat furent signés le 14 mai 1679, et les fiançailles célébrées à Lisbonne, par procureur, le 25 mars 1681. L'année suivante, la flotte por-

tugaise parut devant Nice pour prendre le duc et l'emmener en Portugal; mais, sous divers prétextes, il ne partit point. Le mariage se rompit; et, le 10 avril 1684, le duc Victor-Amédée épousa Anne-Marie, seconde fille de Monsieur, frère de Louis XIV, et de la princesse Henriette d'Angleterre. La sœur aînée de la nouvelle duchesse, Marie-Louise, était reine d'Espagne, ayant contracté alliance avec Charles II. Victor-Amédée se trouvait donc neveu du roi de France et beau-frère du roi d'Espagne à une époque où la France et l'Espagne étaient en guerre. La maison de Bourbon tendait à abaisser la puissance de la maison d'Autriche, qui, par ses possessions en Allemagne, en Italie, dans les Pays-Bas, en Espagne et dans les Indes, avait eu longtemps une influence prépondérante. Rester neutre dans de telles circonstances était difficile; il fallait choisir : toute la question était de faire un bon choix. Victor-Amédée, suivant l'expression célèbre d'un homme d'État de nos jours, commença par étonner le monde de son ingratitude.

En 1686, les troupes françaises l'avaient aidé à chasser complètement des vallées d'Engrogne et de la Luzerne ces mêmes Vaudois contre lesquels son père avait eu jadis à combattre. A la fin de cette même année, il signait avec les ennemis de Louis XIV la ligue d'Augsbourg. En 1687, sous prétexte d'assister au carnaval de Venise, il se

trouva dans cette ville avec le duc de Bavière et quelques autres princes. Ils prirent ensemble des mesures pour l'exécution des projets de la ligue. En 1690, contraint par les circonstances, Victor-Amédée se déclara ouvertement. Catinat fut immédiatement chargé d'envahir la Savoie. Ce fut, au dire des historiens, une guerre où de part et d'autre on déploya un grand courage et beaucoup d'habileté. Pourtant, le 19 août, le duc de Savoie fit une faute en disposant mal son armée. Catinat, possédant l'avantage du terrain, se hâta d'en profiter, et fit essuyer à son adversaire une défaite complète, en vue de Saluces, près de l'abbaye de Staffarde. Après cette victoire, toute la Savoie fut soumise, à l'exception de Montmélian.

L'année suivante, continuant le cours de ses succès, Catinat passa en Piémont. Il força les ennemis dans leurs retranchements, prend Suse, Vilefranche, Montalban, Nice, jusqu'alors réputée imprenable, Veillance, Carmagnole, et revient faire le siège de Montmélian, qui se défend avec opiniâtreté, mais finit par se rendre. Après tant de succès, l'armée française, ne recevant pas de renforts, était considérablement diminuée; le duc de Savoie, au contraire, avait augmenté la sienne, et était numériquement plus fort que ses vainqueurs. Dans l'espoir qu'en changeant le terrain de la lutte il serait plus heureux, il envahit le Dauphiné, prit Gap et Embrun (1692); mais Ca-

tinat l'obligea de rebrousser chemin et d'abandonner ses conquêtes. Puis enfin, ayant reçu des renforts, le général français passe les Alpes, fond sur l'armée piémontaise, et remporte une nouvelle victoire à la Marsaille (4 octobre 1693) : victoire d'autant plus glorieuse pour Catinat que le prince Eugène de Savoie commandait ce jour-là une division de l'armée piémontaise. Victor-Amédée courut s'enfermer dans Turin. Quelques mois après, il en sortit pour essayer de reprendre ses villes; mais les grands résultats étaient obtenus, il fut impossible d'y rien changer : la Savoie et le Piémont restèrent occupés pendant trois ans par l'armée française.

En 1696, le duc de Savoie était à bout de ressources. La France, malgré ses victoires, ayant eu à lutter également en Hollande, en Franche-Comté, à Gênes et dans le Palatinat, commençait à se sentir épuisée. De part et d'autre on désirait la paix. Le duc de Savoie venait d'être nommé généralissime des armées autrichiennes; mais, nous l'avons dit, il lui en coûtait peu de rompre ses engagements. On lui proposait de lui rendre son pays et de faire contracter à sa fille une illustre alliance; il n'hésita pas. Le pape Innocent XII, qui prenait part à la négociation, désirait que les Français et les Impériaux s'engageassent, chacun de leur côté, à laisser l'Italie neutre. Le duc de Savoie promit d'obtenir cette neutralité. La paix

de Ryswick fut enfin conclue (1697). Elle rendit pour quelque temps le repos à l'Europe. En ce qui concerne le duc de Savoie, on lui rendit ses États, après avoir fait raser les fortifications de toutes les places de guerre. Puis sa fille aînée, Marie-Adélaïde, fut amenée en France, où elle épousa, le 7 décembre 1697, le duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV. Elle fut la mère de Louis XV. Quatre ans après, sa sœur, Marie-Louise-Gabrielle, contracta mariage avec le frère du duc de Bourgogne, qui devenait roi sous le nom de Philippe V. Mais ceci nous oblige à revenir en arrière, et à donner quelques explications.

La postérité de Charles-Quint venait de s'éteindre en Espagne. La branche d'Autriche subsistait seule. Devenu maître, à l'âge de quatre ans (en 1664), de l'Espagne, de la Lombardie, de la Sicile et des Indes, Charles II était mort à trente-huit ans sans laisser de fils. Malade depuis longtemps, il s'était senti dépérir et avait eu cette étrange destinée de voir les souverains de l'Europe se disputer à l'avance sa succession. En 1696, en 1698, en 1700, l'Empereur, le roi de France, le roi de Hollande et le duc de Savoie avaient conclu des traités par lesquels ils disposaient de la monarchie espagnole. Charles II, de son côté, songeait à se choisir un héritier. Léguer ses possessions à la branche aînée de la maison d'Autriche, réunir ainsi dans une seule main de si vastes

domaines, il n'osait pas le faire, craignant, avec quelque raison, que l'Europe ne voulût pas reconnaître un pareil testament. Après quelques hésitations, il fixa son choix sur le duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, et par conséquent son petit-neveu, puisque le roi de France avait épousé sa sœur Marie-Thérèse. Les grands d'Espagne, qui avaient suggéré au roi cette pensée, lui firent observer que c'était rendre justice aux droits du sang. Le pape Innocent XII, consulté, songea qu'il était de l'intérêt de l'Italie, en tout état de cause, d'affaiblir l'Autriche. Il donna sa pleine approbation aux plans de Charles II; et c'est ainsi qu'au mois de novembre 1700, Philippe V devint chef de toute la monarchie espagnole, la Lombardie comprise. Le 11 septembre 1701, il épousa la fille du duc de Savoie.

Quel fut en Europe l'effet de cette révolution, que le grand roi avait, dans un moment d'orgueil national, résumée dans une phrase restée populaire : « Il n'y a plus de Pyrénées? » Parole imprudente qui nous donne la clef de ce qui va suivre. Depuis deux siècles, la maison d'Autriche était prépondérante en Europe; c'était l'ennemi commun. Maintenant c'est la France qui s'élève à mesure que l'Autriche s'abaisse : c'est à la France que tous les politiques qui se croient habiles vont vouer une haine implacable. C'est à ce point de vue qu'il faut envisager la guerre de la succession

d'Espagne. Jamais assurément roi ne fut plus légitime que Philippe V; il avait pour lui la règle ordinaire des successions, le testament de son prédécesseur et le consentement des peuples. L'Espagne l'avait désiré ; la Lombardie l'avait accepté avec joie. Victor-Amédée, devenu son beau-père, semblait devoir être pour lui un allié sûr. Selon toutes les prévisions humaines, il devait donc être solide sur son trône et gouverner en paix. Cependant il fallut que la France soutînt douze années de guerre pour parvenir à ne lui conserver qu'une partie de ses possessions, et le duc de Savoie fut, pendant ces douze années, au premier rang parmi ses ennemis. Toutes les ambitions déçues par son avènement se dressèrent contre lui, et, après un moment de stupeur et d'hésitation, en appelèrent au sort des armes. L'empereur d'Autriche et le roi d'Angleterre Guillaume III levèrent des armées. Le duc de Savoie avait accepté le titre de généralissime des armées de France et d'Espagne; il recevait en cette qualité deux cent mille francs par mois. Ce n'était pas assez; il lui fallait une partie du Milanais. On eût pu le calmer peut-être; on eut le tort de le traiter avec hauteur et de froisser son amour-propre. C'est une faute, il faut le dire, que les Français commettent souvent : cette fois ce fut la source de grands malheurs.

Tenu dans un état d'irritation continuelle, et

par les dédains des généraux de Louis XIV, et par la conduite de Philippe V, qui le tenait à distance par raison d'étiquette, Victor-Amédée n'attendait qu'une proposition de l'Autriche. Il commença cependant par combattre vaillamment à côté des Français. Mais, au mois de janvier 1703, l'Empereur lui promit le Montferrat-Mantouan, Alexandrie, Valence, les pays entre le Pô et le Tanaro; l'Angleterre lui offrit des sommes considérables. Il accepta. Louis XIV veillait. Dès qu'il fut assuré que le traité était signé, il fit désarmer trois mille hommes de troupes piémontaises qu'on avait eu la maladresse de laisser à sa merci. C'était faire immédiatement acte de guerre. Ainsi, à la fin de l'année 1703, l'empire d'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre et le Piémont étaient alliés contre la France, et les plus grands généraux du temps commandaient leurs armées. Le prince Eugène de Savoie était à la tête des Impériaux. Churchill, duc de Marlborough, surnommé *Cold-Head* (tête froide), commandait les troupes d'Angleterre et de Hollande. Les Français, qui ont l'habitude de rire de tout, ont chansonné Marlborough; déjà tout Versailles avait plaisanté le prince Eugène: il n'en reste pas moins constant que ce furent deux grands capitaines, et qu'ils firent beaucoup de mal à notre pays. Nous ne raconterons pas les défaites qu'ils nous infligèrent à Hochstædt, à Mons, à Malplaquet, l'invasion de la France, le rude hiver

de 1709, et enfin cette immortelle journée de Denain, où le maréchal de Villars, combattant avec le courage du désespoir, sauva la France et la monarchie. De cette mémorable guerre, qui mit toute l'Europe en armes, nous n'avons à voir qu'un côté, ce qui concerne le duc Victor-Amédée.

Il fut d'abord constamment malheureux; mais il y fit preuve des plus grandes qualités : persistance, audace, intelligence, courage ; il déploya tous ces genres de mérite dans les circonstances les plus critiques, et finit par être récompensé. En 1703, on lui prend toute la Savoie, excepté Montmélian, qui ne se rend qu'à la fin de 1705. En 1704, il perd Verceil, Ivrée, Suse, Aoste; en 1705, Verne, Chivas et Nice furent obligés de se rendre. Le pauvre duc n'avait plus que Turin, et le duc de la Feuillade en faisait le siège. Heureusement le prince Eugène arriva de Flandre au mois d'août 1706, et la fortune changea. Les Français, forcés dans leurs retranchements, se virent obligés de battre en retraite : la capitale du Piémont fut délivrée; cette victoire livrait aux Impériaux la haute Italie. Novare, Milan, Pavie, Alexandrie, Pizzighettone, Casal, ouvrirent leurs portes au vainqueur. Ce fut une révolution complète. L'armée française, affaiblie, et n'ayant plus à sa tête les grands généraux qu'on lui enlevait pour les envoyer sur le Rhin, prit le parti de repasser les monts. En 1707, Victor-Amédée rentra dans ses

possessions, auxquelles, pour l'indemniser, on joignit Casal, les places de la Lomelline et Alexandrie. Voulant à son tour prendre l'initiative, il conçut le hardi projet de s'emparer de Toulon. Une flotte anglaise, qui déjà venait de prendre Gibraltar au roi d'Espagne (on sait ce que le gouvernement britannique en a fait depuis), l'assistait en bloquant le port militaire. L'attaque était imprévue, elle fut vigoureuse. Cependant Toulon résista. Les ducs de Bourgogne et de Berri, le maréchal de Berwick et d'habiles ingénieurs accoururent à son secours. On garnit ses remparts de cinq cents pièces de canon ; on cerna Victor-Amédée. Puis avec les grandes chaleurs de l'été vinrent les maladies. Il fallut se résoudre à lever le siège. L'amiral anglais périt dans une tempête, qui engloutit avec lui plusieurs jeunes seigneurs de haute lignée et neuf cents hommes de son équipage. L'armée piémontaise, décimée par la fièvre, repassa le Var.

Les trois années qui suivirent furent employées, de la part de Victor-Amédée, en marches et en contremarches pour envahir la Provence et le Dauphiné, que défendit énergiquement le maréchal de Berwick. Au nord, la guerre continuait avec acharnement. Louis XIV avait été réduit à demander la paix; mais, comme on la lui avait offerte à des conditions humiliantes, il avait fait un appel suprême à la nation ; et la France lui

avait répondu en lui livrant à verser le plus pur sang de ses enfants. Grâce à ces efforts faits en face de l'Europe entière, la victoire était revenue. Vendôme avait vaincu à Villa-Viciosa (1710), et Villars à Denain (1712). Dans l'intervalle de ces deux brillantes journées, l'empereur d'Autriche, Joseph Ier, était mort (27 avril 1711), et son frère, l'archiduc Charles, avait été élu empereur. Le duc de Marlborough s'était retiré : toutes les nations de l'Europe étaient épuisées. On se décida enfin à traiter de la paix.

C'est à ce moment que la fortune se déclara définitivement pour le duc de Savoie, et parut justifier sa conduite. Les Anglais et lui gagnèrent seuls à la paix d'Utrecht. L'Angleterre obligeait la France à démolir Dunkerque, et elle conservait Gibraltar. Quant au duc Victor-Amédée, il acquit les vallées de Houlx et de Pragelas, les forts d'Exilles et de Fenestrelle. Puis il fut mis en possession de l'île de Sicile, et obtint le titre de ROI. Tous ces traités furent signés dans le cours de l'année 1713. Victor-Amédée, qui avait obtenu la Sicile malgré l'opposition formelle de l'Empereur, se hâta d'en aller prendre possession et de s'y faire couronner, à Palerme, par l'archevêque, en présence des troupes et de toute la population. Le roi d'Espagne, Philippe V, fut reconnu par l'Europe ; mais il dut laisser à l'Autriche la libre possession de la Lombardie.

Quelques années après, l'édifice si péniblement élevé à Utrecht fut ébranlé par l'ambition d'un homme d'État. Le cardinal Alberoni, premier ministre d'Espagne, ayant remis de l'ordre dans les finances, rêva de réunir à la monarchie de Philippe V les deux îles de Sardaigne et de Sicile. Il prit, en effet, la Sardaigne à l'Empereur, et la Sicile à Victor-Amédée. Mais, comme en même temps il cherchait à susciter des guerres civiles en France et en Angleterre, et que ses projets furent découverts, l'Europe entière se ligua contre lui; il encourut la disgrâce de son maître, et la paix se fit. Au lieu de la Sicile, Victor-Amédée reçut l'île de Sardaigne (1720). Depuis lors, on comprit sous le nom d'*États sardes* ou de *royaume de Sardaigne* la réunion sous un seul gouvernement de l'île de Sardaigne, de la Savoie, du Piémont, du Montferrat et de quelques autres principautés du nord de l'Italie. La maison de Savoie, qui comptait déjà trente-trois princes, prenait définitivement place dans la grande famille des Majestés royales. Son étoile brillait d'un vif éclat, et dès lors on pouvait prévoir qu'elle deviendrait pour l'Autriche une terrible rivale en Italie.

CHAPITRE XI

CHARLES-EMMANUEL III. — ADMINISTRATION, LOIS, LITTÉRATURE. — ALFIERI.

Charles-Emmanuel III a laissé la réputation d'un prince sage, juste, excellent administrateur en même temps qu'habile guerrier. De son vivant il jouissait d'une grande considération politique, et il sut donner à ses États une prospérité remarquable. Ces traits sont ceux sous lesquels tous les historiens s'accordent à le représenter : il n'est pas sans nécessité de le dire avant d'aborder le récit des événements qui ont attristé le début de son règne.

En 1715, alors qu'il était roi de Sicile, Victor-Amédée perdit son fils aîné, âgé de dix-sept ans, jeune homme dont les brillantes qualités semblaient présager un magnifique avenir. Il lui donna de vifs regrets, et se consacra tout entier à l'éducation de son second fils, qu'il avait jusqu'alors beaucoup négligée. Celui-ci était Charles-

Emmanuel. Intelligent et habile, ce prince était doux et timide, ce qui déconcertait à chaque instant le caractère vif et impétueux du roi Victor-Amédée. Cependant le premier roi de la dynastie de Savoie ne pouvait négliger celui qui était désormais son unique héritier. Il s'occupa lui-même de son instruction : guerre, finances, législation, diplomatie, beaux-arts, manufactures, il lui apprit tout; et aucune affaire sérieuse ne se décidait sans que le prince Charles l'eût préalablement étudiée. Mais, en veillant sur l'intelligence de son fils, Victor-Amédée entendait se réserver à son égard un pouvoir absolu et despotique. Longtemps même après son mariage, le prince de Piémont était aveuglément soumis aux volontés de son père.

En 1730, à l'âge de vingt-cinq ans, il avait déjà fait preuve d'une grande capacité. Victor-Amédée était alors âgé de soixante-quatre ans : après un règne dont les trente premières années avaient été si agitées, il sentait le besoin du repos. Il abdiqua en faveur de son fils. C'était une sorte de mode dans ce siècle; déjà le roi d'Espagne Philippe V et la reine de Suède Christine avaient déposé la couronne. Mais ce que personne n'avait prévu, c'est que, l'année suivante, ce roi déchu voulut reprendre la couronne. Du moins Charles-Emmanuel le crut; il fit arrêter son père au milieu de la nuit, et Victor-Amédée mourut en prison en 1732. On

craignait que Louis XV, petit-fils du monarque prisonnier, n'intervînt en sa faveur ; mais l'indolent roi de France ne prit pas tant de souci ; la captivité et la mort de son aïeul ne parurent pas même l'émouvoir.

Que devons-nous penser de cet événement ? après avoir été un fils soumis, Charles-Emmanuel était-il devenu un enfant dénaturé ? Le jeune homme doux et timide était-il métamorphosé en un méchant roi ? S'il en était ainsi, nous n'aurions à faire entendre que des paroles de blâme, et rien ne saurait excuser le prince coupable de pareils faits. Mais abordons froidement les détails. Autant qu'il est possible de pénétrer les secrets des intrigues de cour, voici ce qui s'était passé. Victor-Amédée, en abdiquant, avait lui-même recommandé à son fils plusieurs ministres, parmi lesquels était le marquis d'Ormea, sa créature, sur lequel il croyait pouvoir compter. D'Ormea n'eut pas d'autre pensée que de devenir le maître absolu. Après avoir annihilé l'influence de ses collègues dans le conseil, il mit tous ses soins à détruire l'ascendant que le père avait conservé, du fond de sa retraite, sur l'esprit de son fils. Victor-Amédée avait épousé secrètement la marquise de Saint-Sébastien. D'Ormea parvint à convaincre le roi Charles-Emmanuel que cette femme était une ambitieuse, qui le ferait assassiner pour replacer son mari sur le trône. On fit si bien que le jeune

monarque crut l'arrestation de son père indispensable aux intérêts de l'État, et la fit ordonner par son conseil des ministres. Quand il sut plus tard la vérité, il n'était plus temps ; son père était mort ; et heureusement il était mort en lui pardonnant, le croyant avec raison indignement abusé.

Quoi qu'il en soit, à partir de 1732 Charles-Emmanuel demeura possesseur paisible et incontesté de la couronne de Sardaigne. Deux guerres de succession lui donnèrent une partie de la haute Italie. On sait que le roi Stanislas, beau-père de Louis XV, déjà nommé roi de Pologne en 1704, fut de nouveau légitimement élu en 1733. Mais l'empereur d'Autriche Charles VI, sans respect pour le droit, sans souci de l'opinion, fit annuler son élection, et parvint à faire nommer l'électeur de Saxe, que des liens de parenté unissaient à la famille impériale. La France prit le parti de Stanislas ; l'Espagne se mit d'accord avec elle ; et le roi de Sardaigne, à qui l'on promit d'accroître ses possessions dans le Milanais, conclut une ligue avec les cours de Versailles et de Madrid. On se battit en même temps sur le Rhin, à Naples, en Lombardie. Quant à la Pologne, qui était le prétexte de la guerre, elle en était bien éloignée ; on la laissait au protégé de l'Empereur, en réservant à son rival un dédommagement. Après deux ans de lutte, le traité de Vienne mit fin à la guerre (1735), Stanislas eut la Lorraine, qui, après lui,

devait être réunie à la France. Le fils du roi d'Espagne obtint le royaume de Naples et de Sicile. Quant à Charles-Emmanuel, l'Empereur lui céda les fiefs de Langhu, et les deux forteresses de Novare et de Tortone.

Dans cette occasion, il avait été l'allié de la France contre l'Autriche. Quelques années plus tard, il fit cause commune avec les ennemis de la France, et il y gagna encore quelques places. Il s'agissait d'une nouvelle succession. L'empereur Charles VI était mort en 1740, et sa fille aînée, Marie-Thérèse, voulait se mettre en possession de son héritage. Mais l'électeur de Bavière, Charles-Albert, et le roi de Saxe, Auguste II, avaient épousé les deux filles de Joseph I[er], frère aîné et prédécesseur de Charles VI; en cette qualité, ils se croyaient fondés à réclamer la couronne impériale. Une guerre s'ensuivit, à laquelle prit part une puissance nouvelle qui venait de s'élever depuis le commencement du siècle. En 1701, la Prusse avait été érigée en royaume en faveur de l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume. Son fils, Frédéric II, était roi, et voulait profiter de l'état de l'Europe pour prendre la Silésie. Marie-Thérèse, déjà reconnue en Bohême, en Hongrie et en Italie, voulait l'Empire intact. La France voulait porter au trône l'électeur de Bavière. De ce conflit d'ambitions et d'intérêts résulta une guerre qui mit derechef en mouvement

les armées de toutes les nations de l'Europe. La Savoie fut de nouveau envahie : le prince de Conti passa les Alpes, puis redescendit dans la vallée du Var, s'empara de Villefranche, de Château-Dauphin, et gagna la bataille de Coni, où cinq mille Piémontais perdirent la vie (1745). Puis après tant de succès vinrent les maladies et les revers. Il fallut rentrer en France avec une armée affaiblie, malade, manquant de tout. On voulut tenter un dernier effort ; mais le combat d'Exilles (1747) fut des plus funestes pour les armes françaises; et enfin, en 1748, on fit la paix. Le roi de Sardaigne obtint, pour récompense de l'appui qu'il avait prêté à Marie-Thérèse, le territoire appelé le Vigévanasque, le pays d'Anghiera, et une partie du duché de Pavie. Ainsi grandissait sans cesse la fortune de la maison de Savoie. Le trente-troisième successeur d'Humbert aux Blanches-Mains possédait une notable portion de la haute Italie.

S'il avait cru le marquis d'Argenson, ministre de Louis XV, il y eût gagné davantage. Revenant au projet de Henri IV et de Richelieu, l'habile ministre avait fait proposer, en 1745, par le marquis de Chauvelin, ambassadeur de France à Turin, une *association perpétuelle des puissances italiques* basée sur l'anéantissement complet de la domination autrichienne. La France sacrifiait sans réserve toutes ses prétentions sur l'Italie ; le

duc de Savoie obtenait la Lombardie, et devenait le protecteur de la nouvelle confédération. « Mais le roi de Sardaigne, écrit d'Argenson, craignait l'opposition de l'Espagne, et il alla bride en main sur cet affranchissement général. »

Quels que soient les motifs qui décidèrent Charles-Emmanuel à refuser les avantages qu'on lui offrait, il se trouvait satisfait de la situation que lui faisait la paix d'Aix-la-Chapelle, et consacra les dernières années de son règne à des travaux d'amélioration intérieure (1748-1773). La législation fut de sa part l'objet de soins tout particuliers. Les divers États soumis à son gouvernement étaient régis par le droit romain, sauf le val d'Aoste, le Milanais et l'île de Sardaigne. Plusieurs villes avaient cependant des statuts qui leur tenaient lieu de droit municipal. Sur le tout s'étaient greffées les ordonnances des princes. Le roi Victor-Amédée, le premier, réunit toutes ces ordonnances, fit rédiger les coutumes, et publia, en 1723, les *lois et constitutions du roi*, revues et modifiées en 1629. Charles-Emmanuel, continuant l'œuvre de son père, publia le recueil connu sous le nom de *Corpus Carolinum*. Il conclut aussi avec la France, le 24 mars 1760, un traité qui fixait les limites des deux États depuis la sortie du Rhône des terres de Genève jusqu'à l'embouchure du Var. Ce fleuve devenait la limite officielle au midi.

Animé des meilleures intentions, Charles-Emmanuel fit tous ses efforts pour procurer à ses sujets la plus grande somme de bonheur possible. Mais il faut reconnaître que les codes en vigueur dans ses États contenaient un certain nombre de dispositions draconiennes, et que si, grâce à la tolérance du prince et à l'intelligence des ministres, elles n'étaient souvent que des armes émoussées, elles suffisaient toutefois à révolter les esprits indépendants. Écoutons, par exemple, ce passage d'un des plus grands écrivains de l'Italie :

« Il y avait alors en Piémont, dit-il, une loi qui, après avoir réglé l'impression des écrits à l'intérieur, portait : « Il est également interdit à « qui que ce soit de faire imprimer des livres ou « d'autres écrits hors de nos États, sans la per- « mission des censeurs, sous peine d'une amende « de soixante écus ou autre châtiment plus grand, « et même corporel, si les circonstances le rendent « nécessaire pour l'exemple de tous. » De cet article de loi il faut rapprocher celui-ci, d'une autre loi : « Les sujets qui habitent nos États ne « pourront s'absenter desdits États sans notre « autorisation écrite. » Entre ces deux entraves, il sera aisé de conclure que je ne pouvais en même temps devenir auteur et rester sujet. Je préférai donc être auteur, et, profondément ennemi comme je l'étais de tout subterfuge et de tout délai, je

pris, pour me *désassujettir*, la voie la plus courte et la plus unie. Vivant, je fis une donation complète de tous mes immeubles libres ou féodaux, ce qui faisait plus des deux tiers du tout, à mon héritier légitime, c'est-à-dire à ma sœur Julie, qui avait épousé le comte de Cumina. Je la fis dans la forme la plus solennelle, la plus irrévocable, ne me réservant qu'une pension annuelle de 14,000 livres du Piémont, ce qui formait peut-être un peu plus de la moitié de tous mes revenus. »

L'écrivain dont nous venons de transcrire les paroles, et dont le caractère exalté, mais noble et généreux, l'esprit indépendant, l'âme fière et hautaine, ont marqué d'un sceau ineffaçable tous les ouvrages sortis de sa plume, est le comte Alfieri, né à Asti le 17 janvier 1749. Son génie poétique et l'influence qu'il a exercée sur ses contemporains exigent que nous lui consacrions une mention toute spéciale. Issu d'une maison noble et riche, Alfieri ne vit dans ces deux avantages qu'un moyen d'arriver à l'entière liberté de ses pensées et de ses actes. Un malheur de famille le confirma encore dans ce projet d'indépendance. Il perdit son père de bonne heure, et sa mère se remaria. Ses premières études furent faibles : il n'apprit ni le latin ni les sciences exactes. Les classiques italiens même lui restèrent inconnus, à l'exception de l'Arioste. En 1763, il commença

l'étude du droit, mais il y fit peu de progrès : la passion des chevaux, qu'il conserva toute sa vie, absorbait dès lors la plus grande partie de son temps, et des dissipations coupables prenaient le reste. Devenu à seize ans maître d'une fortune considérable, et dévoré de cet ennui vague qui saisit les grandes intelligences alors qu'elles n'ont pas trouvé d'aliment, il se mit à voyager. Il visita l'Italie, la France, l'Angleterre, puis l'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Russie. Mais ce qu'il cherchait en voyage, ce n'était pas l'occasion de s'instruire : c'étaient les émotions qui rompent la monotonie de l'existence.

Cependant il avait lu beaucoup durant ses courses aventureuses. Les ouvrages de Rousseau lui parurent froids ; il jugea la *Nouvelle Héloïse* comme elle mérite de l'être, une œuvre déclamatoire où le raisonnement tient lieu de passion. Mais un livre l'enthousiasma profondément : ce furent les *Vies des grands hommes* de Plutarque. Cette prédilection donne la clef de son caractère et de ses ouvrages. Le 16 juin 1775, il était de retour à Turin, et il avait décidé qu'il doterait l'Italie d'un théâtre. Tout lui manquait pour cela : connaissance de la langue, étude des classiques, habitude de la scène. Il se mit courageusement à l'œuvre, et apprit tout ce qu'il ne savait pas. Il passa en Toscane pour entendre le pur idiome de la belle langue italienne, dont le piémontais n'é-

tait qu'une corruption. Il prit un instituteur qui lui enseigna le latin. Puis, ces préliminaires accomplis, il se retira au sein des montagnes de la Savoie pour trouver la solitude et le silence, et se mit à lire le Dante avec l'ardeur véhémente qu'il apportait dans toutes ses actions. En sept années, de 1777 à 1784, il composa quinze tragédies : *Cléopâtre, Philippe II, Polynice, Antigone, Agamemnon, Virginie, Oreste, la Conjuration des Pazzi, don Garcia, Rosmonde, Marie Stuart, Timoléon, Octavie, Mérope* et *Saül.*

Ces pièces, dont quelques-unes seulement furent jouées sur les théâtres d'Italie, furent imprimées à Paris, chez P. Didot. Nous avons dit plus haut que, se trouvant à l'étroit dans sa patrie, le poète avait pris un moyen d'être plus libre à l'étranger, en donnant ses biens à sa sœur, qui lui faisait une pension. Deux traités politiques en prose, *del Principe e delle Lettere*, et *della Tirannide,* ne purent paraître à Paris. Alfieri eut recours à Beaumarchais, qui avait établi une imprimerie à Kehl, sur les bords du Rhin. Il lui fit imprimer ces deux livres, ainsi que quelques volumes de poésies (odes, satires et autres petits poèmes). Au début de la révolution, Alfieri en avait d'abord adopté les principes; mais quand il la vit se perdre dans le sang, il en eut horreur, et se rejeta vivement de côté. Au 10 août, il eut lui-même à souffrir, et ne parvint qu'à grand'peine à quitter

Paris. Ses chevaux, ses meubles, ses livres, une magnifique édition de ses œuvres, tout fut saisi. La haine pour la France devint alors sa passion dominante. Il l'exprima dans un recueil intitulé *Misogallo*, commencé en 1790, terminé en 1796. Rentré en Italie, Alfieri mourut, à Florence, le 8 octobre 1803.

Quelle opinion faut-il porter sur Alfieri? Comme tous les hommes qui ont su avoir une physionomie originale, il eut longtemps, il a encore des amis enthousiastes et des détracteurs acharnés. Le jugement le plus équitable, c'est, nous le croyons, celui-ci : Alfieri a mis dans ses pièces une profusion d'énergie et de magnanimité, ou bien il a exagéré le crime. Ses personnages sont des êtres chimériques, ce ne sont pas des hommes. Il a voulu faire de la tragédie austère, et il en a supprimé tout l'intérêt, ne laissant que celui du dialogue; il en résulte que la plupart des scènes ne sont autre chose que des discussions continuelles. Toutefois le but est noble et grand; les sentiments sont beaux; et l'Italie, endormie par les rimes mélodieuses de Métastase, avait grand besoin d'être secouée par la rudesse d'Alfieri. Son dialogue est un modèle de justesse et de précision. Son style est quelquefois un peu dur; mais la coupe de ses vers est savante et harmonieuse. En somme, s'il n'a pas réussi à créer en Italie un théâtre national, il n'en est pas moins vrai que tous ceux qui vou-

dront l'essayer seront réduits à l'imiter. Au point de vue littéraire, on peut critiquer ses œuvres ; mais, au point de vue patriotique, on lui en sait gré comme de grandes et nobles actions. Si l'on veut le bien connaître, et en même temps faire une curieuse étude sur le XVIIIe siècle, il faut lire sa vie, écrite par lui-même.

Nous nous sommes étendu longuement sur ce poète, parce que c'est la plus grande figure littéraire que nous ayons rencontrée jusqu'à présent dans l'histoire du Piémont. Nous en ferons autant pour Joseph et Xavier de Maistre, Silvio Pellico et Cantu. Revenons maintenant de ces royautés du génie à la royauté politique, et achevons le récit du règne de Charles-Emmanuel III. Nous n'avons, du reste, rien de saillant à constater. Après avoir commencé son règne par une catastrophe, le second roi de la dynastie de Savoie le termina de la manière la plus heureuse et la plus pacifique. Depuis le désastre militaire de Coni, dont nous avons rendu compte, il avait renoncé complètement à la guerre, et avait donné tous ses soins au soulagement de ses peuples. Il mourut en 1773, laissant son pays paisible et prospère. Malheureusement la révolution française allait venir.

CHAPITRE XII

RÉVOLUTION FRANÇAISE. — LE PIÉMONT JUSQU'A LA CHUTE DE L'EMPIRE. — JOSEPH ET XAVIER DE MAISTRE

(1773-1815)

Nous touchons à l'époque des orages, et cependant tout est calme, tout respire une paix profonde. Si l'on est tenté parfois de mettre en doute l'intervention de la Providence dans les affaires de ce monde, il suffirait, pour être promptement ramené à des idées plus justes et plus hautes, de considérer l'état de l'Europe dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle. Quelques esprits droits s'effrayaient sans doute en entendant la voix des philosophes qui dominait par intervalles celle des ministres de Dieu ; ils se demandaient où allait aboutir cette société que les rhéteurs privaient des consolations et du secours de la religion. Mais

la masse du peuple, insouciante et frivole, ne voyait là qu'un crime de la pensée, sans en soupçonner les redoutables conséquences. La noblesse protégeait Rousseau; elle le cachait dans ses hôtels lorsqu'il était proscrit, et faisait imprimer ses livres clandestinement.

Les pouvoirs politiques, sapés de toutes parts et à la veille de s'écrouler, se croyaient établis sur des bases indestructibles; la cour était contente, elle s'amusait, se reposant des intérêts de l'État sur des rois honnêtes et vertueux, mais malheureusement faibles : Louis XVI en France, Victor-Amédée III à Turin. Montés sur le trône à peu près à la même époque, l'un en 1773, l'autre en 1774, les deux monarques avaient dans le caractère bien des points de ressemblance. Tous deux voulaient sincèrement le bonheur de leur nation; mais tous deux se trouvèrent pris au dépourvu par les événements, et tous deux assistèrent à la ruine de leur puissance. Pour compléter la fusion, les deux familles royales s'étaient unies de tous côtés par les liens du sang. Victor-Amédée III avait épousé la fille de Louis XV. Son fils, depuis Charles-Emmanuel IV, avait épousé Marie-Adélaïde-Clotilde de France, sœur de Louis XVI. Ses deux sœurs, Marie-Joséphine-Louise et Marie-Thérèse de Savoie, avaient contracté mariage avec le comte de Provence et le comte d'Artois (Louis XVIII et Charles X).

Au jour de l'adversité, tous ces princes devaient se trouver enveloppés dans un malheur commun. En attendant, Victor-Amédée, se croyant assuré de l'avenir, employait son règne aux utiles travaux de la paix. Prince intelligent, instruit, ami du progrès, il construisait des routes, élevait des digues le long des fleuves, bâtissait des monuments, embellissait les cités. Puis (c'est là le caractère de l'époque) il fondait l'*Académie des sciences,* de Turin, devenue depuis si célèbre. Un des premiers membres de cette académie, et en même temps un des mathématiciens les plus illustres du siècle, fut Lagrange, qui porta si loin la méthode analytique et le système infinitésimal. Quoique la France ait fini par s'approprier sa gloire, Lagrange était Piémontais, et ses premiers travaux furent publiés en Piémont. Né à Turin en 1736, de parents français d'origine, il était à dix-neuf ans professeur de mathématiques à l'école d'artillerie de cette ville. L'année précédente, il s'était placé au premier rang parmi les savants du siècle, en adressant à Euler la solution de divers problèmes que cet infatigable travailleur cherchait depuis dix ans. En 1764 et les années suivantes, il remporta cinq fois le prix de mathématiques proposé par l'Académie des sciences de Paris. Ce fut lui qui jeta, de concert avec quelques amis, les bases d'une société savante que le roi Victor-Amédée, régularisant cette fondation, trans-

forma en Académie royale des sciences. On sait que depuis il fut successivement appelé à Berlin, puis à Paris; qu'il devint professeur à l'École polytechnique et à l'École normale, sénateur, grand dignitaire de l'empire français, et mourut, en 1813, au comble des honneurs. Après Newton, c'est lui qui a le plus avancé l'explication du système du monde.

Nous avons cru devoir revendiquer pour Turin la gloire d'avoir donné le jour à Lagrange. Il vint à son heure. Le monde était alors aux sciences exactes. Ces grandes applications de la science à l'industrie dont notre siècle est fier se préparaient alors dans les cabinets de ces hommes de travail dont les noms sont aujourd'hui dans toutes les mémoires. Malheureusement ils avaient, pour la plupart, le grand tort de ne pas reporter à Dieu le fruit de leurs travaux, et de tenir leurs regards trop exclusivement fixés vers la terre. La science, si admirable en elle-même, s'abaissait de la sorte presque au niveau de l'athéisme, et semblait faire partie de l'arsenal préparé par les sophistes contre toutes les idées religieuses. Ce n'était pas ainsi que Descartes, Pascal et Newton avaient compris la mission des hommes d'intelligence; ce n'était pas ainsi qu'on pouvait sauver une société gangrenée. On devait fatalement, au contraire, la pousser aux abîmes, et ce XVIII[e] siècle, qui pouvait être un siècle de glorieuses et utiles réformes,

aboutit à une révolution sauvage, où les nobles idées furent noyées dans le sang.

Nous n'avons point, heureusement, à retracer ici les scènes de carnage qui plongèrent la France dans le deuil sous le régime de la Terreur. Le souvenir qu'elles ont laissé ne s'effacera jamais de la mémoire des hommes. Il suffit de reporter un instant sa pensée en arrière pour comprendre l'impression que ressentirent tous les souverains. Leur première pensée fut de se préparer à la lutte.

Le roi de Sardaigne fut un des premiers à se déclarer. Malheureusement il avait eu le tort d'obérer ses finances. Il n'était pas en mesure quand survinrent les événements de 1791 et de 1792. Pourtant il n'hésita pas. Se sentant menacé par ce flot populaire qui brisait le trône de Louis XVI, uni d'ailleurs par les liens du sang, ainsi que nous l'avons dit, à la famille royale de France, il signa, le 27 août 1791, avec les princes français émigrés, l'empereur d'Allemagne et le roi de Prusse, la célèbre coalition de Pilnitz. Puis, il reçut à sa cour le comte de Provence et le comte d'Artois, permit aux émigrés de s'enrégimenter publiquement, et leur fournit des secours. C'était agir en homme de cœur, mais en monarque imprudent. Pour soutenir cette conduite il fallait une armée, et le roi de Sardaigne n'en avait pas. L'assemblée législative de France avait relevé hardiment le défi de l'Europe. Le 4 septembre 1792,

le général Montesquiou envahit la Savoie; le même jour, le général Anselme entra dans le comté de Nice. En trois mois tout fut fini; deux départements de plus étaient ajoutés à la carte de France. La Savoie s'appelait le *département du Mont-Blanc;* le comté de Nice était devenu le *département des Alpes-Maritimes.*

Cependant le roi de Sardaigne tint bon. Soutenu par les conseils de l'Angleterre, il fit face à l'orage et lutta pendant quatre années. L'Autriche prit une part active à cette lutte à partir de 1794. La France avait mis sur pied onze armées, dont deux occupaient les défilés des Alpes. L'*armée d'Italie* longeait les Alpes maritimes, d'Entrevaux à Menton; l'*armée des Alpes* s'étendait des frontières du Valais au mont Dauphin. En face d'elles étaient déployées, sur deux lignes parallèles, les forces piémontaises et austro-sardes. L'armée sarde occupait, par une longue chaîne de postes, la ligne qui s'étend du Pô aux frontières de Suisse ; les Autrichiens se tenaient entre le Pô et la Méditerranée. Partout s'élevèrent des fortifications. Le Petit-Saint-Bernard fut entouré de retranchements, et des canons défendirent l'hospice, ce qui ne l'empêcha pas d'être pris par les Français, ainsi que le mont Valaisan et le mont Cenis. Tous les défilés des Alpes étant ainsi occupés, la guerre se déplaça, et l'année 1795 est employée par Kellermann et Schérer en combats sur les bords de la Méditer-

ranée. Le 24 novembre, Schérer remporte la brillante victoire de Loano.

Enfin, le 27 mars 1796, Bonaparte vient à Nice prendre la direction des armées françaises. Il annonce à ses soldats qu'il va les conduire dans les riches plaines de la Lombardie. En effet, il débouche vers les sources de la Bormida, sur le versant septentrional des Alpes maritimes, menaçant tout à la fois le Piémont et la Lombardie. A Montenotte, le 12 avril, il culbute le centre de l'armée ennemie; à Millesimo, le 14, il sépare définitivement les Piémontais des Autrichiens; à Mondovi, le 22, il écrase l'armée sarde. Terrifié par cette marche rapide, le roi de Sardaigne demande la paix, et, pour l'obtenir, promet de se retirer de la coalition. Un armistice conclu sur ces bases est signé à Cherasco. Les places de Coni, Ceva, Tortone, Alexandrie, Valence, sont livrées aux Français. Le 18 mai 1796, on signe un traité de paix définitif. Les Piémontais cédaient à la France la Savoie, le comté de Nice et le col de Tende.

Deux ans plus tard, la monarchie piémontaise n'existait plus. Bonaparte, continuant le cours de ses succès, avait contraint l'Autriche à négocier. La propagande républicaine s'était répandue sur les pas de l'armée d'Italie. La Lombardie était devenue la république *cisalpine*. Plus tard même, une subdivision avait eu lieu. Modène, Reggio,

Ferrare et Bologne avaient formé la république *transpadane;* le Milanais et Mantoue, la république *cispadane,* et Gênes, la république *ligurienne.* Seul souverain au milieu de tous ces États démocratiques, ayant à contenir les tendances de ses sujets et à observer les prescriptions des traités, le malheureux roi de Sardaigne était tenu par la France dans un état continuel de suspicion. Il fut enfin détrôné le 9 décembre 1798. C'était Charles-Emmanuel IV, qui depuis deux ans avait succédé à son père, mort de chagrin à la fin de 1796. De tous les États qu'avaient possédés ses aïeux, Charles-Emmanuel ne conserva que la Sardaigne. Il ne put se résoudre à porter longtemps cette couronne, dépouillée de ses plus beaux fleurons. En 1802, il abdiqua en faveur de son frère Victor-Emmanuel Ier.

Cependant qu'advenait-il des peuples? Pendant que Bonaparte était en Égypte, cherchant à jeter sur sa gloire le prestige qui se rattache à l'Orient, l'Autriche ramenait ses armées en avant. Souwaroff accourait du fond de la Russie. Mais Masséna l'arrêtait court devant le lac de Zurich, et venait ensuite s'immortaliser par la défense de Gênes. A la fin de 1799, l'homme de la destinée rentrait en France, et se faisait porter sur le pavois à la suite du 18 brumaire. Devenu premier consul, il songeait à l'Italie, glorieux théâtre de ses précédentes victoires. On sait quelle marche hardie il parvint

à exécuter sous les yeux de l'Europe, qui assista à ses manœuvres sans les comprendre. On sait comment il franchit le Grand-Saint-Bernard le 4 juin 1800, et remporta, dix jours après, la victoire de Marengo. A la suite de cette journée, la *république cisalpine* fut réorganisée, et absorba les petits gouvernements que nous avons nommés ci-dessus. Une administration exclusivement italienne lui fut donnée.

Cet état de choses dura cinq ans; puis, sous l'influence des événements accomplis à Paris, un nouveau courant d'idées prévalut. Le premier consul Bonaparte était devenu l'empereur Napoléon. Le 17 mars 1805, M. Melzi, vice-président de la république italienne, vint offrir au nouvel empereur la couronne de fer des Lombards. Le 26 mai, Napoléon entrait à Milan, et se faisait sacrer avec la plus grande pompe. Gênes profita de l'occasion pour abandonner, elle aussi, la forme républicaine et se donner à la France. On en fit les trois départements de *Gênes*, des *Apennins* et de *Montenotte*. Nous avons déjà nommé ceux du *Mont-Blanc* et des *Alpes-Maritimes*, correspondant à la Savoie et au comté de Nice. Le Piémont, de son côté, forma les départements de *la Doire*, de *la Stura*, du *Pô*, de *la Sesia*, de *Marengo* et d'*Agogna*. Les villes de Modène, Bologne, Ferrare, reçurent aussi des préfets français. Puis, pour donner un centre aux intérêts italiens, tous ces départements furent

placés sous la vice-royauté du prince Eugène de Beauharnais.

Des princes de la maison de Savoie, il n'en était plus question. Retiré dans son île de Sardaigne, Charles-Emmanuel IV, il faut le dire, était oublié par les souverains de l'Europe. Heureusement un de ses fidèles sujets veillait pour lui, et, déjà grand par le génie, s'illustrait encore par sa fidélité envers un prince malheureux. C'est le comte Joseph de Maistre. Esprit honnête, cœur droit, écrivain du premier ordre, le comte de Maistre est une des plus grandes figures de ce siècle. Ce fut un des plus vigoureux jouteurs qui se soient attaqués à la philosophie incrédule du XVIII[e] siècle, et un des plus fermes soutiens des idées religieuses. Comme politique, il eut le rare mérite de tout prévoir et de tout prédire; malheureusement on ne voulut pas toujours le croire. Comme homme privé, il était bon et généreux, aimant de toute son âme ses parents et ses amis, sincèrement religieux. Comme homme du monde, il joignait à une légère teinte d'originalité la plus parfaite distinction. Tel est le véritable portrait du ministre plénipotentiaire qui représenta la monarchie sarde à la cour de Saint-Pétersbourg tant que dura l'empire français. Pendant que l'Autriche abandonnait son ancienne alliée et faisait écrire par ses ministres qu'elle ne voyait pas d'inconvénient à ce que la maison de Savoie cessât de faire partie des familles

souveraines, M. de Maistre, quoiqu'il eût à se plaindre de son roi, n'en plaidait pas moins la cause de la Savoie auprès de l'empereur Alexandre, sur lequel il avait réussi à obtenir un certain ascendant par son mérite personnel, et surtout par le charme de sa conversation, aussi spirituelle qu'instructive.

Le comte Joseph de Maistre naquit à Chambéry, en 1753, d'une famille d'origine française. Joseph de Maistre révéla de bonne heure ses hautes facultés intellectuelles. Il entra dans la magistrature du sénat de Chambéry, et s'y fit remarquer par son intelligence des affaires, sa sagacité profonde et son intégrité. Quand éclatèrent les troubles de 1792, un appel fut fait par les républicains de France au peuple de Savoie. Le jeune comte de Maistre, dans quelques pages pleines de verve et de sublime bon sens, prouva aux Savoisiens qu'ils n'avaient rien à gagner à un changement, et qu'il était de leur intérêt comme de leur honneur de rester fidèles à la dynastie. Cet écrit attira sur lui l'attention et lui valut la haine du parti révolutionnaire. Fortune, avenir, dignités, M. de Maistre sacrifia tout pour demeurer ferme dans la voie qu'il s'était tracée. Les *Considérations sur la révolution française* produisirent en Europe une immense sensation. La nouveauté des aperçus, la hardiesse des prophéties, la vigueur du style, placèrent l'auteur au premier

rang parmi les écrivains et les hommes politiques.

En 1803, le roi, réfugié dans l'île de Sardaigne, confia au comte de Maistre le soin de représenter ses intérêts à la cour de Saint-Pétersbourg. Il fallait partir presque sans argent, avec des appointements médiocres et qui devaient être mal payés, pour aller dans une cour riche et opulente, comme ambassadeur d'un souverain déchu. C'était s'imposer quinze ans d'exil, loin de sa patrie, loin de sa famille; s'exposer aux privations et aux souffrances, pour recevoir souvent, en retour, des preuves d'ingratitude. M. de Maistre avait cinquante ans; il connaissait les hommes, et savait parfaitement à quoi s'en tenir. Il ne vit qu'une chose, l'occasion de sauver sa patrie : il partit, et, quelque étrange que fût son rôle à Saint-Pétersbourg, il eut bientôt conquis la considération qui s'attache toujours à un homme de cette valeur. L'empereur Alexandre lui témoigna une véritable amitié; les ambassadeurs de France eux-mêmes, sans s'arrêter à son caractère officiel, ne cachèrent pas l'estime qu'il leur inspirait. Certes, son influence personnelle fut la cause principale, et peut-être la seule, de la restauration des rois de Sardaigne, en 1814.

Nous parlerons de ce grand fait au début du chapitre suivant. Nous ne pouvons quitter Joseph de Maistre sans citer au moins le titre de son livre *du Pape* et des *Soirées de Saint-Pétersbourg*. Son

frère, Xavier de Maistre, dans un autre genre, a produit aussi deux véritables chefs-d'œuvre littéraires. Le *Voyage autour de ma chambre* est le livre le plus spirituel et le plus finement plaisant qu'on eût vu depuis un siècle. Le *Lépreux de la cité d'Aoste* est admirable de sentiment et de morale; c'est la pureté du style mise au service de la pureté de l'âme. En somme, les deux frères de Maistre sont deux des hommes les plus remarquables du siècle : la Savoie en est fière, et elle doit l'être.

CHAPITRE XIII

CHUTE DE L'EMPIRE. — RESTAURATION DE LA MAISON DE SAVOIE. — SILVIO PELLICO

Dans l'histoire contemporaine, il y a cela de particulièrement remarquable, que tous les peuples sont en quelque sorte solidaires. Il est rare que, lorsqu'une nation subit quelque grande catastrophe, la majorité de l'Europe n'en ressente pas le contre-coup. Nous l'avons vu en 1830 et 1848 ; nos pères l'ont vu en 1814 et 1815. Le grand empire français s'étendait de Dantzick à Trieste, de Dunkerque à Rome. Le vainqueur de Marengo, d'Austerlitz et d'Eylau, ne rencontrant plus de résistance à ses volontés, avait cru pouvoir refaire à son gré la carte du monde. Cent trente-deux préfets recevaient chaque jour ses ordres ; cet immense mécanisme qu'on nomme la centralisation bureaucratique rayonnait sur

l'Europe entière. Au moment où les peuples éblouis contemplaient cette gloire et se demandaient jusqu'où monterait cet homme, la Providence fit sentir sa main; elle inspira au potentat victorieux

> Cet esprit d'imprudence et d'erreur
> De la chute des rois funeste avant-coureur.

Les alliés se détachèrent; les indifférents devinrent des ennemis; la trahison s'achemina dans l'ombre; et l'on put prévoir quel serait le dénouement final.

La chute fut aussi terrible que l'élévation avait été prodigieuse; et les circonstances en furent d'autant plus douloureuses que le signal vint du côté où l'on devait le moins s'y attendre. Le czar de Russie, Alexandre, avait paru vouer à Napoléon une amitié sincère. Il avait dit souvent que l'alliance de la France était indispensable à la prospérité de son Empire. Cependant le même monarque qui était venu à Dresde serrer publiquement la main de l'empereur des Français, devenu son ennemi par suite du système continental, réunit les soldats de son immense empire, et appela toute l'Europe aux armes. Nous ne redirons pas la fatale campagne de 1812, ni la guerre d'Allemagne en 1813. Jamais tant de courage n'avait été déployé par les Français, jamais l'empereur-soldat n'avait montré tant de génie

militaire; mais l'heure était venue : tout fut inutile ; le gigantesque édifice qui rappelait l'empire d'Occident s'abîma en poussière.

Alors ce fut un remaniement général des contrées européennes, et la Sardaigne ne fut pas oubliée. Le comte Joseph de Maistre veillait, et l'empereur de Russie entendit sa voix. Les traités de 1814 rendirent à la dynastie de Savoie toutes ses possessions de terre ferme, et y joignirent le duché de Gênes. Le chef de la famille royale était alors Victor-Emmanuel Ier. De même qu'en France trois frères (Louis XVI, Louis XVIII, Charles X) ont été les derniers représentants de la branche aînée des Bourbons sur le trône, de même en Piémont trois frères (Charles-Emmanuel IV, Victor-Emmanuel Ier, et Charles-Félix) devaient être les derniers rejetons de la branche aînée de la maison de Savoie. Tous trois étaient fils de Victor-Amédée III, mort en 1796. L'aîné, Charles-Emmanuel IV, avait régné sur l'île de Sardaigne ; puis, ennuyé du rôle que les événements lui faisaient, il avait abdiqué, en 1801, en faveur de son frère cadet. Ce fut donc Victor-Emmanuel qui, après douze ans d'exil, rentra à Turin. Né en 1759, ce prince avait cinquante-cinq ans en 1814. Le temps qu'il avait passé en Sardaigne avait été perdu pour son apprentissage de la royauté. Ce temps, il l'avait employé à attendre le jour de la restauration ; toutes ses pensées avaient été tour-

nées vers ce seul point. Il lui manqua d'avoir étudié l'esprit nouveau d'un siècle renouvelé, et de savoir comment il fallait s'y prendre, après tant de secousses, pour gouverner les hommes.

Or voici quelle était, dans les États voisins du Piémont, la situation des esprits. La Lombardie, retombée sous la domination autrichienne, rongeait son frein en frémissant, et regardait de toutes parts de quel côté lui viendrait la délivrance. Les signataires de la Sainte-Alliance, en s'unissant contre l'Empire, avaient fait appel à l'esprit de nationalité. Ils avaient jeté dans le cœur des peuples des espérances de liberté. Dès 1809, le bon archiduc Jean, sincère parce qu'il était bon, mais trompé lui-même par son gouvernement, disait aux Italiens : « L'empereur marche pour assurer l'indépendance de toutes les nations. » En 1813, le général Nugent, commandant en chef l'armée autrichienne, leur répétait : « Vous allez devenir une nation indépendante. » Lancer de telles paroles dans l'esprit public, et rétablir le despotisme, c'est vouloir lutter contre l'impossible. En particulier la Lombardie, soumise par la force à la maison de Habsbourg, devait être et fut en état de conspiration permanent.

Les mécontents de toutes les nations se donnèrent rendez-vous en Suisse. Là se rencontra un homme, un Toscan, que les révolutions avaient jeté sur le sol helvétique, qui fut l'organisateur

des carbonari, des radicaux, des communistes, qui sut, en un mot, enrégimenter les sociétés secrètes et leur donner au début une sorte d'honorabilité. Buonarotti, dont l'intelligence et le caractère auraient fait un héros s'il avait vécu à Athènes ou à Rome, passa quinze ans de sa vie en Suisse à organiser la *Jeune-Suisse*, la *Jeune-Allemagne*, et toutes les autres sociétés secrètes qui enveloppèrent les trônes d'un réseau de conspirateurs.

Le Piémont était trop près du foyer de l'incendie pour ne pas être un des premiers atteint. Dès qu'il s'y trouva un chef assez audacieux pour prendre l'initiative, les mécontents vinrent se ranger en foule sous sa bannière, et une insurrection formidable éclata. Ce chef fut le comte de Santa-Rosa. Né à Savigliano en 1783, il avait trente-sept ans lorsqu'en 1820 il se mit à la tête de l'émeute, et vint demander au roi Victor-Emmanuel des concessions que celui-ci crut devoir refuser. La situation était tendue à ce point qu'un parti énergique devait être pris. Santa-Rosa eut assez d'influence sur ses bandes insurgées pour les empêcher d'attenter aux jours du roi; mais Victor-Emmanuel dut abdiquer.

Son frère, Charles-Félix, était alors à Modène; l'émeute triomphante alla l'y chercher pour lui offrir la couronne. Il ne voulut accepter que quand il se fut assuré de l'abdication volontaire de son

frère. Quand il eut ainsi calmé les scrupules de sa conscience, il prit le titre de roi. Ce n'était plus un jeune homme; il avait quarante-six ans. Mais il sut se résigner à accepter les faits accomplis; et, reconnaissant d'ailleurs à Santa-Rosa une incontestable capacité, il le nomma ministre de la guerre. Ce n'était pas ainsi que l'entendaient les Autrichiens. Le premier levain d'indépendance en Italie était pour eux un trop grand danger, qu'il fallait à tout prix étouffer. Ils se hâtèrent d'envoyer une armée. En présence du péril, Santa-Rosa montra du talent et de l'énergie; mais ses soldats le secondèrent mal. Obligé de chercher son salut dans la fuite, il se rendit à Gênes, puis en France. Il finit par aller combattre pour l'indépendance de la Grèce, et mourut dans l'île de Sphactérie.

Charles-Félix avait laissé faire. Sans avoir appelé les Autrichiens, il eut l'air d'être délivré par eux et de leur devoir son trône. Cette pensée pesa sur tout son règne, et le mit en quelque sorte, aux yeux de l'opinion publique, à la solde de l'Autriche. Pourtant son règne fut paisible, et comme homme il parvint même, par ses qualités douces et bienveillantes, à se concilier les sympathies. En 1807, il avait épousé la princesse Marie-Christine de Naples, sœur de la reine des Français, Marie-Amélie, veuve de Louis-Philippe. Il n'en eut pas d'enfants mâles, et lorsqu'il mourut,

en 1831, la branche aînée de la maison de Savoie s'éteignit avec lui. Il n'en restait que deux princesses, filles du roi Victor-Emmanuel Ier, savoir, Marie-Thérèse, duchesse douairière de Parme, et Marie-Anne, ex-impératrice d'Autriche. La couronne allait passer à la branche de Savoie-Carignan, issue d'un fils du duc Charles-Emmanuel.

Ainsi, après huit siècles de gloire et de vicissitudes, la maison royale va être renouvelée. Ne laissons pas ce changement s'accomplir sans dire encore une fois ce qu'ont été les princes dont nous avons jusqu'ici retracé l'existence. De l'obscure origine que nous avons indiquée, arriver à la dignité royale et régner sur une étendue de terrain forcément limitée, mais cependant relativement considérable, ce n'était pas l'œuvre d'hommes vulgaires. Si au dernier moment leur pouvoir semble s'anéantir et leur trône se briser sous l'effort révolutionnaire, nous devons reconnaître que c'est par suite de leur fidélité aux grands principes de la justice et de l'honneur. En somme, dans cette série de trente-six princes qui ont successivement occupé le trône pendant huit cents ans, il n'y en a pas un dont on puisse dire absolument que ce fut un mauvais souverain; beaucoup furent des hommes remarquables, et quelques-uns furent de grands hommes. Avant de passer à l'histoire de la branche de Carignan, revenons un peu sur le mouvement littéraire des derniers temps.

A la fin du XVIIIe siècle parurent deux hommes qui, sans mériter le titre glorieux d'hommes de génie, ont cependant assez fait pour que la postérité se souvienne d'eux. Le Piémontais Viassolo Federici, poète dramatique et comédien, a laissé quelques comédies plus remarquables par l'intérêt des situations que par la vérité des caractères, et des drames dans le genre de l'école allemande. Ce n'est pas un observateur profond du cœur humain, ce n'est pas un poète comique à la façon de Molière; mais toutes ses pièces offrent un intérêt réel, et dans quelques-unes se trouvent des caractères bien soutenus. Il est mort en 1802.

Alberto Nota, moins célèbre, mérite cependant aussi une mention spéciale. Né à Turin en 1776, il avait quatorze ans lorsqu'il commença, en 1790, à faire paraître des comédies où les bons critiques du temps reconnurent des qualités de style incontestables. Quant à la vérité des caractères, il eût été difficile de l'exiger à cet âge; mais plus tard on aurait été en droit de la demander; et, il faut bien le dire, elle ne parut pas. Le mérite de Nota consiste toujours dans l'élégance et la correction du style.

Ces deux écrivains étaient de la vieille école; ils ne suivaient ni l'impulsion vigoureuse d'Alfieri ni les tendances de l'*esprit moderne*. Pour retrouver ces tendances il faut chercher plus près de nous. Les grands événements accomplis au début de ce

siècle, le renouvellement des pouvoirs politiques, le passage des Français et la création du royaume d'Italie au profit de Napoléon Ier, tout contribua à pousser les intelligences distinguées vers les études historiques. Un des plus célèbres représentants de ce mouvement fut Charles Botta, né à Saint-Georges en Piémont, en 1766, mort à Paris en 1831. Envoyé dans cette ville en 1806 à la tête d'une députation piémontaise, il se fixa en France, et fut élu député au corps législatif. Plus tard il fut recteur des académies de Rouen et de Nancy. Ses principaux ouvrages sont : l'*Histoire de l'Italie continuée depuis la fin de l'ouvrage de Guichardin jusqu'en* 1789, et l'*Histoire de l'Italie depuis* 1789 *jusqu'en* 1815. Ces ouvrages, écrits en italien, ont été traduits en français.

Nous ne poursuivrons pas jusqu'à nos jours l'étude de ce grand mouvement historique si remarquable. Nous aurions à parler de César Cantu, de Turin, qui achève en ce moment la publication de son *Histoire universelle*. Mais l'œuvre de cet écrivain n'est pas encore terminée, et il est difficile de porter à son égard un jugement définitif. Il est d'ailleurs un nom justement populaire, que nous avons écrit en tête de ce chapitre, et qui depuis longtemps nous sollicite ; il nous tarde d'arriver à Silvio Pellico. Né à Saluces en 1789, il annonça de bonne heure l'irrésistible vocation qui le poussait vers la poésie. Sans parler de ces essais d'en-

fant qui ne prouvent rien pour l'avenir; sans nous arrêter à une tragédie ossianique qu'il composa à l'âge de dix ans, sa *Francesca di Rimini* a été applaudie sur tous les théâtres d'Italie. C'est un des plus grands succès dont on ait gardé le souvenir. Trois autres pièces, *Eufemio di Messina, Iginia d'Asti* et *Ester d'Engaddi*, achevèrent de consolider sa réputation. En même temps son caractère franc et aimable, sa droiture et son intelligence lui faisaient partout des amis et des admirateurs. Mais laissons-le parler lui-même des jours de sa jeunesse. Voici comment il s'exprime dans ce livre de *Mie Prigioni*, si admirable de tous points, mais surtout si sublime comme exemple de résignation chrétienne :

« O riantes années évanouies! qui dans le monde fut aussi heureux que moi? Né de parents aimants, dans cet état qui n'est ni fortune ni indigence, mais qui s'approche également de ces deux positions et vous permet de les connaître toutes deux; dans la condition la plus avantageuse pour cultiver toutes les affections, mon enfance fut entourée des soins les plus tendres, et je me rendis à Lyon auprès d'un vieux cousin de ma mère, riche et bien digne de sa fortune. Là ma jeunesse avait été comblée de tout ce qui peut enchanter davantage un cœur avide d'élégance et d'affections. De là j'étais revenu en Italie, et je m'étais établi à Milan avec ma famille; j'avais

continué à étudier la société et les livres : j'avais trouvé d'excellents amis et les applaudissements les plus flatteurs. Monti et Foscolo, quoique ennemis entre eux, m'accordaient également leur bienveillance. Je m'attachai davantage à ce dernier, et cet homme si irascible, qui s'était fait tant d'ennemis par ses traits mordants, était pour moi plein de douceur et de cordialité ; je l'aimais tendrement. Je vivais dans une douce intimité avec d'autres littérateurs distingués... A la chute du royaume d'Italie, mon père était de nouveau venu s'établir à Turin avec le reste de sa famille ; je m'étais hâté d'aller le rejoindre, puis j'avais fini par revenir à Milan, où j'étais entouré de tant de bonheur que je ne pouvais me résoudre à l'abandonner... Et tomber d'un état si heureux dans les mains d'un geôlier ! être traîné de prison en prison ! »

On sait comment cette existence heureuse et charmante fut violemment interrompue par l'infortune. Silvio Pellico fut accusé d'attentat contre le gouvernement autrichien ; il s'était compromis dans une conspiration en faveur de l'indépendance italienne. Condamné à mort, il vit sa peine commuée en quinze années de *carcere duro*. Le mot indique suffisamment ce qu'est la réalité : on n'a pas pris la peine cette fois de recourir à un euphémisme. Enfermé d'abord dans ces horribles prisons de Venise si bien nommées *les Plombs*

(*i Piombi*), et où l'excès de la chaleur aurait conduit à la folie une intelligence moins résignée, il fut ensuite transféré en Moravie, dans la forteresse de Spielberg : il y passa dix ans (1823-1832). Rendu enfin à la liberté, il raconta ses souffrances dans le livre qui a popularisé son nom. Cet ouvrage a été traduit dans toutes les langues, et a produit une immense sensation. Depuis lors Silvio Pellico a vécu au milieu de sa famille, à Turin, dans la retraite la plus profonde, partageant son temps entre la prière et l'étude. Il a publié diverses pièces de théâtre, douze *Cantiche*, petits poèmes narratifs tirés des annales de l'Italie, un traité fort estimable de morale chrétienne, les *Devoirs de l'homme*, et des poésies diverses. Ayant ainsi goûté de nouveau le bonheur d'une vie calme et pure, il s'endormit doucement en 1854. Silvio Pellico est la personnification poétique et populaire de l'Italie souffrante : il doit servir de modèle aux hommes honnêtes, et leur enseigner qu'il doivent se confier en l'action de la Providence.

CHAPITRE XIV

MAISON DE SAVOIE-CARIGNAN

Par suite du décès de Charles-Félix sans postérité mâle, Charles-Albert, prince de Savoie-Carignan, devint roi de Sardaigne. Quels étaient ses aïeux? qu'avait-il fait lui-même pour se préparer à porter la couronne? Telles sont les deux questions que nous allons résoudre dans ce chapitre.

Carignano est une petite ville de la province de Turin située sur la rive gauche du Pô. C'est une cité fort ancienne, qui a vu plusieurs fois les armées de diverses nations entrer dans ses murs. Elle devint, en 1600, l'apanage de Thomas-François de Savoie, né en 1596, cinquième fils du duc Charles-Emmanuel Ier. Nous avons dit, on s'en souvient, que Charles-Emmanuel le Grand eut cinq fils. Le premier mourut jeune; le second fut duc sous le nom de Victor-Amédée Ier, et sa

postérité continua à occuper le trône jusqu'en 1831 ; le troisième fut grand prieur de l'ordre de Malte, et le quatrième cardinal. Le cinquième, celui dont nous nous occupons, eut donc été en réalité le successeur de Victor-Amédée Ier, si ce dernier fût mort sans enfants mâles. C'est ainsi que sa descendance fut légitimement appelée au trône en 1831.

La plupart de ces princes de Carignan furent, au reste, à commencer par le chef de la famille, des hommes remarquables. Thomas-François, né le 21 décembre 1596, avait seize ans lorsqu'il commença à guerroyer aux côtés de son père. Il s'agissait alors d'une querelle avec le duc de Mantoue, dont plus tard les Espagnols, les Français et le duc de Savoie se disputèrent la succession. En 1612, Thomas-François était au siège de Prin, où il combattit courageusement. Plus tard il était au combat de Corsinetto, et se signalait à la prise de Masseron et de Felizzano. Lorsqu'on chercha dispute à Gênes, quelques années plus tard, le jeune prince empêcha par sa prudence la déroute de l'armée au passage de la rivière d'Orbe. Bref, durant le règne de son père, il ne se livra pas un combat en Piémont qu'il n'y fût, toujours au premier rang, toujours payant bravement de sa personne et encourageant les soldats par son exemple, sa gaieté et son entrain.

Quand il n'y eut plus rien à faire en Italie, le

prince de Carignan, ne pouvant se résoudre à l'oisiveté, offrit son épée à l'Espagne. Il passa dans les Pays-Bas avec le cardinal-infant, et prit part à la guerre de Trente ans comme ennemi de la France. D'abord vaincu à Avein (1635), il prit sa revanche, entra en Picardie, prit la Capelle le 8 juillet 1636, s'empara de Bouchain, de Braie-sur-Somme et de Corbie. Bien qu'il ait été l'ennemi de notre patrie dans ces diverses rencontres, nous devons cependant reconnaître qu'il s'y conduisit vaillamment et y conquit une gloire véritable. Il n'en fut pas de même lorsqu'il voulut entraver la régence de la duchesse de Savoie, sa belle-sœur, pendant la minorité du duc Charles-Emmanuel II. Combattre en pays ennemi lorsqu'on paye bravement de sa personne, c'est bien; mais apporter la guerre civile dans sa patrie, entrer par la force des armes dans les villes soumises à son neveu, c'est une mauvaise action, et il est regrettable d'avoir à constater que le fondateur de la maison de Carignan essaya de l'accomplir. Heureusement il avait affaire à un homme d'énergie, d'intelligence et de cœur. Bon général et fidèle allié, Henri de Lorraine, comte d'Harcourt, était accouru défendre au nom de la France la fille de Henri IV, et le bon droit triompha.

Thomas-François reconnut ses torts, fit franchement sa paix avec la duchesse régente, et

devint, en 1642, généralissime des armées de France et de Piémont. C'était l'époque où Richelieu, poursuivant sur tous les points le rêve de sa vie, l'abaissement de la maison d'Autriche, cherchait à bannir du Milanais les descendants de Charles-Quint. Pendant six ans, de 1642 à 1648, le prince de Carignan lutta contre les armées espagnoles et autrichiennes avec des succès divers, mais toujours avec un grand courage et une profonde habileté. Enfin, en 1655, âgé de soixante-dix ans, ayant jusqu'à la dernière heure déployé une activité prodigieuse, il mourut à Turin, et fut enterré dans les caveaux de l'église Saint-Jean. Le 10 octobre 1624, il avait épousé Marie de Bourbon, fille de Charles, comte de Soissons. Il en eut plusieurs enfants. L'aîné, Emmanuel-Philibert, continua la branche de Carignan. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Détournons-nous un instant pour parler de celui qui fut véritablement un grand homme, c'est-à-dire du *prince Eugène*. L'homme qui a rendu ce nom populaire était petit-fils de Thomas-François. Son père, troisième fils du prince dont nous venons de raconter la vie, portait le titre de comte de Soissons. Il entra au service de la France, devint colonel général des Suisses et gouverneur de Champagne. Le 21 février 1657, il épousa la belle et intrigante Olympe de Mancini, nièce de Mazarin, surintendant de la maison

de la reine. C'est de ce mariage que naquit à Paris, le 16 octobre 1663, François-Eugène de Savoie-Carignan, connu dans l'histoire sous le nom de prince Eugène.

« Ce fut le premier général qui balança la supériorité de la France au temps des guerres de Louis XIV. Le grand roi méconnut ce prince, qui devait être depuis si dangereux pour lui. On le nomma d'abord en France le chevalier de Carignan. Il prit ensuite le petit collet; on l'appelait l'abbé de Savoie. On prétend qu'il demanda un régiment au roi, et qu'il essuya la mortification d'un refus accompagné de reproches. Ne pouvant réussir auprès de Louis XIV, il était allé servir l'Empereur contre les Turcs dès l'an 1683. Les deux princes de Conti allèrent le rejoindre en 1685. Le roi fit ordonner aux princes de Conti, et à tous ceux qui faisaient avec eux le voyage, de revenir. L'abbé de Savoie fut le seul qui n'obéit point. Il avait déjà déclaré qu'il renonçait à la France. Le roi, quand il l'apprit, dit à ses courtisans : *Ne trouvez-vous pas que j'ai fait là une grande perte?* Et les courtisans assurèrent que l'abbé de Savoie serait toujours un esprit dérangé, un homme incapable de tout. On en jugeait par quelques emportements de jeunesse, sur lesquels il ne faut jamais juger les hommes. Ce prince, trop méprisé à la cour de France, était né avec les qualités qui font un héros dans la guerre et un grand homme

dans la paix; un esprit plein de justesse et de hauteur, ayant le courage nécessaire et dans les actions et dans le cabinet. Il a fait des fautes comme tous les généraux; mais elles ont été cachées sous le nombre des grandes actions. Il a ébranlé la grandeur de Louis XIV et la puissance ottomane; il a gouverné l'Empire; et, dans le cours de ses victoires et de son ministère, il a méprisé également le faste et les richesses. Il a même cultivé les lettres, et les a protégées autant qu'on le pouvait à la cour de Vienne. Alors âgé de trente-sept ans (lorsque commença la guerre pour la succession d'Espagne), il avait l'expérience des victoires remportées par lui sur les Turcs et des fautes commises par les Impériaux dans les dernières guerres, où il avait déjà servi contre la France. » (*Siècle de Louis XIV.*)

En regard de ce portrait, tracé avec art, et qui est d'une ressemblance parfaite, mettons un résumé rapide de la vie du prince. Ayant quitté la cour de Louis XIV, il se rendit en Allemagne, servit quelque temps comme volontaire dans un régiment de dragons, et, ayant fait preuve des plus grands talents militaires en une foule de circonstances, reçut, en 1697, le commandement en chef de l'armée impériale. Cette même année, il gagna contre les Turcs la bataille de Zentba, qui fut suivie de la paix de Carlowitz. Lorsque s'ouvrit la guerre de succession d'Espagne, l'Empe-

reur lui confia trente mille hommes, en lui donnant liberté absolue de s'en servir comme il l'entendrait. Il prit la route de Trente et descendit en Vénétie. En 1701, il battit les maréchaux Catinat et Villeroi, et s'empara de presque tout le Mantouan. En 1704 il était en Allemagne, manœuvrant de concert avec le comte de Marlborough : ils remportèrent ensemble sur les Français la mémorable victoire de Hochstæd. De retour en Italie en 1705, il fut d'abord repoussé par le duc de Vendôme à la journée de Cassano, près de l'Adda; mais dans le cours des deux années suivantes, il fit rentrer tout le Milanais et la Lombardie sous l'obéissance de l'Empereur, rétablit en Savoie et en Piémont l'autorité du roi Victor-Amédée II, et contraignit le maréchal de Berwick, qui commandait les Français, à se tenir sur la défensive en Provence. En 1708, passant de nouveau de l'Italie dans les Pays-Bas avec une merveilleuse activité, il vint s'établir sur l'Escaut, et mit les armées françaises en déroute à Oudenarde. L'année suivante (1709) il leur fit essuyer la sanglante défaite de Malplaquet. C'est alors que la France, mise par lui à deux doigts de sa perte, songea à lui opposer le maréchal de Villars. Celui-ci avançait pas à pas, se fortifiant dans toutes les positions qu'il occupait, ne faisant pas une faute. Le prince Eugène, au contraire, en fit une en donnant trop d'étendue à ses lignes. Le

dépôt de ses magasins à Marchiennes et le quartier du général Albemarle à Denain, étaient l'un et l'autre trop éloignés de son camp. Villars s'en aperçut; il attaqua ces postes isolés, et enleva le général Albemarle. Quand le prince arriva, il n'était plus temps, les Français avaient remporté une grande victoire : Villars avait sauvé la monarchie (1712).

Quatre ans après, Eugène retourne vers le théâtre de ses premiers exploits et va de nouveau combattre les Turcs : il remporte sur eux, à Péterwaradin et à Belgrade, deux victoires décisives (1718). Quand fut conclue la paix entre la France et l'Allemagne au sujet de la succession au trône de Pologne, en 1733, le prince Eugène reprit le commandement. Mais il était fatigué par trente-six années d'une vie active : il était arrivé à la soixante-dixième année de son âge, et son énergie était épuisée. Il ne montra plus les mêmes talents, et, après s'être fait battre à Philippsbourg, il signa la paix en toute hâte. Il mourut à Vienne en 1736.

Tel fut ce prince, dont la branche de Carignan doit être fière, et dont il convenait, sous tous les rapports, de parler avec détails, quoiqu'il n'ait été qu'un cadet. Franchissons quelques années ; nous trouverons dans cette même famille une femme qui donna l'exemple du plus héroïque dévouement. Marie-Thérèse de Savoie-Carignan, née à

Turin en 1749, épousa Louis de Bourbon-Penthièvre, prince de Lamballe, et resta veuve à dix-neuf ans (1768). Devenue Française par le cœur, elle resta à la cour, et devint, en 1774, surintendante de la maison de la reine Marie-Antoinette, qui la traita toujours en amie. Quand survinrent les troubles révolutionnaires, il était dangereux de continuer à vivre dans une telle intimité avec la souveraine. Mais c'est aux heures du péril que les grandes âmes se font reconnaître par leurs actes. La princesse de Lamballe fit preuve d'un dévouement inaltérable et d'une affection plus forte que la mort. Elle avait été la confidente de Marie-Antoinette dans les jours heureux; elle la suivit au Temple et partagea les douleurs de sa captivité. On sait le reste : la descendante des princes de Carignan, transférée à la Force, devint une des premières victimes des massacres de septembre. Son corps fut mis en lambeaux par une populace effrénée; et sa tête, portée au bout d'une pique sous les croisées du Temple, apprit aux saints captifs de la royauté comment la révolution traitait leurs amis. Revenons maintenant à la filiation légitime des aînés, jusqu'à celui qui devint roi.

Nous avons raconté la vie de Thomas-François, cinquième fils de Charles-Emmanuel et aïeul du prince Eugène. Son fils aîné, Emmanuel-Philibert, fut, au point de vue physique, un des dés-

hérités de la nature. Il était sourd, et ne s'exprimait qu'avec beaucoup de difficulté; mais, sous tous les autres rapports, la noblesse et l'énergie de la race se retrouvaient en lui. Brave jusqu'à la témérité, il avait une intelligence distinguée, un esprit plein d'initiative et de ressources. En diverses circonstances il déploya de grands talents. Ce fut surtout au siège de Pavie, en 1655, qu'il eut occasion de se signaler par son courage et ses talents militaires. Né en 1630, Emmanuel-Philibert mourut en 1709. Le 20 novembre 1684, il avait épousé Angélique-Catherine d'Este, de la maison d'Este-Modène. Il en eut deux filles, et un fils nommé Victor-Amédée.

Celui-ci, né en 1690, fut en 1696 nommé chevalier de l'Annonciade. Plus tard il passa en France, entra dans l'armée, et s'y montra digne du nom qu'il portait. On lui conféra le titre de lieutenant général des armées de France et de Savoie. Lorsque le cardinal Alberoni voulut, en 1729, comme nous l'avons dit plus haut, attaquer la royauté naissante de Savoie, le prince Victor-Amédée vint au secours du roi dont il avait épousé la fille. Il contribua par ses exploits à maintenir sur le trône celui qui, le premier, avait élevé l'ancienne famille ducale jusqu'au rang des Majestés souveraines. Plus tard il revint à Paris, où il mourut en 1741.

Son fils, Louis-Victor-Joseph, chercha égale-

ment dans le métier des armes une occupation digne du nom qu'il portait ; et, s'il n'y rencontra pas cette renommée exceptionnelle qui ne peut être le partage que d'un petit nombre, il conquit du moins l'estime des juges les plus difficiles. Ne trouvant pas en Savoie de quoi satisfaire son activité naturelle, il se fit officier au service de la France, et eut dans nos armées le grade de lieutenant général. C'est en cette qualité qu'il prit part à toutes les guerres du règne de Louis XV. Il était à la journée de Fontenoy. Né en 1716, il mourut à soixante-deux ans, en 1778.

De la princesse Christine de Hesse-Rheinfeld, qu'il avait épousée, il eut un fils, Victor-Amédée, qui fut comme lui lieutenant général au service de la France, mais à qui il ne fut pas donné d'atteindre un âge assez avancé. Victor-Amédée mourut en 1770. Il avait pu néanmoins continuer la postérité de la branche de Savoie-Carignan. Son fils devait avoir des jours moins nombreux encore que les siens, et bien plus agités : il avait à traverser toute la tourmente révolutionnaire.

Charles-Emmanuel, né en 1770, arrivait, en effet, à l'âge d'homme quand se manifestèrent les premiers symptômes de ce mouvement républicain qui devait plus tard emporter tous les trônes. Élevé, au collège de Sorèze, dans les idées les plus religieuses, il ne pouvait avoir aucune sym-

pathie pour des hommes qui désertaient les autels et se préparaient à les briser. Il ne lui fallut pas longtemps d'ailleurs pour comprendre que la France, après avoir été l'alliée de la famille de Savoie, allait en devenir la plus redoutable ennemie. La religion et le patriotisme se trouvant ainsi d'accord pour lui montrer la route à suivre, Charles-Emmanuel n'hésita pas. Il courut en Savoie pour se ranger auprès du trône, et mettre au service de la dynastie tout ce qu'il avait de courage et d'intelligence. Nous n'avons pas à rappeler que tous ses efforts furent inutiles. Les défenseurs du roi de Sardaigne étaient braves et dévoués ; mais ils n'étaient pas assez nombreux. Il fallut céder, et la maison de Savoie partit pour l'exil. Charles-Emmanuel n'assista pas à ce dernier sacrifice. Après la signature de la paix, en 1796, il avait remis son épée dans le fourreau et cherché à se distraire par des voyages. C'est alors qu'il connut Marie de Saxe-Courlande, fille du prince Charles de Pologne et de Saxe. Cette princesse devint sa femme, et lui donna deux enfants : Charles-Albert, qui devait être roi, et Marie, qui devint la femme de l'archiduc Reynier. Charles-Emmanuel survécut peu à la naissance de sa fille. Il mourut en 1800, dans sa trente et unième année.

CHAPITRE XV

CHARLES-ALBERT

(1831-1849)

Charles-Albert est un contemporain : son nom était, il y a dix ans, dans toutes les bouches. Chaque matin les mille voix de la renommée nous apportaient les nouvelles de ses exploits, de son courage, de sa gloire, de ses malheurs. Ses actes ont été commentés autour de nous avec une ardente passion par les partis les plus opposés. Ce n'est donc pas sans quelque hésitation que nous abordons le récit de son règne. Mais les événements vont vite dans notre siècle. Tant de révolutions se sont produites depuis dix ans dans les choses de ce monde, que ceux qui vivaient alors peuvent déjà être appréciés d'une manière impartiale. D'ailleurs il est une lumière infaillible

pour ceux qui écrivent l'histoire au point de vue chrétien. Le prince dont nous retraçons l'existence a-t-il écouté les inspirations de sa conscience, ou a-t-il violé sciemment et audacieusement les lois divines? voilà un premier point. Lorsque nous avons l'assurance qu'il a médité ses actes devant Dieu avec conscience et recueillement, nous devons l'aborder avec respect, et ne pas nous hâter de le blâmer. Il a pu se tromper sans doute; il a pu commettre de grandes fautes; il a pu aussi vouloir le bien, et se trouver dans l'impuissance de l'accomplir. Il n'en est pas moins vrai qu'il mérite les sympathies.

En se plaçant à ce point de vue, il devient facile de porter un jugement exact sur le premier roi de la dynastie de Carignan. Il ne s'agit plus que de le suivre dans quelques-uns de ses actes pour apprécier son caractère. Charles-Albert avait les qualités qui font les héros et les rois chevaliers : il était bon, intelligent, généreux, comprenait les besoins de son époque, et voulait les satisfaire. Il lui manqua deux choses, la fermeté du caractère et la connaissance exacte des forces de son pays. Hésitant sans cesse entre le mouvement et le *statu quo*, il n'eut pas l'énergie d'imposer aux partis extrêmes sa volonté, qui était bonne, et ses idées, qui étaient vraies. Puis il exagéra un noble sentiment. Il inscrivit sur son programme cette phrase demeurée célèbre : *L'Italia farà da se.* Or

l'Italie ne pouvait pas se faire elle-même; elle n'était ni assez unie ni assez forte.

Charles-Albert-Amédée, fils de Charles-Emmanuel de Savoie-Carignan, et de Marie-Christine de Saxe-Courlande, naquit le 2 octobre 1798. A l'âge de deux ans, il eut le malheur de perdre son père : il devint prince de Carignan et possesseur d'une importante fortune, sous la tutelle de sa mère, qui se remaria en secondes noces avec le prince de Montléart. Les liens de parenté avec la maison de Saxe et les soins de ses intérêts appelaient souvent cette princesse à Dresde. C'est là qu'elle fit élever ses enfants. Charles-Albert reçut une éducation forte et complète. Son intelligence fut cultivée avec soin par des maîtres habiles ; son cœur imbu de principes religieux, qu'il conserva toute sa vie. Le besoin d'activité physique, qu'il tenait de sa race, reçut aussi ample satisfaction. La chasse, l'escrime, tous les exercices du corps, firent partie des leçons qu'on lui donna à Dresde. En 1817, à peine âgé de dix-neuf ans, il épousa Marie-Thérèse, fille de l'archiduc d'Autriche Ferdinand, grand-duc de Toscane. A peu près à la même époque, sa sœur contractait mariage avec l'archiduc Reynier, frère de l'empereur d'Autriche François Ier. Il se trouva donc uni de toutes parts avec la famille de Habsbourg ; ce fut par la suite une grande gêne pour lui : en luttant contre l'Autriche il se sentait en fausse position.

Après son mariage, il se retira dans ses domaines, en Piémont, et ne prit, pendant quelques années, aucune part aux affaires politiques. Mais on le savait héritier du trône. Les deux derniers souverains de Sardaigne n'avaient pas d'enfants, et le congrès de Vienne avait stipulé formellement que, dans le cas où la branche aînée de la maison de Savoie viendrait à s'éteindre sans descendance mâle, Charles-Albert hériterait de la couronne.

Il était donc, quoi qu'il fît, posé en prétendant. La malignité humaine, qui suppose toujours de mauvaises intentions, le faisait regarder par beaucoup comme impatient de monter sur le trône qu'on lui montrait dans un lointain avenir. Il eût fallu l'habileté d'un prince vieilli dans les affaires pour éloigner de lui les mécontents, et les empêcher de se servir de son nom comme d'une arme d'opposition. Or il s'agissait ici d'un jeune homme à la nature ardente, et qui se trouvait réduit à l'oisiveté. Aussi, lorsque éclatèrent en Piémont les troubles de 1821, les nobles et les officiers qui étaient à la tête de l'insurrection, et dont quelques-uns étaient les amis du prince de Carignan, manifestèrent l'intention de le placer à la tête du gouvernement. Il n'accepta pas leurs propositions d'une manière positive, mais il eut le tort de ne pas les décliner formellement. Il laissa croire qu'il était avec eux, sans pourtant rien faire en leur faveur.

Le 13 mars 1821, Victor-Emmanuel, vaincu par l'insurrection, abdiqua. En attendant l'arrivée de son frère et successeur Charles-Félix, qui vivait à Modène, il confia la régence de la monarchie sarde au jeune prince de Carignan, alors âgé de vingt-deux ans. Charles-Albert, se voyant au pouvoir à titre légitime, quoique provisoire, se hâta d'accomplir des actes susceptibles d'assurer sa popularité. Il déclara qu'il adoptait la constitution des cortès d'Espagne, jura de l'observer, et institua une junte provisoire. Puis il mit le Piémont en état de défense : l'Autriche intervenait. Toutefois il fallut se résoudre à plier. Malgré le courage du régent et de son ministre Santa-Rosa, il devint bientôt évident que la lutte contre l'Autriche était impossible. Nous l'avons dit dans un précédent chapitre, jusque-là Charles-Félix avait laissé faire. A ce moment où la fortune se décidait, il déclara nuls et non avenus tous les actes accomplis depuis le jour de l'abdication de son frère. D'assemblée, de constitution, de junte, il n'en fut plus question. Charles-Albert quitta secrètement Turin, et résigna la régence à Novare : retenons bien ce nom, il reviendra dans un jour de désastre. Le nouveau roi lui ayant fait défense formelle de paraître à sa cour, il se retira à Florence.

Plus tard il vint en France; et, se souvenant que tous les princes de Carignan avaient porté

l'épée, il s'enrôla comme volontaire dans l'armée du duc d'Angoulême, lors de l'expédition d'Espagne, en 1823. C'est là, s'il faut en croire ces traditions militaires qui se transmettent de bouche en bouche dans les souvenirs des peuples, que les soldats français, émerveillés de sa valeur, le nommèrent caporal. A quelques esprits ces détails peuvent sembler puérils : il nous a paru qu'en écrivant l'histoire contemporaine, c'étaient des traits de caractère qu'il fallait recueillir. Depuis l'origine, le sang de Carignan est toujours le même. Charles-Albert se battait en Espagne comme un officier de fortune qui aurait eu besoin d'avancer. C'était un prince soldat : plus tard il fut, jusqu'à la fin, un monarque soldat.

Au retour de cette expédition d'Espagne, il avait conquis un prestige personnel qui effaçait les hésitations de son passé : le roi lui permit de se présenter à Turin, et l'accueillit avec distinction. En 1829, il fut nommé vice-roi de Sardaigne, et alla s'établir pendant quelque temps à Cagliari. Puis il revint : il devenait évident que l'existence de Charles-Félix ne serait pas longue; et le prince de Carignan commençait à songer sérieusement que bientôt il ne serait plus ni un jeune homme ni un prétendant, qu'il fallait se préparer à régner. Or, nous devons le dire, maintenant cette perspective l'effrayait. Son exil lui

avait déjà donné une dure leçon. Il s'était vu repoussé par tous les partis, et par les libéraux, qui lui reprochaient de n'avoir pas gardé le pouvoir en 1821, et par les royalistes, qui l'accusaient, au contraire, d'avoir voulu s'en emparer sans droit. D'autre part, il était porté par ses idées personnelles vers les réformes, et il songeait qu'il faudrait lutter contre l'Autriche. Au point de vue religieux, il se demandait où était la vérité, n'ayant pas encore appris à distinguer suffisamment entre les criminels démagogues et les amis d'une sage liberté.

Pendant qu'il faisait ces réflexions, le trône lui échut. Le 27 avril 1841, Charles-Félix descendit dans la tombe : le prince de Carignan était roi. Mû pas une inspiration courageuse, il voulut d'abord essayer. Il créa un conseil d'État, reconstitua les conseils provinciaux, fit rédiger un code complet des lois civiles et criminelles, réorganisa l'armée, encouragea l'agriculture, l'industrie et les sciences, abolit complètement en Sardaigne le système féodal. Malheureusement les démagogues sont partout et toujours les mêmes. Un homme qui les connaissait bien, un des plus grands orateurs des temps modernes, Donoso Cortès, leur a jeté, à la face de l'Europe, ce cri douloureux : « La liberté ! elle a traîné son agonie des bords sanglants du Tibre aux rives de la Seine. La liberté est morte, et ce sont les répu-

blicains qui l'ont tuée. » Crainte exagérée, nous l'espérons. Nous sommes convaincus, quant à nous, que la liberté vivra; mais il est certain que les démagogues de Piémont trouvèrent moyen de paralyser les bonnes intentions du roi Charles-Albert et de le jeter lui-même dans l'excès de la répression. Nous voudrions éviter, en parlant des faits contemporains, de citer des noms propres.

Pourtant il en est un qu'il est malheureusement impossible d'omettre quand on parle de l'histoire contemporaine du Piémont : on l'appelle Giuseppe Mazzini. Écoutons à son sujet un de ses compatriotes, le comte Rufini, auteur des *Mémoires d'un conspirateur :* « Le seul privilège de Mazzini, c'est d'avoir conservé dans l'âge mûr les *fantaisies* de l'enfance... Il était accusé d'avoir fait partie de la société des *carbonari,* et d'avoir un certain jour, en un certain lieu, reçu membre de ladite société un certain individu. Cet individu se trouvait être un agent de police; il déposa contre Mazzini. Charles-Félix, alors sur le trône, entendant dire que des poursuites étaient dirigées contre quelques carbonari, fut pris d'une curiosité enfantine, et ordonna à son ministre de grâce et de justice de lui soumettre un rapport sur l'affaire. Celui-ci nomma une commission chargée d'examiner les pièces du procès, et de décider s'il y avait lieu de poursuivre. Les accusés durent leur salut à cet

incident. Mazzini reçut un passeport avec ordre de quitter le pays, sans qu'un terme fût fixé à son exil. »

Banni de sa patrie, il organisa deux sociétés secrètes, la *Jeune-Italie* et la *Jeune-Europe*. Lors de l'avènement de Charles-Albert, il croit entrevoir l'occasion de rentrer dans ses foyers, et écrit une lettre adulatrice à laquelle le nouveau roi ne fait aucune réponse. Alors Charles-Albert, à son tour, devient l'ennemi qu'il faut chasser à tout prix. Ces conspirations sont ourdies contre lui à diverses époques par des sociétés secrètes que de récentes révélations ont montrées sous leur vrai jour. Français, Polonais, Allemands, Suisses, aventuriers de tous les pays, s'enrôlent sous la même bannière ; et, si l'on veut connaître le but qui leur est proposé, qu'on ouvre les documents auxquels des procès criminels ont donné une irrécusable authenticité. Voici notamment quelques articles extraits textuellement de la règle de la *Jeune-Italie*, dont Mazzini est le seul directeur depuis vingt-cinq ans.

Article premier. — La société est créée pour la destruction indispensable de tous les gouvernements de la péninsule, et pour les réunir en un seul État sous la forme républicaine.

Article 30. — Les membres qui n'obéiront pas aux ordres de la société secrète, et ceux qui en dé-

voileront les mystères, seront poignardés sans rémission.

Article 31. — Le tribunal secret prononcera la sentence, en désignant un ou deux affidés pour son exécution immédiate.

Article 32. — L'affidé qui refusera d'exécuter la sentence prononcée sera reconnu parjure, et, comme tel, mis à mort sur-le-champ.

Article 33. — Si la victime condamnée parvient à s'échapper, elle sera poursuivie sans relâche, en tout lieu, et le coupable sera frappé par une main invisible, se fût-il réfugié dans le sein de sa mère ou dans le tabernacle du Christ.

Article 34. — Chaque tribunal secret sera compétent, non seulement pour juger les adeptes coupables, mais encore pour faire mettre à mort toutes les personnes qu'il aura vouées à l'extermination.

L'assassinat du ministre Rossi à Rome, et celui du comte de la Tour et Taxis à Vienne, ont malheureusement prouvé que ceci n'est pas, comme on voudrait le croire, de pure théorie : il se trouve toujours des adeptes assez fanatiques pour aller frapper la victime, quelle qu'elle soit.

En présence de pareilles doctrines, on est presque tenté de mettre en doute la possibilité des institutions libérales. Que peut faire, en effet,

à la tête d'un royaume, un monarque animé des meilleures intentions, voulant le bien de ses peuples, mais rencontrant à chaque pas devant lui de semblables obstacles, voyant les réformes les plus salutaires devenir impossibles parce qu'elles se retrouvent inscrites sur les bannières de l'émeute, entre un poignard et le drapeau rouge. Telle fut pendant dix-sept années la situation de Charles-Albert. Sans cesse il voulait marcher en avant; mais sans cesse il trouvait d'un côté l'Autriche, qui le déclarait au ban des rois, de l'autre la révolution armée, qui menaçait de tout embraser. Sa religion lui défendait de verser le sang, elle lui commandait de rendre les hommes libres; mais en même temps elle lui disait qu'il faut donner à César ce qui appartient à César. Il est difficile de prévoir ce qu'un homme de génie eût fait en pareille situation : le faible Charles-Albert, désespéré de se voir incompris, tomba dans une profonde tristesse, dont il ne sortit qu'en 1847.

Cependant il ne négligeait pas sa mission de roi. Tous ses soins étaient employés à améliorer à l'intérieur la situation de ses peuples sans donner de gages à la révolution. Le commerce et l'industrie prirent un nouvel essor : de nombreuses manufactures s'établirent; des chemins de fer furent tracés, et certaines parties du Piémont qui étaient restées en arrière de la civilisa-

tion nouvelle entrèrent enfin dans la voie où marchaient les nations voisines. L'instruction se généralisa; des encouragements furent donnés aux beaux-arts; des expositions eurent lieu en Piémont pour la première fois. Le roi aurait voulu faire plus; il ne l'osait pas; et tandis que la partie saine de la population lui savait un gré infini de ses efforts, il lui semblait qu'il n'accomplissait qu'à demi l'œuvre à laquelle il était appelé. Il luttait intérieurement contre lui-même et semblait attendre un signal. En 1847 il se réveilla comme d'un rêve : il nous reste à dire quels événements en résultèrent dans la haute Italie.

CHAPITRE XVI

FIN DU RÈGNE DE CHARLES-ALBERT — GUERRE DE L'INDÉPENDANCE ITALIENNE — CONCLUSION

Au mois de septembre 1846, le pape Grégoire XVI descendit dans la tombe, et le conclave se réunit pour lui donner un successeur. L'élection fut une des moins longues que l'histoire des pontifes ait enregistrées : après quarante-huit heures de délibération, les cardinaux réunirent leurs voix sur l'évêque d'Imola : Mastaï Feretti, qui fut proclamé chef de la chrétienté sous le nom de Pie IX. On n'a pas oublié l'immense acclamation d'espérance et d'amour qui accueillit les premiers actes du souverain pontife. Cette douce figure de Pie IX siégeant au Vatican semblait une personnification accomplie de la divine religion qui dit aux hommes comme premier devoir : « Aimez-vous les uns les autres. » Les réformes accomplies par sa libre volonté dans l'adminis-

tration des États pontificaux semblaient convier les peuples de l'Italie à une nouvelle existence. De toutes parts des démonstrations enthousiastes furent organisées par les sympathies populaires en faveur du saint et vénéré pontife.

Hélas ! quelles scènes de larmes et de désolation à jamais regrettables ont succédé à ces premiers jours d'ivresse ! Encore une fois anathème aux hommes qui, comme Mazzini, ont étouffé dans le sang les bonnes intentions du souverain légitime, et ont substitué au progrès véritable l'anarchie violente et désordonnée ! Toutefois, nous en avons l'assurance, quelles qu'aient été depuis les douleurs dont son âme a été abreuvée, Pie IX ne regrette rien des nobles élans du début de son règne; il a été de nouveau sacré par le malheur, son âme généreuse s'y est encore épurée; et plus que jamais il peut se dire qu'il a été véritablement sur la terre l'envoyé de Dieu. L'impulsion qu'il donnait aux esprits fut le signal qu'attendait en Piémont le roi Charles-Albert. On le vit, disent tous les mémoires relatifs à cette époque, agité d'une joie fébrile qui se fit sentir même au physique. Il respira comme un homme qui sort d'un pénible sommeil; sa taille, qui s'était courbée, se redressa : l'uniforme guerrier ne le quitta plus. De son propre mouvement, au mois de janvier 1848, il donna à ses peuples une constitution nouvelle, basée sur les principes libéraux

les plus larges, et destinée à faciliter le véritable progrès. Le régime constitutionnel était inauguré, les ministres déclarés responsables, le vote de l'impôt accordé aux chambres, la milice communale organisée. Le comte César Balbo, qui depuis quinze ans était son confident et son ami secret, devint président du conseil des ministres.

Au dehors, les événements se précipitaient. Nous ne parlons pas de la catastrophe du 24 février, où le trône constitutionnel de Louis-Philippe fut brisé par l'émeute. Cette révolution, accomplie à Paris, n'eut que peu d'influence sur l'Italie. Mais le 13 et le 14 mars 1848, le vieux diplomate qui depuis quarante ans présidait à Vienne le cabinet aulique, et tenait les ressorts de toute la politique européenne, était brisé comme un jouet inutile par les étudiants de l'université. Le prince de Metternich, il faut le dire, se montra bien faible en pareille circonstance. C'était la première difficulté vraiment sérieuse qu'il eût rencontrée à l'intérieur dans le cours de son ministère; il résista peu, et chercha son salut dans la fuite. Le contre-coup de ces événements devait naturellement se faire sentir en Lombardie. Quatre jours après (le 18 mars), Milan s'insurgeait; l'archiduc Reynier prenait la route de l'exil, et toute la haute Italie arborait le drapeau tricolore. Le 23, les troupes autrichiennes évacuaient

Milan, et le roi Charles-Albert publiait la proclamation suivante. Nous la reproduisons textuellement :

« Turin, le 23 mars.

« Charles-Albert, par la grâce de Dieu, roi de « Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem.

« Peuples de la Lombardie et de la Vénétie,

« Les destins de l'Italie se mûrissent. Un avenir « plus heureux sourit aux intrépides défenseurs « des droits foulés aux pieds. Par amour de race, « par intelligence des temps, par communauté de « vœux, nous nous sommes associés des pre« miers à l'unanime admiration que vous accorde « l'Italie. Nos armées, qui déjà se concentraient « sur vos frontières lorsque vous anticipiez la « délivrance de la glorieuse Milan, viennent à « présent vous apporter dans les épreuves ulté« rieures cette aide que le frère attend d'un frère « et l'ami d'un ami. Nous seconderons vos désirs, « nous confiant dans le secours de ce Dieu qui a « donné à l'Italie Pie IX, de ce Dieu qui, par une « miraculeuse impulsion, a mis l'Italie en état « d'agir par elle-même. »

Cette proclamation nous révèle le vrai caractère de Charles-Albert, le mélange de l'enthousiasme belliqueux et de l'inspiration religieuse. La lutte

s'engagea, mais elle ne devait aboutir qu'à des désastres. Nous devons à la vérité historique d'indiquer franchement les causes de ces désastres.

D'abord les menées républicaines. Ainsi, dans les jours où le roi se mettait à la tête de ses troupes pour aller vaillamment payer de sa personne, quelques intrigants partaient de Lyon et venaient à Chambéry proclamer la république. Heureusement la Savoie se souvint qu'elle était la terre natale, le domaine originaire des aïeux de Charles-Albert ; elle lui resta fidèle. Mais, battus à Chambéry, les démagogues poussèrent jusqu'à Milan, et se mirent à révolutionner la Lombardie, alors qu'il fallait mourir pour elle. Puis les rivalités de ville à ville se réveillèrent. On ne sut rien faire à propos. Ce que Charles-Albert eut à essuyer d'affronts, à dévorer de douleurs et d'ennuis, est impossible à dire et peut-être à comprendre.

Pourtant, levant les yeux en haut et se confiant dans la Providence, il poursuivit le cours de ses exploits. Le 8 avril, il remportait à Goïto un avantage signalé sur Radetzki, et franchissait le Mincio. Le 30, il attaquait les Autrichiens à Pastringo, et se rendait maître de toutes les hauteurs qui couronnent l'Adige. Le 1er juin, la forteresse de Peschiera se rendait ; et, déjà maître de Mantoue, il ne lui restait plus qu'à faire le siège de Vérone. Toujours en avant, toujours au pre-

mier rang, il avait été blessé, mais légèrement. Le duc de Savoie, son fils, recevait également des blessures à ses côtés. Quant aux Italiens, ils se divisaient toujours sur le choix d'un gouvernement. Des renforts considérables arrivaient à l'armée de Radetzki, tandis que les Lombards n'envoyaient au roi de Sardaigne que des bandes de volontaires sans aucune organisation. Il devenait évident que le sort de la lutte changerait bientôt, et que la victoire passerait de nouveau du côté des gros bataillons.

La France voulut intervenir; le général Cavaignac dit, en effet, quelques mois plus tard, à la tribune de l'assemblée nationale : « Non seulement notre intervention n'a pas été demandée, mais elle a été refusée. » Charles-Albert était fidèle à sa devise; il voulait chasser l'étranger sans le secours de personne, il voulait que l'Italie fît par elle-même: *l'Italia fara da se.* Or nous allons voir ce que sut faire l'Italie. Ramenée à l'unité par l'imminence du péril, elle parut un instant comprendre où étaient ses véritables intérêts. Le 9 juin, la Lombardie fut appelée à voter sur la forme de son gouvernement; le dépouillement donna le résultat suivant :

561,002 voix pour la réunion immédiate au Piémont;

681 pour le renvoi de cette décision à la fin de la guerre.

Enregistrant ce vote, la chambre des députés de Piémont décréta le 5 juillet un article ainsi conçu :

« La réunion immédiate de la Lombardie et des provinces de Padoue, Vicence, Trévise, Rovigo, votée par les populations, a été acceptée. Ces provinces forment un seul royaume avec les États sardes. »

Or dans le moment même où se décidait ainsi, dans une assemblée, le sort des populations, la fortune des armes tranchait autrement la question. Dès le mois de juillet, les Autrichiens reprenaient l'offensive. Les quatre journées des 22, 23, 24 et 25 juillet leur rendaient la Lombardie. Une grande bataille avait lieu sur les bords du Mincio. Radetzki voulait contraindre Charles-Albert à repasser sur la rive gauche ; on se battait pendant quatre jours avec un acharnement terrible; mais enfin les conscrits lombards prenaient la fuite à Mozambano, et l'armée sarde, réduite à elle-même, était obligée de battre en retraite. Charles-Albert, vaincu, annonçait par une nouvelle proclamation l'intention de mourir avec ses deux fils. Le 4 août, il était à Milan, ayant encore quarante-cinq mille hommes valides et bien déterminés. Mais Radetzki arrivait avec quatre-vingt mille Autrichiens; et en même temps les Milanais, au lieu de veiller à leur défense, s'occupaient à élever des barricades et

enfermaient le roi de Sardaigne dans son palais. Il ne fut sauvé des mains des émeutiers que par le dévouement héroïque du général de la Marmora.

Voilà comment on le récompensait de ses efforts pour l'indépendance italienne. C'en était trop. Il remit le Milanais aux Autrichiens, et signa un armistice, qui, d'abord conclu pour quarante-cinq jours, fut prolongé ensuite de quarante-deux. La cause italienne semblait perdue ; les nations européennes s'efforçaient d'arriver à une paix définitive, lorsqu'un événement imprévu remit tout en question. Au mois d'octobre, une nouvelle révolution éclatait à Vienne. Un mois après elle était vaincue, mais à la fin de novembre les troubles recommençaient, et le 2 décembre le vieil empereur François I[er] abdiquait en faveur de son neveu François-Joseph.

De tels événements firent penser à bien des hommes même raisonnables que l'Autriche était affaiblie, et que l'heure était venue de recommencer la lutte. Charles-Albert hésitait. Mais il avait eu la faiblesse de laisser entrer dans les conseils de la couronne des adeptes de la révolution : il était livré pieds et poings liés au parti démagogique. Au mois de mars 1849, le parti de la guerre l'emporta définitivement. Le roi partit pour aller rejoindre son armée. Le 20 mars, il passa le Tessin pour pénétrer en Lombardie ; Radetzki le passait

de son côté, annonçant l'intention de marcher sur Turin. Le 24 avait lieu la bataille de Novare. On se prit corps à corps : il y a peu d'exemples dans l'histoire d'un pareil acharnement. Le duc de Savoie (aujourd'hui Victor-Emmanuel) eut trois chevaux tués sous lui, et reçut vingt-quatre balles dans sa capote. Charles-Albert essaya de trouver la mort sur ce champ de bataille; mais la mort, qui fauchait autour de lui, respecta ses jours. Par son héroïsme, il eût encore, à la dernière heure, changé la face des choses, si la trahison n'eût été là jusqu'à ses côtés, représentée par deux de ses généraux.

Obligé de reconnaître que la continuation de la lutte était devenue impossible, le malheureux prince réunit ses officiers le lendemain de la bataille. « Messieurs, leur dit-il, je me suis sacrifié à la cause italienne : pour elle j'ai exposé ma vie, celle de mes enfants, mon trône. Je n'ai pas réussi. Je comprends que ma personne pourrait être le seul obstacle à une paix désormais nécessaire; je ne pourrais d'ailleurs me résoudre à la signer. Puisque je n'ai pu trouver la mort, j'accomplis un dernier sacrifice à mon pays. Je dépose ma couronne, et j'abdique en faveur de mon fils, le duc de Savoie. » Le 26, il s'embarquait à Nice; et quatre mois après, le 28 juillet, il mourait au fond du Portugal, à Oporto, dans le douloureux exil qu'il s'était imposé.

Sa dépouille mortelle a été réclamée par la nation qu'il avait voulu faire si grande et si glorieuse : elle repose aujourd'hui à Haute-Combe, dans les caveaux funéraires des rois de Piémont. Le sénat de Turin lui a décerné le nom de *Magnanime*, et lui a fait élever une statue.

Ici nous déposons la plume. On sait que Victor-Emmanuel, monté sur le trône le 26 mars 1849, a cru pouvoir faire ce que son père n'avait pas voulu. Il a appelé les Français à son aide, et le sang de nos soldats a coulé sur de glorieux champs de bataille. Puisse-t-il n'avoir pas été versé en vain ! Que Dieu donne la paix à l'Italie et au monde !

FIN

TABLE

LIVRE PREMIER

LES COMTES DE MAURIENNE, DE SAVOIE ET DE PIÉMONT

LIVRE DEUXIÈME

LES COMTES DE SAVOIE

LIVRE TROISIÈME

LES ROIS DE SARDAIGNE

13269. — Tours, impr. Mame.

3926
8

This book is a preservation photocopy.
It was produced on Hammermill Laser Print natural white,
a 60 # book weight acid-free archival paper
which meets the requirements of
ANSI/NISO Z39.48-1992 (permanence of paper)

Preservation photocopying and binding
by
Acme Bookbinding
Charlestown, Massachusetts
1996


3 2044 025 029 596

